

LA
NATION ANGLAISE-ALLEMANDE
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
DES ORIGINES A LA FIN DU XV^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 mars 1939, à 14 heures.

PAR

MADELEINE TOULOUSE

Président : M. OLIVIER MARTIN

Suffragants

{ MM. REGNAULT
GRANDCLAUDE }

Professeurs

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, Paris, 5^e

—
1939

*Thèse Paris
1939.*

LA
NATION ANGLAISE-ALLEMANDE
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES ORIGINES A LA FIN DU XV^e SIÈCLE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
NATION ANGLAISE-ALLEMANDE
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES ORIGINES A LA FIN DU XV^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Mars 1939, à 14 heures.

PAR

MADELEINE TOULOUSE

Président : M. OLIVIER MARTIN

<i>Suffragants</i>	{	MM. REGNAULT GRANDCLAUDE	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-----------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, Paris, 5^e

—
1939

*47803



INTRODUCTION

A l'heure actuelle, on considère comme « Nation » tout groupement d'individus liés entre eux par l'identité d'origine, de langage, d'intérêts moraux et matériels. Le mot Nation, du latin *nasci*, naître, décele avant tout la communauté d'origine.

Les maîtres et écoliers du Moyen Age, presque tous étrangers à Paris, s'appliquèrent ce terme qui définissait de façon très exacte leurs associations de fait. Comme l'écrit Thurot¹ : « Il était naturel que les maîtres et les étudiants d'un même pays se groupassent suivant les affinités de langage, d'origine et de diocèse... Il est probable que dès le xii^e siècle, ils vivaient ensemble et habitaient la même maison ».

Comment ces groupements se sont-ils formés?

Leur origine, leur développement, de même que ceux de l'Université, sont très obscurs. Ces associations furent spontanées ; avec le temps elles prirent le caractère de corporations légales, ayant assemblées, statuts, sceau, coffre commun ; leurs traits caractéristiques s'affermirent au xiii^e siècle et c'est en pleine vigueur qu'on les voit fonctionner au xiv^e siècle dans la Faculté des Arts de l'Université de Paris.

Nous voudrions étudier ici avec quelques détails, l'une de ces Nations : la Nation Anglaise-Allemande.

1. THUROT, *De l'Organisation de l'Enseignement au Moyen Age dans l'Université de Paris* (1850), p. 14.

Notre principale source d'études est l'*Auctarium Chartularii Universitatis Parisiensis*, publié par les soins du P. Denifle (t. I et II du *Liber Procuratorum*) et de M. Samaran (t. III et IV, les suivants en préparation)¹.

Le *Liber Procuratorum* (t. I, II, III) est celui de la Nation Anglaise, *Natio Anglicana*, qui prit au xv^e siècle le nom de Nation Allemande, *Natio Alamania*. Nous nous efforcerons de respecter, l'appellation historique : Nation Anglaise-Allemande dans un sens général, Nation Anglaise aux xiii^e et xiv^e siècles, Nation Allemande par la suite.

Des autres livres tenus dans la Nation Anglaise-Allemande, peu sont parvenus jusqu'à nous. Aucune trace du *Liber Nationis de pergamento*² contenant les statuts et privilèges de la Nation et de l'Université; du *Liber rubeus nacionis*³ où sont les noms de ceux qui prêtent serment; du *Liber specialis eorum qui jurabant paupertatem*⁴ pour ceux qui demandent la dispense de leurs droits d'examen.

Pour les livres que nous possédons partiellement, la lecture des manuscrits⁵ est très difficile et en les publiant le P. Denifle et M. Samaran ont voulu en rendre l'étude possible.

Nous avons ainsi le *Liber Procuratorum* de la Nation Anglaise-Allemande de 1333 à 1492; celui de la Nation Picarde vient de paraître, et des fragments appréciables de celui de la Nation Française sont en préparation. Celui de la Nation Anglaise-Allemande qui a servi de base à cette étude, est encore appelé dans les textes : *Liber nacionis de papiro*⁶, *registrum procuratoris*⁷, *registrum nationis*⁸, *liber nacio-*

1. *Auctarium chartularii Universitatis Parisiensis*, t. I, II. *Liber Procuratorum Nationis Anglicanae*, sous la direction du Père DENIFLE, T. III, *id.*, t. IV, L. P. N. Picardae, 1476 à 1483, sous la direction de M. SAMARAN, T. V, L. P. N. Gallicanae, 1441 à 1456, en préparation.

Nous désignerons le *Chartularium* par la lettre C. et l'*Auctarium* par la lettre A, suivie du tome.

2. Mentionné en 1358, A., I, 200.

3. Mentionné en 1368, A., I, 322.

4. Mentionné en 1405, A., I, 896.

5. Archives de l'Université de Paris, Registre de l'Un., A., I.

6. Sous cette forme 1375, A., I, 466.

7. A., I, 366. — 8. A., I, 52-75.

nis¹. Ce livre est tenu par les différents procureurs qui se succèdent à la tête de la Nation, ce qui explique leur grande irrégularité de forme et de fond.

Le style, l'écriture, la langue même sont influencés par l'origine du procureur et varient avec chacun. Les procès-verbaux sont de forme typique et rédigés pour les lecteurs de l'époque auxquels de brefs renseignements suffisent. Ça et là, une réflexion un compte-rendu original font apparaître la personnalité de celui qui écrit.

Citons celui du procureur Egidius Delf en 1479², qui célèbre en vers la gloire de la Nation Allemande :

Vivant Almani. Sint corpore menteque sani
Non eat infamis quem nostra hec natio gignet
Plus habes laudes et ceperit indigne honores.

et se termine par ce quatrain où perce tout l'orgueil de la race :

Quis non felicem tete Germania cantet
Cui toto imperium contulit orbe Deus
Natio mirificos assueta referre triumphos
Natio virtutem fama decusque, vale.

Celui de Georgius Noortych³, qui s'achève par ce tableau éternellement vrai :

Bonum animum armat
Animus superbiam instigat
Superbia invidiam provocat
Invidia bellum parat
Bellum pauperiem generat
Pauperies pacem postulat
Pax rursus bonum revocat.

Tel procureur actif, plein de zèle, laissera des notes de longueur satisfaisante, mais les officiers indolents, et ils furent nombreux, rédigent des notes trop courtes⁴. Il faut être satisfait quand ils disent quelque chose : l'un se contente de noter qu'il n'y a rien eu d'intéressant pendant sa

1. H. DENIFLE, *Memorabilia Nationis Anglicanae Parisiensis*, A., I, xiv.

2. A., C., III, 419. — 3. A., III, 756.

4. GRAY COWAN BOYCE, *The English German Nation in the University of Paris during the Middle Ages*, 1927, p. 21.

procure¹, l'autre que, pris par ses occupations il n'a pas eu le temps d'écrire²... et l'on pourrait citer bien d'autres exemples.

Au xiv^e siècle, le procureur relate seulement ce qui se passe dans les assemblées de la Nation et le plus souvent se limite à cela. Ce sont, pour nous, des informations sur le fonctionnement de la Nation, sur la vie des maîtres et des écoliers. Au temps du schisme, les procureurs prennent l'habitude de rapporter plus de choses qu'il n'est nécessaire; pendant le Grand Schisme et la Guerre de Cent ans, lorsque la Nation est délaissée et qu'ils ont peu ou rien à dire sur elle, ils notent ce qui intéresse la Faculté des Arts et l'Université. Après le redressement de la Nation ils conservent cette coutume³. De plus, le procureur dresse les listes des déterminants, bacheliers, licenciés, nouveaux maîtres, avec les bourses dues par chacun et ces listes servent au receveur pour le contrôle du paiement.

Malheureusement, ce *Liber Procuratorum* n'est pas ininterrompu; il a de nombreuses lacunes :

de mai 1333 à août à 1337⁴

de décembre 1360 à mai 1361⁵

de février à septembre 1362⁶

de février 1365 à juin 1368⁷

de 1383 à 1392, le registre est entre les mains
de la nation Picarde et disparaît⁸

du 13 décembre 1392 à février 1393⁹

de juillet à octobre 1399¹⁰

de juin à octobre 1416¹¹

du 10 au 21 mars 1425¹²

de juin 1439 à janvier 1440¹³

du 18 mai au 23 septembre 1426¹⁴

1. *A.*, I, 474. — 2. *A.*, I, 300.

3. *A.*, II, Introduction, p. vi, *A.*, III, les textes sont classés par M. SAMARAN, aux mots « Natio-Facultas-Universitas ».

4. *A.*, I, 18. — 5. *A.*, I, 265-266. — 6. *A.*, I, 270. — 7. *A.*, I, 312. — 8. *A.*, I, 661. — 9. *A.*, I, 672. — 10. *A.*, I, 804. — 11. *A.*, II, 318, note 4. — 12. *A.*, II, 212. — 13. *A.*, II, 511. — 14. *A.*, II, 367.

de juillet 1452 à mai 1465 ¹

du 4 au 23 avril 1467 ²

de juillet à septembre 1467 ³.

Ces livres sont gardés dans le coffre de la Nation avec les biens les plus précieux. Leur contenu peut servir de preuve ⁴, et le receveur y trouve un moyen de contrôle pour le paiement des bourses. De temps à autre, l'assemblée de la Nation fait inspecter les livres par quelques maîtres qui vérifient si les statuts et les ordonnances de la Nation y sont fidèlement transcrits et à leur date ⁵, car lorsque le procureur commence un nouveau registre on y transcrit les statuts de la Nation ⁶.

Mais au xiv^e siècle et surtout au xv^e, les volumes sont souvent sortis du coffre, maniés sans aucun soin et soumis à des corrections ⁷. En 1383 ⁸ la Nation ne décide-t-elle pas d'effacer de son livre certains procès-verbaux récents et qui sont « contra honorem nacionis... et contra honorem plurium magistrorum etiam procuratorum ». Certains registres ne reprirent jamais leur place, tels celui ou ceux de 1383 à 1392, objet d'un litige entre la Nation Picarde et la Nation Anglaise, ont complètement disparu ⁹. Furent-ils volés ou vendus aux Picards qui les détinrent plus de 20 ans? Personne ne peut le dire. Et malgré ces restrictions le *Liber Procuratorum* reste une base d'études très sérieuse.

D'autres renseignements nous sont fournis par le livre du receveur *Liber receptoris*, pour la première fois cité en 1356 ¹⁰ et dont un extrait allant de 1452 à 1466 est publié par le P. Denifle ¹¹. Ce livre tenu par le receveur contient les dépenses et recettes de la Nation, les listes des gradués avec la somme payée par eux; on y transcrit également certains statuts : 1455 « au sujet des bourses ¹² », 1459 au « sujet des Intrants et Maîtres-Régents ¹³ », 1461 « sur l'accession aux grades ¹⁴ ». La tenue du registre varie avec le rece-

1. A., II, 894. — 2. A., III, 43. — 3. A., III, 55. — 4. A., I, 64-546. — 5. A., I, 75. — 6. A., II, 897. — 7. A., III, 343, 345. — 8. A., I, 645 sq. — 9. A., I, 661, note 1. — 10. A., I, 203. — 11. A., II, 896 et ss. — 12. A., II, 908. — 13. A., II, 922. — 14. A., II, 935.

veur; certains notent jour par jour, séparent nettement recettes et dépenses; d'autres semblent ne mentionner que les choses importantes; tout dépend du zèle avec lequel chacun remplit son office.

Nous avons également puisé dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis*¹ nombre des textes intéressant l'Université et la Faculté des Arts prises comme corps, et tous les statuts de la Nation Anglaise antérieurs à 1333 qui s'y trouvent.

Nous bornons cet essai à la description de la Nation Anglaise-Allemande de l'Université de Paris, puisque c'est pour elle que nous possédons les textes les plus nombreux et à notre portée. Les autres Nations fonctionnent du reste de façon analogue, leur vie intérieure ne varie que sur des points de détail : manière de choisir l'Intrant qui élira le Recteur, date d'élection des officiers de la Nation²... etc.

Après un exposé rapide de l'évolution historique de la Nation, nous étudierons donc :

son ORGANISATION : provinces, assemblée et officiers ;

son ACTIVITÉ : grades, écoles, finances, offices religieux, patrons et fêtes :

et pour terminer : ses RAPPORTS avec la Faculté des Arts et l'Université,

afin d'établir sur l'exemple de la Nation Anglaise-Allemande qu'une Nation constitue un véritable corps dans la Faculté des Arts et dans l'Université.

1. *Chartularium Universitatis Parisiensis*, publié par H. DENIFLE et CHATELAIN, 1889, t. I, II, III, IV.

2. DU BOULAY, *Historia Universitatis Parisiensis*, t. III.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA NATION

I. Apparition des Nations.

Des écoles épiscopales à l'Université, corps organisé, l'évolution est lente, souvent obscure. Mais il est certain que le grand renom de ces écoles attire à Paris tant d'écoliers et de maîtres que, rapidement, la nécessité d'une organisation régulière se fait sentir, « afin que cette vive et nombreuse jeunesse pût être gouvernée par une discipline commune et que les maîtres se soutinssent mutuellement et gardassent la paix entre eux, en s'astreignant à des devoirs respectifs les uns à l'égard des autres¹ ».

Faut-il prétendre, comme beaucoup l'ont fait, qu'au XII^e siècle, l'École de Paris comprend plusieurs corps distincts. Et peut-on s'appuyer sur le fait qu'en 1169, Henry II, roi d'Angleterre offrit de soumettre à leur arbitrage son différend avec Thomas de Cantorbery? A notre avis, on ne peut conclure de la simple mention, dans ce texte, des suppôts des différentes Provinces à une organisation existante, et en fait il est difficile de donner une date précise à l'apparition des Nations et de dire comment se fit leur division, car les Nations apparaissent spontanément et simultanément. N'est-il pas naturel que les écoliers et les maîtres étrangers arrivant à Paris cherchent d'abord leurs compatriotes? Les confréries qu'ils forment sont « composées

1. CREVIER, *op. cit.*, I, 251.

de groupes flottants d'étudiants heureux de parler leur langue maternelle à l'étranger et de célébrer joyeusement leurs fêtes nationales¹ ».

Peu à peu les groupements s'organisent. Les pays qui envoient à Paris le plus de suppôts : l'Île de France, la Normandie, la Picardie et l'Angleterre donnent chacun leur nom à une Nation. Et les autres : Flandres, Allemagne, Suède, Écosse, Italie, etc... qui sont moins représentés, se joignent à la Nation avec laquelle ils ont le plus d'affinité.

Ainsi apparaissent : La Nation Française avec l'Île de France, l'Espagne, l'Italie, les pays d'Orient; la Nation Normande avec la Normandie, sans autre Pays²; la Nation Picarde avec la Picardie et les Flandres; la Nation Anglaise avec l'Angleterre, l'Écosse, l'Allemagne et les Pays du Nord. On ne peut leur donner de dates de naissance, mais dès qu'elles apparaissent en corps constitués, les Nations ont un rang, vraisemblablement adopté d'après leur origine et leur importance : La Nation de France a le premier rang; celle de Picardie, le second. Vient ensuite la Nation de Normandie; celle d'Angleterre « doit se contenter du quatrième³ ».

Nous ne pouvons passer sous silence les importantes discussions que soulève dès le xvi^e siècle le problème de l'ancienneté des Nations et des Facultés. Faut-il considérer l'Université de Paris comme primitivement composée des Nations ou des Facultés? Rappelons rapidement l'opinion des auteurs qui sont extrêmement divisés sur la question.

Crevier examine attentivement les actes où sont mentionnées Nations et Facultés et analysant par exemple le diplôme des Privilèges accordés en 1200 par Philippe-Auguste, il s'appuie sur le fait que ce texte parle du Recteur, chef de l'Université, pour dire : « L'Université ne connut d'autre chef que le Recteur, créé par les suffrages des

1. STEPHEN D'IRSAY, *Histoire des Universités françaises et étrangères des origines à nos jours*, 1933-1935, I, p. 146.

2. THUROT, *op. cit.*, 16.

3. CREVIER, *op. cit.*, II, 82.

quatre procureurs des Nations, ou de leurs représentants ¹ », et conclure de là, à l'existence des Nations « corps organisés ». Il tire argument de l'état de l'Université au xviii^e siècle, souligne au cours de son ouvrage, nombre de faits qu'il considère comme des preuves et affirme l'ancienneté des Nations sur les Facultés.

Malden ² écrit en 1835 : « Il est universellement reconnu que la partie la plus ancienne de l'Université de Paris fut la Faculté des Arts. Les Facultés étaient originairement toutes incluses dans les Nations de l'École des Arts ; mais au xiii^e siècle et comme conséquence de la dispute avec les Dominicains mendiants qui souhaitaient en fait accéder aux chaires de l'Université, la Faculté des Arts consentit que les docteurs en Théologie se séparent d'elle et forment un corps distinct. Cet exemple fut suivi par les maîtres de Décret et de Médecine. »

D'après le Père Denifle ³, les quatre Nations n'existent nullement avant le xiii^e siècle et ne sont pas à la base de l'Université de Paris. C'est le « Collegium doctorum » qui en est le réel fondement et cette union des maîtres des différentes sciences contribue à la formation des Facultés. Il cite un acte de 1222, acte de donation de toute l'Université aux Dominicains de Saint-Jacques, dans lequel il n'est pas fait mention des Nations et qui n'est pas scellé de leurs sceaux. La division par Nations n'est pas, dit-il, l'œuvre d'une formation spontanée, mais plutôt d'une lente évolution.

Enfin, pour résoudre la question, Thurot ⁴ distingue entre l'association volontaire et naturelle et la corporation légale. Il est naturel, d'après lui, que les maîtres qui enseignent une même science s'assemblent fréquemment pour régler

1. CREVIER, *op. cit.*, VII, *Dissertation sur les origines de l'Université*, p. 112,

2. MALDEN, *On the origin of Universities and academical degrees*, p. 5.

3. DENIFLE, *Die Universitäten des Mittelalters*.

4. THUROT, *op. cit.*, p. 13.

leurs intérêts communs. Il est également conforme aux lois naturelles que maîtres et écoliers d'un même pays s'unissent et vivent ensemble. Mais jusqu'à une certaine époque ces associations sont des associations spontanées et sans caractère public. Plus tard, se constituent des corps qui possèdent sceau, coffre commun, droit d'obliger par serment leurs membres à l'observation des règlements. Pour lui, dès 1200, les Nations et les Facultés existent simultanément comme associations de fait, mais elles ne sont constituées en corporations publiquement reconnues que vers 1245 pour les Nations, vers 1260 pour les Facultés.

Nous sommes nous aussi, réduit aux conjectures puisqu'en cette matière « il ne faut pas s'attendre à trouver l'acte d'érection de l'École de Paris en Université ¹ », et que tous les textes antérieurs à la seconde moitié du XIII^e siècle peuvent être interprétés de façon différente selon l'opinion de chacun.

Il est assez vraisemblable, comme le fait remarquer Thurot, que les Nations et les Facultés, répondant à des besoins différents et aussi conformes à l'instinct de nature, existent d'abord comme associations de fait, qui, s'identifiant aux écoles elles-mêmes, deviennent l'Université. La transformation de ces groupes en corporations légales se fait peu à peu et correspond à la nécessité d'une organisation supérieure qui se fait de plus en plus pressante à mesure que se développe l'Université et croit le nombre de suppôts. D'autre part, un fait apparaît certain, les Nations s'organisent en corps avant les Facultés. Voilà qui est normal, puisqu'elles groupent la majorité des suppôts et que leur enseignement est à la base des études supérieures. L'on peut placer en 1249 ², le premier texte où de façon indubitable les Nations apparaissent comme corps distincts de l'Université, ayant un chef : le Procureur. Quant aux doyens

1. CREVIER, *op. cit.*, I, 251.

2. *C.*, I, 215.

des Facultés Supérieures, il n'en est pas question avant 1264¹.

A l'appui de cette opinion, nous apporterons un autre argument : la suite de l'histoire. « Les Nations ont toujours prétendu qu'elles étaient l'ancienne Université, que dans l'origine tous les maîtres de quelque Faculté qu'ils fussent, c'est-à-dire quelque art ou science qu'ils professassent, soit la Théologie, soit le Droit ou la Médecine, ont été compris dans les Nations et que ce n'est que dans la suite des temps, après le milieu du XIII^e siècle que les docteurs en ces Facultés sont sortis des Nations pour former des compagnies à part, qui s'appellent les trois Facultés Supérieures². »

De plus, les bacheliers, les licenciés en Droit, Théologie et Médecine, font encore au XVIII^e siècle partie des Nations, et les docteurs en ces mêmes matières ont droit d'assister à leurs messes. Un grand nombre d'actes prouvent que, pendant longtemps, ils ont joui du droit de venir aux assemblées de leur Nation, d'y délibérer et d'y voter. Ce qui permet de dire que primitivement tout en appartenant aux Nations, « ils formaient entre eux des corps distingués d'elles ». En effet l'organisation antérieure des Nations entraîna toujours pour elles une prépondérance évidente et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime elles conservèrent certaines prérogatives essentielles : quadruple droit de suffrage à l'assemblée de l'Université; quadruple représentation au tribunal de l'Université, et nomination du Recteur qui est choisi dans les Nations.

Il est certain que ces associations de fait s'organisèrent suivant une lente évolution. Les Nations dont tous les membres forment l'assemblée, se donnent un chef, le procureur, et possèdent un sceau. Les finances communes nécessitent une gestion qui est confiée au receveur, etc... C'est peu à peu que la coutume s'établit. A la fin du XIII^e

1. CREVIER, *op. cit.*, VII, 122, 123.

2. *C.*, I, 440, 441.

et au ^{xiv}^e siècles, les Nations sont de véritables corps, dont néanmoins, la réglementation continue à évoluer, à s'adapter aux besoins nouveaux.

*
* *

II. La Nation Anglaise-Allemande.

Avant de commencer l'étude de la Nation Anglaise-Allemande nous voudrions faire brièvement l'histoire de cette nation. Laissant de côté les origines communes dont nous venons de donner l'explication, à notre avis, la plus vraisemblable, nous étudierons la Nation Anglaise-Allemande, corps organisé, aux siècles que les textes du *Chartularium* et du *Liber Procuratorum* éclairent.

La fin du ^{xiii}^e et le ^{xiv}^e siècles sont les années florissantes de la Nation. Elle fonctionne à plein rendement. Le nombre des suppôts, qui viennent des Pays du Nord et choisissent l'Université de Paris pour faire leurs études, est important. Sa vie propre s'affirme par une organisation qui se perfectionne sans cesse, et permet à tous de collaborer au bien général. Nous verrons plus loin, comment fonctionne l'assemblée des maîtres; le rôle des officiers qui sont à la tête de la Nation, la représentent, et les statuts qui règlent la vie de tous les suppôts.

A cette époque la Nation possède un sceau, dont on remarque pour la première fois, l'apposition sur un acte de 1252 ¹. Le sceau ² représente dans sa partie supérieure la Vierge tenant un livre à la main et couronnée par son Fils qui se tient à côté d'elle. Au milieu se trouve d'une part, saint Edmond et sainte Catherine, patrons de la Nation; d'autre part, saint Martin partageant son manteau avec un pauvre. Dans la partie inférieure, l'on voit un docteur enseignant deux écoliers. D'après les commentateurs, le sceau

1. *C.*, I, 230.

2. Décrit par le P. DENIFLE, *A.*, I, *Memorabilia*, XIV, d'après DE WAILLY, *Éléments de Paléographie*, II, p. 364 n° II, et VALLET DE VIRIVILLE, *Histoire de l'Instruction publique en Europe*, p. 133.

représente les principaux actes de la vie de la Nation, sous la protection du roi saint Edmond et de sainte Catherine, patronne spéciale des philosophes. Saint Martin symbolise les soins matériels dont la Nation entoure les écoliers pauvres. La partie inférieure figure l'instruction des écoliers et la partie supérieure, le but de l'instruction qui est l'acquisition de la maîtrise. Il porte en outre l'inscription : Nation Anglaise.

La Nation appose ce sceau au bas des statuts qu'elle édicte, sur les lettres testimoniales données aux suppôts, sur ses livres et parfois, en tant que membre de la Faculté des Arts, sur les règlements généraux de cette Faculté. Ce sceau est la marque de l'individualité de la Nation, corps distinct, qui possède une vie propre dans la Faculté des Arts et l'Université.

Au ^{xiv}^e siècle, le nombre des suppôts anglais diminue : la Guerre de Cent ans ne rend pas faciles les rapports entre la France et l'Angleterre, et les écoliers sont retenus dans leur pays par la fondation des Universités anglaises. Non seulement le nombre des suppôts se modifie, mais leur origine change : les Allemands sont de plus en plus nombreux et des Îles Britanniques ne viennent que les Écossais. A l'époque du Grand Schisme, le fait est très marqué et l'attitude de la Nation bien caractéristique. Aucune autre Nation ne possède tant de suppôts de pays différents ; rien d'étonnant si elle reflète successivement l'opinion de sa majorité. On distingue alors dans la Nation deux groupes importants : les Allemands et les Écossais. Les Allemands sont pour le pape de Rome, les Écossais pour celui d'Avignon. Selon sa majorité, la Nation Anglaise-Allemande soutient l'un ou l'autre et son attitude est pleine de revirements.

Le nom de Nation Anglaise ne correspond plus à la composition, ni aux sympathies de la Nation. En 1378¹, lors

1. A., I, 529.

d'une visite de l'Empereur Charles IV à Paris, la Nation exprime le désir de prendre le nom de Nation d'Allemagne. Déjà certains l'emploient et la première mention que l'on en trouve est de 1367 ¹, dans une lettre d'obligation déposée au coffre de la Nation par un suppôt qui ne peut payer ses droits d'examen. La demande de 1378 est la première expression officielle du désir de la Nation. Cependant le changement ne s'opère pas à cette date, la coutume s'en établit lentement. A partir de 1400 ² la plupart des suppôts emploient le terme de Nation Allemande, mais d'après Duboulay et Crevier ³, ce n'est qu'en 1432 que l'Université enregistre le changement de nom de la Nation, dans une délibération au sujet du rétablissement de la paix dans le royaume.

Un procureur Albertus Scriptoris revient en 1441-1442 ⁴ sur la coutume ancienne peut-être seulement pour se différencier de son rival Jacobus Winthorst. En 1446 ⁵, on note une dernière fois, l'appellation de Nation Anglaise.

La modification du sceau est proposée en 1466 ⁶, mais pour différentes raisons elle ne peut être exécutée que quelques années plus tard.

Si les premières années du xv^e siècle voient encore la Nation en pleine vigueur, après la bataille d'Azincourt, les Français abandonnent Paris à l'étranger. L'Université est désorganisée. La Nation se vide de plus en plus et les nouveaux écoliers sont rares. Les Écossais désertent Paris en 1420, à l'exception d'un seul, Roger de Edinburgh, qui meurt en 1429. Chaque année le nombre des candidats aux grades diminue. En 1433 ⁷ la Nation n'a plus que deux maîtres : le procureur et le receveur, et deux bacheliers qu'ils examinent. En 1434, la Nation n'a plus que deux suppôts, et les Normands essayent d'abolir sa voix aux

1. *A.*, I, 310, note 5. — 2. *A.*, I, 66, 71, 130, 159, etc., 816. note 4.

3. CREVIER, *Op. cit.*, IV, 73, cité DU BOULAY.

4. *A.*, II, 519, 522, 530, 533, 538. — 5. *A.*, II, 672. — 6. *A.*, II, 636. — 7. *A.*, II, 468.

délibérations de la Faculté des Arts¹. Puis elle s'éteint complètement : 1 seul de ses suppôts, Bœdmundus Theodoricus de Lutrea conserve ses biens mobiliers. Du mois de juillet 1438 à avril 1439, elle reste dans cet état. Mais en avril quelques suppôts reviennent à Paris.

A partir de 1443 on trouve de nouveau des déterminants, ils sont encore rares, car la Pragmatique Sanction qui ne prévoit rien pour les étrangers est en vigueur en France. Les rôles pour l'obtention des bénéfices ne sont plus envoyés au Pape, et lorsque la Nation se décide à en envoyer un, elle rencontre de multiples difficultés². Tout ceci contribue à éloigner les étudiants de la Nation, car les bénéfices, nous le verrons plus loin, sont destinés à aider les suppôts à poursuivre leurs études, en écartant d'eux les soucis matériels.

On peut imaginer le désordre que ce déclin apporte dans l'organisation de la Nation : les derniers suppôts vivent comme ils peuvent; les statuts ne sont plus respectés : le procureur reste plusieurs mois à la tête de la Nation et alterne avec le receveur; à peine en possession de la maîtrise, les suppôts deviennent officiers... les écoles sont sans maîtres-régentes.

A partir de 1445, le nombre des suppôts augmente, et pendant une trentaine d'années, la Nation semble retrouver sa physionomie d'autrefois. Mais à la fin du siècle, de nouveau elle décline et le P. Denifle³ cite deux documents bien significatifs : une table de 1464, date à laquelle la Nation réunit trois cents suppôts; un compte de trente années postérieures, où ils ne sont plus que deux cents.

Une profonde modification s'est introduite dans la vie de la Nation : l'enseignement qui se donnait dans les écoles rue du Fouarre est peu à peu passé dans les collèges qui ont leur administration particulière, leur principal et leurs

1. A., II, 479. — 2. A., II, 709, 710, 714, 733. — 3. A., III, xi.

régents, et dont le *Liber Procuratorum* ne mentionne que les visites et les réformes.

A la fin du xv^e siècle, la Faculté des Arts et l'Université prennent une importance croissante dans la vie de la Nation. Le *Liber Procuratorum* fait le procès-verbal de leurs assemblées, rapporte leurs décisions.

Quelques années plus tard, la Nation n'est plus qu'un cadre dans l'organisation de l'Université, cadre qui subsistera jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

CHAPITRE I

ORGANISATION DE LA NATION

I. Les Suppôts.

Division en provinces.

La Nation Anglaise réunit les suppôts — maîtres et écoliers — venus du Nord et de l'Est de l'Europe. Aucune Nation n'abrite tant de pays, de coutumes et de langues différentes et dès l'origine ses membres se groupent suivant leurs affinités en provinces. Le mot tribu n'est employé que plus tard et ne se rencontre pas une fois dans les tomes I, II, III de l'*Auctarium*. Néanmoins les auteurs ne sont pas d'accord sur l'emploi des termes : Du Boulay ¹ le P. Denifle ² Rashdall ³ employent tribu comme synonyme de province et G. C. Boyce ⁴ divise la Nation en tribus et provinces. Dans l'*Auctarium*, même, la précision n'est pas rigoureuse : province désigne parfois un état; ailleurs, une ville qui fournit beaucoup de suppôts et qui à telle époque a une place importante dans la Nation, c'est ainsi que l'on trouve : province de Suède, province de Cologne ⁵. Mais lorsque les divisions de la Nation sont mentionnées, province a un sens plus général, et chaque ville reprend la place d'un diocèse.

La division que nous adoptons, division de la Nation en

1. DU BOULAY *Op cit.*, III, p. 559 ss.

2. *A.*, I, *Memorabilia*, xvi, xvii.

3. RASHDALL, *The Universities of Europe in the Middle Ages*, 1895, I, 321.

4. GRAY COWAN BOYCE, *Op. cit.*, p. 28.

5. *A.*, I, 755, 696.

provinces, est essentiellement variable. Il faut en faire état aux différentes époques, ne pas y voir les cadres d'une organisation définitive, mais au contraire toujours en évolution.

Un texte de 1331¹ nous montre qu'à cette date la Nation comprend : la Province Anglaise et la Province non Anglaise au total 12 états, et le rôle de 1362² en donne l'énumération : l'Empire c'est-à-dire presque toute l'Allemagne, la Hongrie, la Bohême, la Pologne, la Suède, la Dacie, la Norvège, l'Écosse, l'Angleterre, l'Irlande, la Hollande et Liège en partie.

A la fin du xiv^e siècle³, les Allemands étant devenus les plus nombreux, une nouvelle division apparaît : province de l'Allemagne supérieure (Alemania superior), de l'Allemagne inférieure (Alemania inferior), d'Ecosse (Scotia). Mais c'est seulement en 1467⁴ qu'un procès-verbal d'une réunion de la Nation indique de façon officielle cette division : Provincia Altorum, Provincia Bassorum. Provincia Scotorum⁵.

Au xvi^e siècle un règlement intervint qui semble diviser définitivement la Nation en Provincia Germanorum et Provincia Britannicorum. C'était en somme revenir à la division primitive entre habitants du Continent et habitants des Iles Britanniques⁶.

Approximativement la Nation Anglaise comprenait toutes les terres au Nord et à l'Est de la Meuse, le Rhin, les Alpes et jusqu'à l'Adriatique. Mais les limites géographiques sont

1. *C.*, II, 406. — 2. *C.*, III, 91. — 3. *A.*, I, 662. — 4. *A.*, III, 47.

5. *A.*, III, Introduction, la Provincia altorum appelée aussi Saxorum ou Suevorum comprenait la Hongrie, la Bohême, la Silésie, la Pologne, la Scandinavie, la Saxe, la Bavière, l'Alsace, la Lorraine, la Suisse; la Provincia Bassorum avaient les diocèses de Cologne, Monasteriensis, Liège, Trajectensis. La Provincia Scotorum les diocèses écossais. La Provincia Bassorum semble avoir été la plus importante et la plus nombreuse. Elle fournit à la Nation le plus grand nombre de procureurs. Suivent la Provincia Scotorum et la Provincia Altorum.

6. *A.*, I, *Memorabilia*, xvii. CREVIER, *Histoire de l'Université de Paris*. V, 231-256.

souvent vagues et donnent lieu à des contestations entre Nations ou entre provinces d'une même Nation. En 1356¹ la Nation examine une querelle entre les Rhénans et les Saxons au sujet de la distinction de leurs provinces, et pour faire cesser la rivalité décide que tous les suppôts en deçà du confluent de la Ruhr et du Rhin appartiennent aux Rhénans, diocèse de Cologne, et tous ceux au delà aux Saxons.

En 1357² un procès met aux prises la Nation Anglaise et la Nation Picarde et donne l'occasion de définir les limites jusqu'alors incertaines. Les deux Nations se disputent un bachelier du diocèse de Liège. A qui appartient-il? L'affaire dure une année et le 12 juillet 1358³ un acte établit que « La Meuse et la Moselle partagent les deux Nations, du lieu où commence la langue teutonique et finit la langue française ». Le diocèse de Liège appartient en partie aux Picards, en partie aux Anglais.

Comment ces provinces sont-elles organisées?

Le livre des procureurs donne fort peu de renseignements. Elles se forment naturellement dans la Nation comme les Nations se sont formées dans la Faculté des Arts. Les maîtres et écoliers d'une même région s'unissent pour vivre ensemble et on relève de ci de là des indices certains de l'existence de ces groupements dont les traits caractéristiques s'affirmèrent avec le temps. Du Boulay qui écrit à la fin du xvii^e siècle, nous les présente comme des organismes fonctionnant régulièrement et ayant des rôles bien définis⁴.

1. *A.*, I., 198... « Omnes citra Ruram pertinere ad diocesem Coloniensem et omnes ultra Ruram pertinere ad Saxones et hoc intellige ante casum Rure in Renum omnes de diocesi Coloniensi et Trajectensi pertineant ad Rinenses, omnes autem alii ultra situati pertineant ad Saxoniam »,

2. *A.*, I., 212.

3. *A.*, I., 233... « Quod fluvius dictus Mosa ab eo loco quo lingua theotonica incipit et gallica desinit, distinguet inter nationes predictas, usque perveniantur ad Mosa antiquum versus et supra Hoesden et partes ibidem circumvicinas, ubi Mosa antiquus distinguet inter prefatas nationes quousque nomen suum Mosa videlicet recuperet et deinceps ipse Mosa usque in Mare ».....

4. Du BOULAY, *op. cit.*, III, p. 558 ss.

Le premier chef, que l'on trouve à la tête d'une Province est, en 1348, appelé *provisor*¹, il s'occupe des écoles d'Allemagne. Dans les années suivantes, plusieurs d'entre eux sont mentionnés². Plus tard, le chef prend le nom de Doyen qui est le plus ancien régent ou celui qui a enseigné ès arts dans un collège pendant une année entière³.

La province a des réunions séparées⁴ et délibère à part aux assemblées de la Nation⁵. Elle a aussi ses finances particulières alimentées par certaines redevances des suppôts; parfois, elle implore l'aide de la Nation pour les obliger à y satisfaire : ainsi les candidats aux grades n'obtiennent de la Nation un délai de paiement de leurs bourses que s'ils sont en règle avec leur province⁶. A certaines époques où les finances de la province sont florissantes, il arrive qu'elle prête de l'argent à la Nation⁷. Mais la Nation lui en fournit bien d'autres fois lorsqu'elle-même en a besoin⁸.

La province possède souvent des écoles ou des maisons. abritant les étudiants des pays et diocèses qu'elle groupe. Celle d'Allemagne a une maison pour « les pauvres écoliers allemands »⁹ et une autre rue Pavée (rue située entre la rue St-Victor et la rue Traversine)¹⁰.

Celle de Suède possède deux écoles « *Scholae Upsalenses* » plus spécialement au diocèse d'Upsal, qui sont vendues

1. *A.*, I, 118. — 2. *A.*, I, 253, 486, 616, 705, 764, 798.

3. Senatus consulto, 6 mars 1524 : « Quantum vero ad decanos Provinciarum ille qui erit antiquior Regens actu in Facultate Artium vel rexerit in artibus unum cursum integrum manens in Collegio famato reputetur decanus suae provinciae et officium decani exerceat ».

4. *A.*, I, 333.

5. RASHDALL, *op. cit.*, I, 321 : « At a much later period, these nations were subdivided into Provinces or Tribes which had regular Deans at their head and in some cases the officers of the nations were chosen from the Provinces or Tribes in regular succession and the votes of the national congregations were taken by Provinces. The Provinces had at times separate funds, meetings and festivals. »

6. *A.*, I, 484, 485, 572. — 7. *A.*, I, 334, 340. — 8. *A.*, I, 903, 907. — 9. *A.*, I, 82, 244, 561.

10. JAILLOT. *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la Ville de Paris, Quartier latin, Place Maubert*, IV, 107.

en 1354 à Yves Simon, secrétaire du roi de France, et deux maisons « A la corne du Cerf » (ad cornu Cervi) et « A l'image de Notre-Dame » (ad imaginem Nostrae Dominae) qui deviennent la propriété de la Nation vers 1390 par suite du manque d'écoliers de ce pays¹.

D'après le P. Denifle² celle d'Ecosse aurait aussi possédé une maison; mais on en trouve aucune trace dans l'*Auctarium*.

Au xv^e siècle, la province joue un rôle dans l'élection des officiers. Fonctionnant dans le cadre de la Nation, il est juste qu'elle choisisse et fournisse à son tour les représentants communs à toutes les Provinces.

Le procureur et le receveur sont élus à tour de rôle par elles et pris successivement dans chacune d'elles. Les examinateurs des bacheliers sont deux maîtres régents et deux maîtres non-régents, et comme il n'y a que trois provinces, chacune fournit à son tour deux examinateurs. L'intrant qui doit élire le Recteur de l'Université, est pris tour à tour dans chacune d'elles³.

Si le principe du choix des officiers dans et par les provinces est admis par les quatre Nations, les élections varient beaucoup d'une nation à l'autre et se font tantôt directement, tantôt indirectement.

Certains auteurs ont voulu voir dans le diocèse une division de la province. Aucun texte ne permet cette affirmation. Les seules mentions des diocèses se trouvent dans les rôles envoyés à Rome et dans les listes des gradués de la Nation qui donnent le nom de l'étudiant et celui de son diocèse d'origine. Rien ne permet de supposer qu'ils forment un groupement au sein de la province. Il est vraisemblable que les écoliers et maîtres d'une même ville, ou d'un même diocèse vivent ensemble ou proches les uns des autres.

1. GEOFFROY, Les étudiants suédois à Paris au xiv^e siècle. — *Revue des Sociétés Savantes*, 1858, p. 659.

2. A., I, *Memorabilia*, XIX.

3. DU BOULAY, *op. cit.*, III, 560. — A., III, 722, 791.

Certains diocèses possèdent une maison ouverte aux écoliers, résidant à Paris, tel le diocèse d'Upsal représenté à la Nation dès le ^{xiii}^e siècle.

Du Boulay lui-même, ne parle pas de sous-divisions des provinces à propos de la Nation Anglaise, et mentionne seulement la division des Nations Normande et Picarde, en 7 et 5 diocèses, division équivalente à celle des provinces dans la Nation Anglaise.

*
* *

Les maîtres et les écoliers.

Les suppôts venus de ces différentes régions vivent dans la Nation comme maîtres ou comme écoliers ès-arts. Tous sont clercs séculiers : les membres des ordres religieux ne sont pas admis et ceux qui passent l'examen à Ste-Geneviève doivent jurer qu'ils n'ont pas fait de vœux de profession dans un ordre¹. Mais ceci n'exclut pas les relations d'amitié entre la Nation et les Religieux qui parfois sont invités aux fêtes et manifestations importantes.

L'âge des suppôts est très variable le serment des déterminants², en usage dans la Nation Anglaise prouve qu'il faut avoir 14 ans pour pouvoir déterminer. Dès sa douzième année, l'écolier peut entrer dans la Nation, s'il sait lire, écrire et possède les rudiments de latin qu'on acquiert dans les écoles épiscopales. S'il poursuit normalement ses études, il accède à la maîtrise à 21 ans, quelquefois avant. La plupart des maîtres sont jeunes, mais on peut demeurer maître ès-arts fort longtemps : Conrardus de Rutershoven le fut pendant plus de 35 ans et Reynerus Creyt lorsqu'il mourut avait 60 ou 70 ans³.

Chaque écolier arrivant à Paris s'attache à un maître qui devient pour lui un protecteur assuré. Il vit avec lui « en

1. C., II, 678. — 2. C., II, 673. — 3. A., I, *Memorabilia*, xxi.

hôtel », c'est-à-dire dans une maison meublée que les bourgeois louent le plus cher possible, quand l'autorité n'impose pas de taxes limitatives. Chaque jour, il reçoit l'enseignement du maître dans l'école où sa chaire est établie. Malgré les règlements, les écoliers reconnaissent ce dévouement à la réception des grades et les maîtres ont tout intérêt à s'attacher le plus grand nombre possible d'élèves. Un statut de la Faculté des Arts de 1290¹, réprime à ce sujet certains abus, défend toutes manœuvres afin de laisser à chacun le libre choix de son maître.

Lorsqu'il en a le talent, l'écolier peut devenir maître et communiquer à d'autres ce qu'il a appris. S'il passe avec succès l'examen de Ste-Geneviève ou de Notre-Dame, on lui délivre une licence d'enseigner, et il prête serment².

La Nation peut lui procurer une école, ou libre à lui d'en tenir une s'il en a les ressources. Elle peut quelquefois lui confier une chaire spéciale³.

La réglementation du costume est sévère; le nouveau maître doit avoir une « *cappa nova et propria* ⁴ ». Tous doivent faire leurs leçons, assister aux réunions en « habit décent », « *cape et épitoge garnies de fourrure* ⁵ », ils doivent porter « bonnet ou birette ⁶ » et ceux qui ne se conforment pas à ces dispositions perdent leur voix dans les assemblées ou sont passibles d'autres sanctions⁷.

Les maîtres et écoliers associés pour étudier en commun jouissent des privilèges de la Nation, à condition de participer à ses charges⁸. Ils entretiennent avec ceux des autres nations des rapports très amicaux⁹ et la taverne les réunit souvent.

Tout en enseignant, le maître peut continuer à s'instruire dans une autre branche, peut faire partie d'une faculté

1. C., II, 46. — 2. C., I, 586. — 3. A., I, 668. — 4. A., I, 271.

5. Statut de la Fac. des Arts, C., II, 486 « *capa, epitogio longo vel brevi forrato* »...

6. A., I, 40.. « *in actibus publicis portaret bonetum sive biretum in capite suo* »...

7. C., II, 486. — 8. A., I, 434-437. — 9. A., I, 474.

supérieure : Théologie, Médecine, Décret. La chose n'est pas obligatoire. Quelques-uns fixés maîtres ès-arts, à Paris, le demeurent toute leur vie sans devenir bacheliers ou licenciés d'une autre Faculté. Mais la majorité des écoliers de la Nation, les études ès-arts achevées, recherchent la licence dans une autre science¹, à Paris ou ailleurs. Le P. Denifle établit la liste de ceux qui devinrent licenciés en théologie, médecine ou droit canon à Paris, à partir de 1373.

Beaucoup fréquentent d'autres Universités et s'y spécialisent. L'on trouve des suppôts de la Nation Anglaise-Allemande dans presque toutes celles qui existent :

A Orléans, « ils étudient les lois » civiles dont l'explication est prohibée à Paris ; à Montpellier, la médecine ; à Bologne, le droit civil et le droit canon ; à Cologne, Prague, Vienne, Heidelberg, Padoue, ils parfont leurs études². Après quelques mois passés dans ces Universités, certains reprennent leur place à Paris, dans la Nation ; d'autres, au contraire, se fixent définitivement ailleurs : ce sont les maîtres de la Nation Anglaise qui, en 1413, fondent l'Université de St-Andrews en Écosse, sur les ordres de Benoît XIII.

De retour dans leur pays, plusieurs parviennent rapidement aux dignités ecclésiastiques, sont nommés évêques³, jouissent de prébendes, car l'Université de Paris, forme l'élite de l'Europe et selon le mot d'Estienne Pasquier, en 1561, « produit une infinité de grands personnages dont la postérité bruiira tant que le monde sera monde ».

1. *A.*, I, *Memorabilia*, xxxiv. — 2. *A.*, I, *Memorabilia*, xxxvii et ss. — 3. *A.*, I, *Memorabilia*, xxxv.



II. L'Assemblée.

Son fonctionnement, ses pouvoirs.

Dans les affaires courantes la Nation est représentée par ses officiers, agit par leur intermédiaire, mais l'autorité finale appartient à l'assemblée des maîtres qui contrôle jalousement toute activité de la Nation.

L'assemblée se compose de tous les maîtres régents et la plupart du temps des non-régents¹ intéressés autant les uns que les autres à la bonne marche de l'organisme. Suivant les époques, les maîtres se montrent plus ou moins assidus à ces réunions : des discordes particulières les tiennent éloignés² — certains s'en dispensent trop facilement et la Nation doit les obliger à assister à l'assemblée sous peine de sanctions déterminées³ ou décider qu'à l'avenir, les maîtres qui n'y viendront pas n'entreront pas à la taverne⁴. Cet endroit où se termine habituellement les réunions a tant de succès qu'un procès-verbal de mars 1417 constate : « nous fûmes quatre ou cinq à l'assemblée et trente à la taverne ».

Généralement l'assemblée se tient une fois par semaine, sous la présidence du procureur de la Nation, mais il peut y en avoir d'autres, jusqu'à deux dans la même journée, si l'urgence des affaires le réclame. Le jour et l'heure sont variables, le plus souvent elle se réunit le samedi ou le dimanche après la messe, car les maîtres sont là. Le lieu des assemblées n'est pas fixe. C'est à l'église des Mathurins⁵

1. Le *Liber Procuratorum* semble l'indiquer nettement. C'est l'opinion de Thurot « De l'Organisation de l'enseignement... », p. 22. Les assemblées n'étaient composées que des maîtres régents pour l'expédition des affaires courantes ; dans les circonstances graves on appelait les non régents... et l'opinion de Rashdall, *op. cit.*, I, 403.

2. *A.*, I, 921. *A.*, II, 142. — 3. *A.*, I, 599. — 4. *A.*, II, 221.

5. *A.*, I, 15, 287, 293, 888. — *A.*, II, 425. — *A.*, III, les assemblées ont lieu presque toujours aux Mathurins.

à St-Cosme et St-Damien ¹, à St-Julien-le-Pauvre ² chez les Franciscains ³, les Dominicains ⁴, les Bernardins ⁵, les Carmes ⁶, les Augustins ⁷, à Cluny ⁸.

Au début du xv^e siècle, dans les années où la Nation n'a plus de suppôts et vit au ralenti, la réunion se fait parfois chez les officiers eux-mêmes : chez le Recteur ⁹, dans le bureau du procureur ¹⁰, chez le Receveur ¹¹, dans les collèges ¹², dans la chapelle de la Sorbonne ¹³. Une fois elle a lieu à Ste-Geneviève ¹⁴, une autre fois rue du Fouarre ¹⁵ et même à la taverne ¹⁶.

Sur l'ordre du procureur le bedeau convoque les maîtres ; une référence de 1357 montre que ceux-ci peuvent supplier le chef de la Nation de convoquer l'assemblée ¹⁷ si cela leur paraît nécessaire. Le procureur est très attaché à sa prérogative, mais le Recteur en tant que chef de l'Université peut-il réunir l'assemblée de la Nation ? Cette question se pose le 9 novembre 1382 ¹⁸ ; Jean, bedeau de la Nation Anglaise, porte au procureur une lettre scellée du Recteur le priant de venir à une assemblée tenue le lendemain. Le procureur reste « stupefactus » dit le texte et sur-le-champ répond au Recteur que la convocation d'une assemblée de la Nation appartient seulement au procureur de cette Nation ; que la veille, il n'a pu assister aux délibérations de l'Université, mais qu'il se renseignera au plus tôt à leur sujet et fera ce qu'il doit faire.

Deux heures plus tard, le Recteur a répondu : il maintient

1. *A.*, I, 671, 696, 714. — *A.*, II, 424, 862, 866, etc. — *A.*, III, 208, 209, 213, 238, 370, etc...

2. *A.*, I, 19, 20, 878. — *A.*, II, 333, 894.

3. *A.*, I, 148, 458.

4. *A.*, I, 237, 937. *A.*, II, 186, 252, 253. — 5. *A.*, I, 89, 114, 118, 144, 892. — 6. *A.*, 289, 350. — 7. *A.*, I, 139. — 8. *A.*, I, 89. — 9. *A.*, II, 484. — 10. *A.*, II, 468, 480, 495, 496. — 11. *A.*, II, 416, 425. — 12. *A.*, II, 475, 476, 478, 482, 489. — 13. *A.*, II, 333. — 14. *A.*, II, 479. — 15. *A.*, II, 483.

16. *A.*, II, 533. Le *Liber Procuratorum* note que la réunion eut lieu à St-Mathurin. On lit dans le *Liber Receptoris* à ce jour : ... « Il plut à la Nation d'aller à la taverne près du feu pour traiter les affaires de la Nation... parce qu'il faisait froid... le receveur rendit ses comptes... »

17. *A.*, I, 219. — 18. *A.*, I, 630 et ss.

sa décision. Le procureur prétend alors qu'on ne peut tenir assemblée sans que les questions à débattre aient été au préalable communiquées aux maîtres et qu'il n'est pas informé du sujet de l'assemblée. Il refuse donc de convoquer. Cependant, le lendemain, les maîtres se réunissent et le procureur se rend à l'assemblée « pour savoir ce que le Recteur a à dire ».

Dans toute l'affaire, le Recteur semble bien être le plus fort ; mais l'on peut garder au procureur seul, le droit de convoquer l'assemblée de la Nation, car c'est là un fait isolé.

Les maîtres connaissent donc à l'avance le sujet des discussions ¹. Ordinairement on expédie les affaires séance tenante, mais s'il s'agit de choses importantes, l'on peut nommer une commission qui les examinera et délibérer plusieurs fois. Chaque maître présent vote ², la majorité l'emporte, la minorité conservant le droit d'en appeler à l'assemblée de la Faculté des Arts ou à celle de l'Université ³.

L'assemblée est secrète ; les maîtres n'ont-ils pas juré de ne rien révéler de ce qui s'y passera ? Les comptes rendus en sont succincts, les faits sont rapportés rapidement mais d'une façon précise qui permet de se faire une idée exacte du rôle important de l'assemblée dans la vie de la Nation.

L'assemblée nomme à tous les offices et l'on ne peut prétendre y parvenir par influence ou en conspirant ⁴. Les maîtres choisissent directement le procureur, qui représente et dirige la Nation ; le receveur qui gère ses finances ; les bedeaux chargés de la liaison entre le procureur et les maîtres, les maîtres et les écoliers ; les examinateurs des candidats aux grades ; les maîtres qui enseignent dans les écoles ; les messagers qui servent d'intermédiaires entre les étudiants et leurs familles.

Elle approuve l'administration du procureur, la gestion

1. *A.*, I, 387, 630. — 2. *A.*, I, 371. — 3. *A.*, I, 430, 540. — 4. *A.*, I, 364.

du receveur ; les actes faits pour les écoles, l'élection du Recteur de l'Université par l'intrant qu'elle s'est choisie.

Elle est témoin des serments que maîtres et écoliers prêtent au procureur en de multiples occasions et elle statue sur leurs demandes particulières, demandes infiniment variées : tel suppôt se fait dispenser du paiement de ses bourses, tel désire être inscrit sur le rôle qui est envoyé au pape : celui-ci réclame de la Nation une aide pécuniaire pour retourner dans son pays ; celui-là, l'équivalence du titre de bachelier qu'il a acquis dans une autre Université.

Son rôle le plus important est de faire et de voter les statuts et règlements intérieurs de la Nation. Voilà bien qui demande l'avis de chacun et « nulle décision ne doit être prise en dehors de l'Assemblée ; étant convoqués tous ceux qui doivent l'être ¹ ». Dans les cas importants quelques maîtres examinent la question, font un rapport et le vote n'est pris qu'après trois délibérations ².

L'assemblée règle elle-même tout ce qui est relatif à l'organisation intérieure de la Nation : élection des officiers, distribution des écoles, perception des revenus, fêtes religieuses et profanes ; aux études et examens de ses suppôts ³, à la discipline : discipline des maîtres et écoliers, discipline des assemblées, où les « clameurs et les rixes » sont fréquentes ⁴ ; discipline des écoles qu'elle fait visiter de temps à autre et quand des abus sont à corriger ⁵.

Deux fois par an, à la St-Mathieu et lorsque le receveur rend ses comptes, ces statuts sont lus à la Nation assemblée ⁶ afin que personne ne puisse prétendre les ignorer. Au xiv^e siècle, ils semblent être recueillis dans le *Liber nacionis de pergameno* ⁷ et le *Liber Rubeus nacionis* ⁸ dont il ne reste aucun vestige. Les statuts de 1423 ⁹ montrent qu'à cette époque, ils sont reproduits dans les divers registres de la

1. A., II, 297. — 2. A., II, 296, 939.

3. A., I, 52, 84, 448. — A., II, 298, 936, 937. — A., III, 191. — C., I, 227, 230.

4. A., I, 364. — 5. A., III, 117, 200. — 6. A., II, 296. — 7. A., I, 200. — 8. A., I, 453. — 9. A., II, 296 et ss.

Nation et gardés dans le coffre avec les autres statuts et écrits.

L'assemblée de la Nation possède enfin des pouvoirs juridictionnels.

Elle joue le rôle de juridiction disciplinaire et sanctionne l'obéissance à ses statuts de façon plus ou moins sévère. Les décisions de l'assemblée concernent tous les membres de la Nation, et chaque article est en général affecté d'une peine qui peut être la perte du droit de vote à une ou à plusieurs assemblées¹, l'éloignement de tout office ou honneur de la Nation, la privation d'émolument², l'exclusion temporaire, parfois définitive du suppôt³. Mais l'assemblée qui a puni, peut aussi faire grâce et rendre au suppôt la place qu'il occupait dans la Nation⁴.

Elle joue aussi le rôle de juridiction arbitrale et les différends entre maîtres ou entre maîtres et écoliers lui sont soumis. Si les intéressés le préfèrent, ils ont la faculté de choisir des arbitres⁵, même un surarbitre⁶ pour les départager. Dans tous les cas où la chose est possible, on veut éviter que les différends entre membres de la Nation ne s'ébruitent, qu'ils ne viennent au tribunal de l'Université ou à « l'Official ». Le statut de 1423, très précis, interdit que les procès soient portés devant d'autres juges que ceux de la Nation, car « la Nation veille comme une mère attentionnée à la concorde de ses enfants ». Mais des difficultés d'application ayant surgi, il est corrigé en 1428⁷ et à partir de cette date, les procès doivent être portés « en premier lieu » devant la Nation.

L'assemblée apparaît donc bien comme le centre vital de

1. *A.*, I, 364. — 2. *A.*, I, 81. — 3. *A.*, II, 298. — 4. *A.*, I, 47.

5. *A.*, I, 75... « In iudices compromissarios seu amicales compositores... » et *A.*, I, 419... « ut non starent in processu litis pendentis coram officiali »...

6. *A.*, I, 478.

7. Statut de 1423, *A.*, II, 298... « Quod nemo lileo seu iugia cum aliquo suppositorum habeat, de quibus coram aliquo iudice, nisi coram nacione, contendat que sicut pia mater, concordiam filiorum »... Ce statut fut modifié en 1428 de la façon suivante : *nisi primo coram nacione* »...

la Nation, détenant tous les pouvoirs essentiels : pouvoir législatif, pouvoir administratif, pouvoir judiciaire et pouvoir électoral. Tel est le résultat d'une lente évolution. Au fur et à mesure que la Nation se développe, l'assemblée s'affirme, augmente ses pouvoirs. Il n'est pas question de laisser certains officiers jouer un rôle prépondérant, chaque maître a conscience de la place qu'il occupe au même titre que tous, et tient à son droit de regard dans les affaires de la Nation.

Si les maîtres se querellent, ils savent aussi s'unir et faire taire leurs disputes particulières pour s'occuper des intérêts communs. La preuve en est dans les nombreux différends qui opposent les Nations entre elles, soit au sujet de l'élection du Recteur de l'Université, soit au sujet de frontières communes, la Nation fait corps et par l'intermédiaire de son assemblée se défend hardiment.

L'assemblée est donc la force de la Nation ; c'est grâce à elle que la Nation fait figure dans la Faculté des Arts et l'Université et prend peu à peu une place qui compte.

*
* *

III. Les Officiers.

Certains membres de l'assemblée ont une part plus active que les autres à la direction de la Nation. En effet, les maîtres qui, à l'origine, se sont groupés pour s'entr'aider sont rapidement amenés à choisir parmi eux ceux qui les représenteront. Ces représentants appelés *Officiers* parce qu'ils remplissent une charge ou office, ont d'abord une mission temporaire. Mais la Nation se développant, ces missions deviennent plus fréquentes et plus importantes ; il faut un maître pour les remplir à tout instant : de temporaire le rôle des officiers devient permanent.

Le premier officier qui apparaît au XIII^e siècle dans les

textes est le chef de la Nation : le *procureur*. Les bedeaux, receveur et autres viennent peu après.

Dès cette époque, comme par la suite, il semble que tous les maîtres-régents de la Nation aient accès aux charges. C'est un honneur auquel ils ont droit et chacun tient à l'obtenir. Le changement fréquent de titulaire implique des offices faciles à remplir. Mais si l'assemblée a dans la Nation la place la plus importante, si ses pouvoirs sont étendus, le rôle des officiers n'en est pas diminué, et ne se limite pas, comme paraît le dire Thurot¹, à un rôle de représentation. Chacun dans sa partie prépare le travail de l'assemblée : questions administratives pour le procureur, financières pour le receveur, matérielles pour les bedeaux. On exécute les décisions de cette même assemblée.

Au xiv^e siècle², les officiers sont choisis à la majorité des voix ; les statuts de 1423³ confirment ces dispositions, en demandant toutefois l'unanimité pour le procureur et le receveur. Jusqu'à ce qu'ils prêtent serment à l'assemblée, les officiers sont « non jurati⁴ ». La prestation de serment s'accompagne du paiement de certains droits à la Nation, quelquefois à l'Université et l'on doit, en 1482, l'exiger sous peine de retrait de la charge.

Le maître qui occupe un office de la Nation, ne peut prétendre en obtenir un autre sans abandonner le premier ; car nul ne peut exercer deux charges en même temps : en 1392⁵ le procureur qui désire examiner les licenciés à Ste-Geneviève, renonce à sa procure. De même, il est impossible d'être à la fois Recteur de l'Université et procureur de la Nation.

1. THUROT, *op. cit.*, p. 20. — 2. *C.*, II, 405. — *A.*, I, 364. — 3. *A.*, II, 297.

4. *A.*, III, 507. Ce texte de la Faculté des Arts s'applique à tous les officiers de cette Faculté.

5. *A.*, I, 663.

*
* *

Le Procureur.

Au premier rang des officiers est le *procureur*, étymologiquement celui qui prend soin, celui qui agit pour un autre¹. Dès l'origine des Nations ce terme désigne celui que les maîtres ont choisi pour chef : il prend avec le développement de la Nation une importance croissante.

La première mention du procureur comme chef de la Nation se trouve dans une lettre d'Honorius III à l'évêque de Troyes². La Bulle de 1231³ renouvelée en 1237, celle de 1245⁴ mentionnent le Recteur et les procureurs.

Sur l'élection du procureur, le *Liber Procuratorum* ne nous renseigne guère. Thurot dit que le procureur de la Nation Anglaise fut en 1331 le premier officier élu à tour de rôle par les différentes provinces⁵. L'*Auctarium* commence deux années plus tard et l'examen de la Table des Procureurs montre en effet une répartition à peu près égale des procureurs entre les différentes provinces de la Nation. Il faut tenir compte toutefois de l'importance relative des provinces. Certaines dont les suppôts sont plus nombreux, fournissent naturellement plus de procureurs à la Nation.

A l'aide des textes, nous pouvons à peu près reconstituer les règles de l'élection. Le procureur est élu par les maîtres-

1. DUCANGE, « *Glossarium mediae et infimae latinitatis* » 1845, dit « Procurator, vicarius, locum tenens, qui alterius vice res gerit ».

2. *C.*, I, 88.

3. *C.*, I, 147... « ut nullus in Universitatem Magistrorum vel scolarium seu rectorum sic vel procuratorem eorum aut quemquam alium pro facto vel occasione Universitatis excommunicationis suspensionis vel interdicti sententias audeat promulgare... »

4. *C.*, I, 178... « Ille autem vel illi scolares qui domum interdictam receperint vel moram ibi fecerint et recedere noluerunt quam cito moniti fuerint per rectorem vel servientem ab ipso missum vel per procuratores similiter vel numcium ab eis missum beneficiis scolaram et Universitatis privantur.

5. THUROT, *op. cit.*, p. 22.

régents assemblés spécialement à cet effet¹ ou le plus souvent pour agiter en même temps² d'autres questions; le choix des maîtres est souvent unanime³, mais jusqu'au xv^e siècle la majorité suffit⁴. Les statuts de 1423⁵ décident que nul ne sera admis à la charge de procureur sans l'unanimité. A l'origine, le vote se fait oralement plutôt que par bulletin, les séances sont souvent tumultueuses et entraînent des discordes, des contestations⁶. A partir du xiv^e siècle, à la place du « per viam scrutini concorditer » on trouve parfois dans les procès-verbaux d'élection « per viam Spiritus Sancti⁷ »; les auteurs expliquent ces formes d'élections.

D'après Ducange⁸, le « per viam scrutini » demande que chaque votant déclare son vote en secret à un « scrutator », afin de prévenir toute fraude. Il n'explique pas l'élection « per viam Spiritus Sancti ».

Rashdall⁹ dit que cette élection « by the way of the Holy Spirit » est une élection par un conclave de représentants; « les Intrants qui, après avoir chanté le *Veni Creator*, prennent la décision devant un cierge allumé ».

En réalité, il faut chercher l'origine de ces élections dans le Droit Canonique qui préside à la formation de l'Université et connaît l'une et l'autre formes d'élection.

L'élection par voie de scrutin est bien telle que la décrit Ducange. Primitivement, le vote est émis de vive voix devant le scrutateur, qui la consigne par écrit, pourvu que l'assemblée n'entende pas. On peut se servir aussi de bulletins de vote écrits et pliés que l'on remet au scrutateur.

Quant à l'élection « per viam Spiritus Sancti », elle semble bien être l'élection par acclamation ou quasi-inspiration employée dans son principe dès le xii^e siècle pour l'élection

1. *A.*, I, 13, 93, 178, 868. — 2. *A.*, II, 43, 310. — 3. *A.*, I, 376. — 4. *A.*, I, 19, 129. — *A.*, II, 558, 605. — 5. *A.*, II, 297. — 6. *A.*, III, 673. — 7. *A.*, I, 29. — *A.*, II, 333, 382, 426, 443, 594, 604, 605.

8. DUCANGE, *op. cit.*, « Scrutinium ».

9. RASHDALL, *op. cit.*, I, p. 397.

du Pape. Après avoir prié le Saint-Esprit de les éclairer, les électeurs s'accordent spontanément, sans aucune entente préalable et choisissent le même candidat auquel ils donnent publiquement leurs voix.

Au xv^e siècle, le procureur est fréquemment élu de cette manière. Il est probable qu'elle s'étendit de l'élection du Recteur de l'Université à toutes les autres¹.

Tout maître-régent âgé de 21 ans peut être élu². Il arrive même que de très jeunes maîtres soient choisis aussitôt après l'inceptio, cérémonie qui donne accès à la maîtrise³. Au xv^e siècle⁴, on exige davantage : il faut plusieurs années de régence, un cours d'une année entière dans la Faculté des Arts, ou un titre obtenu dans une Faculté Supérieure et au moins cinq années de maîtrise ès-arts.

Le procureur est élu chaque mois, mais celui qui entre en fonction au mois de juin est procureur pour le temps des vacances, c'est-à-dire de la fête légale de St-Pierre au lendemain de la St-Louis, et reçoit 20 sous (solidi) en dédommagement⁵. La réélection du procureur est possible et fréquente au xiv^e siècle. En 1352, quatre ou cinq procureurs sont élus pour plusieurs termes; mais un seul reste en fonction plus d'un mois⁶. Est-ce là un essai de prolongation de l'office? Les affaires de la Nation souffrent-elles du changement incessant de direction? cela est vraisemblable, et sans pouvoir préciser la date de la réforme, nous remarquons dans le tome III de l'*Auctarium* qu'au xv^e siècle les procureurs sont élus à peu près régulièrement tous les trois mois et que le renouvellement est rare : les maîtres reviennent à l'office à plusieurs mois d'intervalle.

Le maître élu procureur est obligé d'accepter la charge⁷, il ne peut refuser sans une excuse légitime constatée par la

1. GRAY COWAN BOYCE, *op. cit.*, p. 44.

2. *A.*, *Memorabilia*, xxi. — 3. *A.*, I, 39, 41, 44.

4. Partie des pièces et actes qui concernent l'état présent et ancien de l'Université de Paris. Actes concernans les Instructions de Messieurs les Recteurs, p. 8.

5. *A.*, I, 521, 665. — 6. *A.*, I, 949. — 7. *A.*, I, 448, 517.

Nation¹. Cette décision prise par l'assemblée le 20 mars 1374² fut étendue par statut le 25 avril suivant³ à tous les charges et offices de la Nation : Le procureur en exercice ayant toujours le dernier mot. Si le maître choisi refuse l'office et que l'assemblée ne soit pas d'accord sur une autre élection, qu'arrive-t-il? La question se pose en 1381⁴ et l'on décide que « le plus ancien des maîtres n'ayant pas encore rempli la fonction, sera procureur, à moins qu'il ait une excuse valable ». Si ce dernier refuse, on propose l'honneur au suivant et ainsi de suite jusqu'au plus jeune : Il arrive que plusieurs maîtres se refusent successivement⁵. Pourtant à partir de la fin du xiv^e siècle⁶ pour accéder aux autres charges il faut avoir été procureur, et l'on trouve peu de refus. Qu'il accepte⁷ ou non⁸, le maître, élu procureur pour la première fois, doit payer 1 franc à la Nation. Certains maîtres payent même cette redevance en arrivant à la maîtrise pour leur procure à venir⁹.

En entrant en fonction, le procureur reçoit les livres, les sceaux et clés de la Nation¹⁰. Il prête serment¹¹ au procureur

1. On trouve les excuses les plus variées : en 1392, *A.*, I, 665, un procureur qui se refuse « quia nundum certus in tali materia », son excuse est acceptée.

2. *A.*, I, 396, 450.

3. *A.*, I, 453. «... nullus magistrorum in congregacione nacionis a majori parte presencium in procuratorem electus aut in quacumque causa per nacionem deputatus. Hujus modi procuratoriam deputationem, seuquam vis aliam commissionem ex parte nacionis sufficiens et causam legitimam pretenderit...»

4. *A.*, I, 613. — 5. *A.*, I, 666. — 6. *A.*, I, 517. — 7. *A.*, I, 463, 570. — 8. *A.*, I, 613. — 9. *A.*, I, 463, 464. — 10. *A.*, I, 43.

11. *C.*, II, 672 N° 1185... « Primo, vos jurabitis quod exercebitis fideliter officium procuracionis vestre ad honorem et utilitatem Universitatis, facultatis et specialiter vestre nacionis juxta vestrum posse.

Item quod contra inobediente statutis vestre nacionis vel quoquo modo ea infringentes omnibus viis seu modis quibus poteritis coram nacione vel quibuscumque aliis iudicibus ydoneis bona fide procedetis emendam condignam per dictos delinquentes fieri procurando.

Item elapso tempore procuracionis vestre sine dilacione et fraude officium vestrum nacioni resignabitis et ad novam electionem seu continuacionem, si placet presentibus, procedi facietis.

Item quod omnia acta tempore vestre procuracionis conscribetis et in nacione tempore resignationis legetis et registrum cum libro nacionis, clavis et sigillo, nacioni presentabitis.

sortant, jure « d'exercer fidèlement son office pour l'honneur et l'utilité de l'Université, de la Faculté des Arts et spécialement de la Nation, intérêts qui pourront être contraires aux siens » ; de respecter et faire respecter les statuts de la Nation.

Les articles de ce serment rappellent les principaux devoirs du procureur, et en soulignent de façon fort intéressante la hiérarchie. Le procureur chef et représentant de la Nation doit avant tout veiller à la prospérité et au bien-être des maîtres dont il a la charge sans oublier qu'il fait partie de la Faculté des Arts et de l'Université, envers lesquels il a des devoirs précis à remplir. L'Université et la Faculté des Arts sont nommées les premières pour marquer la dépendance de la Nation à leur égard, et nous verrons plus loin que toute activité de la Nation doit tenir compte des règlements généraux de l'une et de l'autre.

Le procureur convoque l'assemblée des maîtres lorsqu'il y a des affaires à régler ; il prévient séparément tous ceux qui doivent y venir. Il y a au moins une assemblée par mois, puisque de sa propre autorité le procureur ne peut prolonger le temps de sa charge ; mais en fait la Nation s'assemble à peu près régulièrement chaque semaine. Nous avons vu comme il est jaloux de son droit de convoquer et le défend contre le Recteur lui-même.

Le procureur préside l'assemblée qu'il a réunie, décide des questions à discuter et en informe les maîtres¹. Il dirige les débats, et sert d'intermédiaire entre la Nation et la Faculté des Arts ou la Nation et l'Université².

C'est le procureur qui reçoit les serments de fidélité

Item non revelabitis personas impediētes vel expedientes proposita in deliberationibus.

Item ad faciendum congregationem nacionis non facietis vocari aliquos singulariter sed uniformiter omnes qui venire deberunt.

Item nullum bachelarium, determinarum. licenciandum vel incepturum in artibus jurare permittetis nisi satisfecerit receptori.

Item nullum bachelarium incepturum in artibus jurare sinetis nisi prius juraverit rectori Universitatis.

Item hec omnia sigillatim facietis jurare procuratorem subsequentem.

1. *A.*, 1, *Memorabilia*, xxi. — 2. *A.*, I, 709.

prêtés à la Nation, et les serments exigés des suppôts en maintes circonstances. Les plus nombreux sont ceux des candidats aux grades et ceux des examinateurs de Ste-Geneviève. Le procureur déclare clairement que le serment prêté ne l'est pas à lui, mais à la charge qu'il occupe¹. Il ne doit admettre au serment que les candidats en règle avec le receveur, et pour la maîtrise que ceux ayant déjà juré fidélité au Recteur de l'Université².

Le procureur doit aussi faire un rapport écrit de tous les actes du temps de sa procure, et spécialement rapporter avec soin le nom de ceux qui reçoivent des grades dans la Nation³. En 1340, la Nation confirme le statut de 1334 exigeant que le procureur rende compte chaque mois de la gestion de son office⁴. A la fin du xiv^e siècle et au xv^e, il est de règle que le procureur sortant fasse approuver son administration par l'assemblée des maîtres⁵. Rarement l'approbation est refusée, mais la chose peut arriver⁶.

D'après un statut de la Faculté des Arts de 1288⁷ le procureur doit inscrire son nom dans le Livre des procureurs et sur le Registre de l'Université le jour de son élection; les livres de la Nation Anglaise attestent que cette coutume était très fidèlement observée. Le procureur sortant remet à son successeur les livres, les clés du coffre et le sceau de la Nation⁸. Le Père Denifle pense que la possession de ce que la Nation a de plus précieux, est un des grands attraits de l'office de procureur.

Une fois élu, le procureur peut-il quitter la charge avant l'expiration du temps prévu?

Cela se produit fréquemment et pour des raisons très variées. Tel procureur abandonne parce qu'il doit retour-

1. *A.*, I, 68. — 2. *C.*, II, 672. — *A.*, II, 388. — 3. *A.*, I, *Memorabilia*, xxii. — 4. *A.*, I, 43.

5. *A.*, I, 839, 859, 887. — *A.*, II, 685, etc... les procès-verbaux signalent en général : « Supplicuit dominus procurator haberi ratus, gratus, et avoatus... cujus supplicatio fuit concessa. »

6. *A.*, II, 71, 728, 752. — 7. *C.*, II, 21, 22. — 8. *A.*, I, 43. — *A.*, II 307, 330.

ner « ad suas partes¹ » dans son pays. Tel autre parce qu'il aspire à un autre poste dans la Nation² et que la pluralité des charges est prohibée dans la Faculté des Arts. Tel enfin paraît se préoccuper assez peu de l'intérêt général et quitte le poste le procureur tandis que la Nation est en pleine lutte avec les Picards au sujet des frontières de la Meuse³.

Cet abandon de la charge peut être définitif ou temporaire; dans l'un et l'autre cas, le procureur doit obtenir le consentement de la Nation⁴. En apparence il semble choisir celui de ses collègues qui remplira l'office jusqu'à la prochaine élection. Il le présente à l'assemblée de la Nation qui l'agrée⁵. En mai 1379⁶, on trouve une autre modalité. Le procureur quittant demande à la Nation le pouvoir de nommer une commission de trois maîtres qui remplira les fonctions ordinaires du procureur. La chose est accordée, mais demeure une solution exceptionnelle. Lorsque le procureur abandonne sa charge pour un temps, un remplaçant « pro tempore » est désigné, et dès son retour le titulaire reprend sa place.

Dans la Nation, le procureur a donc un rôle très important : il est le chef. Il personnifie la Nation, il voit de près toutes choses « rerum occultati testes » avant de les soumettre à l'assemblée, et avec le temps sa fonction se développe à tel point que son prestige et son pouvoir compensent à peine les charges qu'il doit supporter.

*
* *

Le Receveur.

A côté du procureur, l'officier le plus en vue est le *receveur*. Il gère les finances de la Nation, garde la caisse.

1. *A.*, I, 144, 286. — 2. *A.*, I, 571, 663. — 3. *A.*, I, 219. — 4. *A.*, I, *Memorabilia*, xxii. — 5. *A.*, I, 32, 56, 122. — *A.*, II, 53, 362, 733, 778. — 6. *A.*, I, 740, 741.

De sa gestion dépend la prospérité du groupe tout entier.

Il apparaît sans doute presque en même temps que le procureur. Primitivement son rôle semble consister à recevoir les sommes dues à la Nation par les suppôts et à payer les dettes faites à la taverne ou ailleurs. Dès le début de l'*Auctarium*, nous voyons la fonction de receveur bien définie et obéissant à des règles fixes. D'après le P. Denifle, les receveurs sont le plus souvent d'anciens maîtres non-régents¹; le *Liber Procuratorum* lui-même n'en dit rien mais donne quelques statuts précis sur la gestion des receveurs².

La charge est lourde, les maîtres hésitent à l'accepter³, elle exige de la maturité d'esprit et une connaissance pratique des affaires : la valeur de la monnaie varie chaque jour et il faut essayer de maintenir en équilibre un budget soumis à toutes les fluctuations que subissent les ressources des écoliers et des maîtres. Elle demande aussi une certaine aisance matérielle, car le receveur est responsable de tous les actes de son administration. Et volontiers nous adoptons l'opinion du P. Denifle : les qualités nécessaires se rencontrant plus naturellement chez des maîtres ayant l'expérience de la vie.

Le receveur est élu pour un an; d'après les statuts de 1423, à l'unanimité des voix⁴, statuts qui rapportent certainement une coutume déjà ancienne. L'élection se fait à la St-Mathieu (21 septembre)⁵. En 1475⁶, la Nation propose de changer cette date car « cette élection empêche de fêter dignement Saint Mathieu », et après trois délibérations⁷ on décide qu'à l'avenir elle se fera en la vigile de cette fête.

Si en principe la charge dure un an, le receveur peut être réélu. Un examen du *Liber Procuratorum* montre qu'aux périodes de tension, ou lorsque la Nation est engagée dans de longues affaires, telle la réparation des écoles, il n'y a pas

1. *A.*, I, *Memorabilia*, xxii. — 2. *A.*, I, 97-561. — 3. *A.*, I, 805.

4. *A.*, II, 298 « ... Quod nullus ad officia principalia puta procuratoris aut receptoris nisi totaliter nacionis satisfaceret, admittatur. »

5. *A.*, I, *Memorabilia*, xxiii. — 6. *A.*, III, 310. — 7. *A.*, III, 310, 311, 312.

élection de nouveau receveur. On préfère laisser la confiance au receveur actuel s'il s'acquitte avec compétence de son office, pour qu'il mène à bien l'œuvre commencée. A la fin du xiv^e siècle la chose se produit fréquemment¹ :

Themo Judei fut receveur de 1357 à 1361; Henry de Themis de 1371 à 1376; Jordanus de Clivis de 1379 à 1383; Aegidius de Jutfaes de 1392 à 1399.

En 1403², sur la demande de nombreux maîtres qui « voient les haines, dissensions, rixes, s'élever dans la Nation, au sujet de la réélection des receveurs pendant trois, quatre, cinq, six, sept et huit ans », on statue que chaque année un nouveau receveur sera élu et qu'il ne sera pas réélu plus d'une fois. La Nation ajoute : « Nul ne peut s'approprier cet office par succession héréditaire, tous les honneurs et charges sont distribués aux différents maîtres de la Nation, tous peuvent y accéder. Ainsi les maîtres sont honorés... et vivent entre eux sans haine ou sans mécontentement contre celui qui voudrait garder trop longtemps pour lui un office. »

En 1404³ quelques difficultés surgissent, pour trancher le différend la Nation choisit deux maîtres qui, sous peine d'une amende assez forte, deux écus de France, doivent en l'espace d'une heure, élire le nouveau receveur. L'année suivante⁴, on rappelle que le receveur doit être renouvelé tous les ans. A partir de cette date et pendant tout le xv^e s.⁵, il change régulièrement à la St-Mathieu; s'il revient à l'office, ce qui est rare, c'est à deux ou trois années d'intervalle.

A partir de 1341⁶, en entrant en fonction le receveur prête serment⁷ de servir le mieux possible les intérêts de la Nation, d'appliquer de façon rigoureuse les statuts concer-

1. *A.*, I, *Memorabilia*, xxiii, 750. — 2. *A.*, I, 866. — 3. *A.*, I, 883. — 4. *A.*, I, 906. — 5. Dans tout le t. III. de l'*Auctarium*. — 6. *A.*, I, 51, 97. 7. *C.*, II, 674. »... Primo vos jurabitis quod officium receptoris fideliter exercebitis ad honorem et utilitatem vestre nacionis.

Item quod de pecunia nacioni debita nichil credetis sed nec fide jussores ad vadia recipietis nisi de consensu nacionis alias sine quacumque contradictione de pecunia debita nacioni satisfaciatis.

Item quod inviolabiliter tenebitis statutum de refusionibus faciendis.

Item quod post compotum vestrum infra octo dies tam pro scolis quam

nant la reddition du compte, les versements à effectuer, l'acceptation des gages. Comme le procureur, il paie à la Nation, 1 franc qui, aussitôt après l'élection, est dépensé à la taverne ¹.

Au xv^e siècle, d'après les statuts de 1423², avant d'accepter la charge il doit fournir un garant. En 1428³, on exige une caution suffisante pour telle somme que vraisemblablement il recevra dans l'année. Un peu plus tard⁴, il doit trouver des « fidejussores » qui répondent pour lui, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. Cette dernière formule est courante dans le tome III de l'*Auctarium* : ce que l'on veut, c'est assurer la solvabilité du receveur. Responsable de tous les actes de son administration, si par erreur ou par faveur il fait quelque tort à la Nation, il est tenu à le réparer⁵; lorsque personnellement il ne le peut pas, ses garants interviennent.

C'est par l'intermédiaire du receveur que passent toutes questions financières. Il détient la caisse et acquitte les dettes de la Nation. C'est à lui que les suppôts paient leurs bourses d'examen. Si l'un d'eux ne peut payer immédiatement et demande un délai, le receveur doit exiger des gages. L'acceptation des gages est réglementée en 1378⁶ « en présence du procureur et du bedeau, le receveur déposera les gages dans le coffre de la Nation et apposera une cédule avec le nom du débiteur et la somme due ». Les statuts de 1423⁷ décident qu'il « ne recevra pas de gages sans le consentement de la Nation, à moins qu'il ne fasse d'eux, son

pro aliis debitis nacionis satisfacietis creditoribus secundum summam pecunie in qua nacioni remanseritis obligatus.

Item tempore computacionis pro labore suo receptor nacionis habeat 40 solidos et procurator nacionis pro tempore 20 solidos.

Item quod tenebitis statutum de computando semel omni mense coram nacione ad hoc specialiter vocata.

Item tenebitis statutum quod omni mense pecuniam superfluentem vobis quam scilicet ex parte nacionis levastis ad archam nacionis ponetis.

1. A., I, 561. — 2. A., II, 296. — 3. A., II, 386. — 4. A., III, 486 pour 100 livres. — 5. A., I, *Memorabilia*, xxii. — 6. A., I, 561. — 7. A., II, 296 puis id. en 1428. A., II, 388.

propre dû, » et définissent la valeur de ces gages et le terme de leur validité.

En 1341¹, l'assemblée charge le receveur de faire faire un coffre pour la Nation, coffre où seront gardés les biens précieux, le sceau, l'argent et les gages. A la fin de chaque mois, celui-ci doit y déposer l'argent et les gages qu'il a reçus², car le receveur a parfois des sommes importantes.

Chaque mois régulièrement, à partir de 1369, le receveur rend ses comptes à l'assemblée, en présence de toute la Nation³. Cette obligation coïncide avec l'élection du procureur, et est vraisemblablement destinée à lui faire connaître l'exacte situation financière du groupe. Le *Liber Procuratorum* se contente le plus souvent de mentionner la reddition du compte, quelquefois il en rapporte le détail⁴. et il est curieux et intéressant de pouvoir, dans certains cas comparer le compte rendu du *Liber Procuratorum* et celui du *Liber Receptorum*.

Pour différentes raisons le receveur peut être dispensé de rendre son compte, ou celui-ci peut être renvoyé à une autre séance si le procureur le désire.

En janvier 1346⁵, le procureur sait qu'il n'y a eu aucune

1. *A.*, I, 51. — 2. *A.*, I, *Memorabilia*, xxii, 97, 146. — 3. *A.*, I, 48.

4. *A.*, I, 49, et *A.*, II, 183.... et dominus receptor illo tunc coram tota nacione computavit et computatione facta tam de receptis quam de missiis et singulis computatis et defalcatis remanserunt nacioni tam in debitis quam in vadiis et in pecunia numerata sive in archa sive extra archam, octoginta novem libre et quatuor solidi et similiter pro tunc ostendebat nacioni vadia et debita sine vadis pro ut sequitur.

Sequuntur vadia. Primo parvum volumen pro quatuor libris pro Wilhelmo Thome, Scoto.

Item, etc...

Summa vadorum triginta septem libre et decem et septem solidi.

Sequuntur debita sine vadiis.

Albertus Iselstein sexaginta duos sol. et octo denarii.

Item, etc...

Summa debitorum triginta sex libre duo sol. et octo den. Item in archa nacionis habet nacio triginta duas libras.

Summa summarum centum et quinque libre decem et novem sol. octo den, et existo apparet quod nacio obligatur receptori quoad pecuniam expositam per ipsum in factis nacionis in sexdecim lib. et quindecim sol. et octo den. et quoad quatuor libri pro suo salario, que eciam compute fuerunt.

5. *A.*, I, 91,

recette. En août 1358¹ le compte est différé à cause des funérailles du maître. En mars 1376² le receveur doit passer sa licence en médecine. En 1387³ le receveur ne vient pas à la réunion où il doit rendre son compte.

Au xv^e siècle du reste, les comptes sont rendus beaucoup moins régulièrement, mais à l'expiration de son office, le receveur ne manque pas de faire approuver sa gestion par l'assemblée : il veut être « gratus, avoatus⁴ ». Et dans son rapport le procureur mentionne l'acceptation du compte par les maîtres⁵.

Généralement les receveurs sont honnêtes et les comptes n'offrent aucune difficulté, mais en 1339⁶ la Nation est agitée pendant plusieurs mois, car Suno de Suède, receveur, a quitté Paris sans avoir reversé dans le coffre l'argent qu'il devait aux maîtres. Un de ses amis, maître Mathias de Suède rapporte de sa part l'argent de la Nation, exprimant son désir que soient déduits de cette somme les 40 sous de son salaire. L'affaire ainsi présentée ne plait pas aux maîtres qui déclarent que Suno ne peut arbitrairement disposer de l'argent de la Nation et que, s'il revient à Paris « cum fortuna pinguiori », on lui réclamera cette somme.

Le receveur a parfois un rôle plus spécial. En 1466⁷ il est chargé de louer la maison du diocèse de Scara, du royaume de Suède. Cette même année⁸ il vend des vases sacrés trop anciens et « difficiles à manier » et en achète de nouveaux pour la Nation. Mais ces affaires semblent exceptionnelles. Cette dernière surtout qui empiète sur le rôle des bedeaux.

A l'expiration de la charge, lorsque le compte est approuvé, le receveur touche un salaire. Nous voyons la chose très bien fonctionner au xv^e siècle⁹ et la coutume sans doute

1. *A.*, I, 237. — 2. *A.*, I, 489. — 3. *A.*, I, 523. — 4. *A.*, II, 332. — 5. *A.*, I, *Memorabilia*, x, 780. — 6. *A.*, I, 31, 33, 34, sq. — 7. *A.*, III, 5. — 8. *A.*, III, 11.

9. *A.*, II, 332. « Supplicavit eciam receptor antiquus ut haberetur gratus et avoatus et sibi concederet sallarium consuetum et ita concessit sibi nacio tres libras ». — *A.*, II, 654. « Dominus receptor retulit fideliter sua compota et tunc defalcavit quatuor libras pro suo sallario ». — Telles sont les formules les plus courantes.

en était établie depuis longtemps puisque en 1339, Suno de Suède réclamait déjà ses honoraires. Il remet ensuite à son successeur le livre et la clef du coffre qui est en sa possession.

Avant la fin de l'année, le receveur peut être obligé d'abandonner son poste, soit qu'il quitte Paris, soit qu'il résigne sa charge ou qu'il meure. Comment sa succession sera-t-elle réglée?

Au début du ^{xiv}^e siècle, le receveur qui s'absente semble, tout comme le procureur, désigner celui qui le remplacera. En 1369 ¹, Hernestus receveur choisit avec le consentement des maîtres un remplaçant qui prête serment. Mais un statut de 1378 ² décide que « le receveur n'a pas le pouvoir de se substituer un autre, de donner sa succession, de transférer de sa propre autorité la charge de receveur; il doit auparavant dénoncer son départ ou sa résignation à (l'assemblée de) la Nation. Celle-ci nommera celui qui exercera l'office jusqu'au retour du receveur s'il revient avant la fin de l'année, ou celui qui prendra la charge jusqu'à la fin de l'année si le receveur est mort ou renonce à la charge ».

Le receveur intérimaire « receptor pro tempore » en fonction, doit prêter serment d'observer fidèlement les statuts de la Nation. Il reçoit du receveur partant des comptes en règle ³ et comme receveur, rend chaque mois les siens à l'assemblée. A la fin de chaque mois, il doit aussi, en présence des maîtres, placer dans le coffre de la Nation l'argent et les gages qu'il a reçus. Seule l'assemblée peut l'autoriser à recevoir des gages, à en disposer ⁴.

Au début du ^{xiv}^e siècle il est aussi question d'un « receptor luminaris ou luminarium Beatae Mariae ⁵ » chargé de recueillir quelques sous pour payer les cierges et l'huile

1. *A.*, I, 340. — 2. *A.*, I, 561. — 3. *A.*, II, 183. — 4. *A.*, I, 97. — 5. *A.*, I, *Memorabilia*, xxiv.

qui brûlent à Notre-Dame. En 1340¹ et 1341², deux de ces receveurs sont élus, mais en 1349³ la Nation n'ayant pas d'argent prend celui de la caisse de Notre-Dame pour le donner au maître envoyé à la Cour Romaine. Et le receptor luminaris n'est plus cité qu'en 1356⁴ : le receveur de la Nation assume désormais sa charge.

*
* *

Les Bedeaux.

Le *bedeau* est l'auxiliaire dont on ne saurait se passer. Il est indispensable certes, et la présence de bedeaux particuliers dans chacune des Nations, dans la Faculté des Arts, dans l'Université elle-même le prouve bien ; là il assiste le procureur, ici le Recteur. Sur un plan différent son rôle est à peu près identique ici ou là. Il s'occupe toujours des questions matérielles, surveille l'exécution des ordres, fait respecter l'application des statuts, et sert d'intermédiaire entre maîtres et écoliers.

Au xiv^e siècle la Nation Anglaise-Allemande possède ses bedeaux, le grand bedeau « *bedellus superior*⁵ » « *major*⁶ » ou « *magnus*⁷ » et son aide le « *bedellus inferior*⁸ » « *minor*⁹ » ou « *subbedellus*¹⁰ » On ne peut donner une date précise à l'apparition des bedeaux, mais il est vraisemblable qu'ils suivent de près les procureurs. Dès que les Nations s'organisent, ont à leur tête un chef, celui-ci est assisté par un bedeau. Rashdall¹¹ signale leur existence en 1218 ; en 1251-1252¹², la Faculté des Arts fait à leur sujet des statuts qui sont très au point.

Au xiv^e siècle la charge devenant trop lourde pour un seul bedeau nous relevons pour la première fois dans la Nation Anglaise-Allemande l'élection d'un « *subbedellus*¹³ » « sous-

1. *A.*, I, 43. — 2. *A.*, I, 51. — 3. *A.*, I, 137. — 4. *A.*, I, 193. — 5. *A.*, I, 286. — 6. *A.*, I, 289. — 7. *A.*, I, 908. — 8. *A.*, I, 414. — 9. *A.*, III, 321. — 10. *A.*, I, 139. — 11. RASHDALL, *op. cit.*, I, 316. — 12. *C.*, I, 418. — 13. *A.*, I, 139.

bedeau » pour aider le bedeau principal. Bien qu'occasionnellement on l'appelle « servitor », ce n'est pas un domestique; il jouit de la considération des maîtres, car s'il n'a pas un prestige aussi grand que le bedeau principal, il lui succède souvent.

Le « bedellus major » est choisi par l'assemblée; il paraît occuper la charge toute sa vie¹. Le « subbedellus » est élu lui aussi par la Nation² et en apparence pour le même temps³; on lui demande souvent une période de stage avant de lui confier définitivement la charge. A dater des statuts de 1423, chaque année au mois de septembre, lorsqu'on élit le procureur et le receveur, les bedeaux demandent le renouvellement de leur office⁴ et rapportent à l'assemblée les insignes de la fonction⁵. Avant la réélection les maîtres font leurs observations, donnent les raisons d'une élection nouvelle, après quoi ils votent⁶.

L'insigne des bedeaux est une masse d'argent appelée généralement au xiv^e siècle « virga⁷ », quelquefois « baculum⁸ »; à la fin du xv^e siècle « massa⁹ ». Le bedeau principal en possède une; en 1363¹⁰ Johannes de Treveris est élu subbedellus et le procureur de la Nation lui remet la « virga ». Les bedeaux portent ces masses dans toutes les occasions officielles; lorsqu'ils accompagnent le procureur à l'Université, aux processions et cérémonies. Elles ont une histoire assez mouvementée. Au xiv^e siècle¹¹ la masse est emmenée à Constance et les maîtres de Paris en sont privés pendant 3 ans; mauvais souvenir pour la Nation qui depuis cette époque veille jalousement sur elle. Lorsque le bedeau Conrad meurt en 1363¹² sa veuve reste tellement attachée aux souvenirs de son mari que la Nation a beaucoup de peine à rentrer en possession des insignes et costumes de bedeau.

1. *A.*, I, *Memorabilia*, xxvi. — 2. *A.*, I, 139. — 3. *A.*, I, 282. — 4. *A.*, II, 313, 418, 439, 458, etc... *A.*, III, 15, 94, 124, 152, etc... — 5. *A.*, III, 508. — 6. *A.*, III, 532. — 7. *A.*, I, 287, 869, 889. — 8. *A.*, II, 116, 118. — 9. *A.*, III, 508. — 10. *A.*, I, 282. — 11. *A.*, I, 186, 187. — 12. *A.*, I, 287, 288.

Les masses sont des pièces importantes du trésor de la Nation. Elles sont en argent et œuvres d'un orfèvre. En 1377¹, la réparation de la masse du bedeau principal coûte « XXX francs » à la Nation qui met plusieurs mois à réunir cette somme². Il faut donc en prendre grand soin, et pour s'en servir le bedeau doit avoir l'autorisation de l'assemblée³. Au xv^e siècle⁴, les bedeaux gardent chez eux masse et costumes et doivent fournir des garants qui s'engagent avec eux à les conserver en bon état et à les rendre à la Nation.

Comme les masses représentent une certaine valeur, il arrive en 1430⁵ que la Nation ayant de pressants besoins d'argent, l'assemblée décide de mettre en gage la masse du subbedellus. Deux maîtres prêtent la somme nécessaire et reçoivent la masse en dépôt.

Comme les autres officiers entrant en fonction, les bedeaux prêtent serment devant l'assemblée des maîtres⁶. Nous ne possédons pas les textes des serments des bedeaux de la Nation Anglaise-Allemande, mais ceux des bedeaux de la Nation Picarde⁷. Cependant il est permis de penser que dans toutes les Nations ces serments sont semblables⁸. Le « bedellus major⁹ » jure d'accomplir fidèlement ses devoirs l'égard de l'Université, de la Faculté des Arts et spéciale-

1. *A.*, I, 524, 525. — 2. *A.*, I, 535 de août 1377 à mars 1378.

3. *A.*, II, 460. Quand l'Université alla en corps à la rencontre du roi Henry d'Angleterre, qui entra à Paris solennellement le 2 décembre 1431, le procureur de la Nation anglaise n'autorise pas le bedeau à porter la masse jusqu'à ce que l'assemblée ait permis.

4. *A.*, II, 296. — *A.*, III, 346. — 5. *A.*, II, 436. — 6. *A.*, I, 287. — 7. *C.*, II, 685, 686.

8. En effet sont analogues les serments des bedeaux de l'Université (*C.*, II, 685), des bedeaux de la Faculté des Arts (id.) et ceux des bedeaux des Nations. Pourquoi d'une Nation à l'autre supposerait-on des différences notables?

9. *C.*, II, 685, « Primo jurabitis quod fideliter officium vobis commissum exercebitis ad honorem et utilitatem nacionis.

Item quod statuta privilegia, jura, libertates et consuetudines laudabiles Universitatis, Facultatis et specialiter nacionis Picardorum observabitis nec revelabitis secreta eorumdem.

Item obedietis rectori et procuratori dicte nacionis in lictis et honestis.

Item jurabitis quod quantum potueritis erga magistros vestros et scolares benefacta, pacem et amicitiam alterius bedelli nostri procurabitis ».

ment de la Nation. Le « subbedellus » prête le même serment auquel s'ajoute un détail d'organisation matérielle¹.

Au cours des siècles les devoirs des bedeaux se précisent. Dès l'origine ils sont attachés à la personne du procureur pour le décharger de toutes les besognes matérielles : les statuts de 1251-1260² situent bien leur activité.

Le bedeau est le véritable intermédiaire entre l'Université et la Nation, le procureur et ses suppôts. Chaque jour, il visite le Recteur, le procureur de sa Nation et les autres procureurs³. Il est très intéressant de noter qu'ainsi il se tient au courant non seulement des affaires de la Nation, mais aussi de celles de la Faculté des Arts et de l'Université. Et c'est là pour le Recteur, chef de la Faculté des Arts et chef de l'Université tout entière, une façon excellente de contrôler et de diriger l'activité de chaque Nation. Cette coutume étant sans doute tombée en désuétude et des abus s'étant introduits, au xv^e siècle, il faut de nouveau faire obligation aux bedeaux de rendre chaque jour visite au Recteur⁴.

Du procureur de sa Nation, le bedeau reçoit des ordres très précis, des billets à transmettre aux écoliers et aux maîtres. C'est lui qui convoque les maîtres aux assemblées générales ou spéciales de la Nation⁵ et si l'on prouve que quelques maîtres n'ont pas été prévenus le bedeau est privé d'une partie des bourses qui lui reviennent⁶. La sanction est efficace et tout au long de *l'Auctarium* l'on relève peu de réclamations⁷.

Chaque matin le bedeau fait le tour des écoles de la

1. *C.*, II, 686. « Cum predictis juramentis vos jurabitis, quod nullam capam recipietis vel ypotogium longum absque consensu magni bedelli a magistro vel scolare nisi contingat eadem die duos vel plures dantes dictas cappas suas vel ypotogia bedellis determinare licenciari vel incipere quo casu poteritis ab uno illorum quemcumque habitum quem ille vobis dare voluerit, libere recipere. »

2. *C.*, I, 418. — 3. *C.*, I, 418. — 4. *A.*, III, 250 « ... cameram rectoris visitarent ».

5. *A.*, I, 15. — *A.*, II, 296, 710. — *A.*, III, 665. — 6. *C.*, I, 418. — 7. *A.*, III, 813, 814.

Nation; sous peine d'amende, il ne doit en omettre aucune¹. Il y porte les ordres du procureur, annonce les jours de fête², les offices religieux : messes et vêpres auxquels les suppôts et eux-mêmes sont tenus d'assister³. Il proclame les heures de cours⁴ les jours d'examen⁵, les vacances⁶; deux fois par an à la Saint-Mathieu et lorsque le receveur rend son compte, il y donne lecture des statuts de la Nation⁷.

Le bedeau s'occupe activement des études et des examens des suppôts. « Il doit se trouver à l'examen commun des suppôts de la Nation » et ne pas permettre les « disputes » un jour où cet exercice scolaire n'est pas autorisé⁸. Il assiste le candidat à la maîtrise pendant toute l'inceptio : cérémonie qui donne accès à la maîtrise. Il est tenu d'être présent sous peine de privation de bourses à l'inceptio des « pauvres comme à celle des riches, du commencement à la fin, à moins d'être retenu par un autre examen spécial de sa propre Nation, par les obsèques d'un défunt, par sa mauvaise santé ou par quelque autre cause reconnue légitime⁹ ».

Le bedeau a aussi des charges spéciales : il fait la police rue du Fouarre, détient les clefs des écoles¹⁰. Il est plusieurs fois question d'un « ballivus vici straminis¹¹ » qui ouvre et ferme les barrières rue du Fouarre. Mais on sait peu de choses à son sujet. Dans son livre sur la Faculté de Décret¹², Périès cite un personnage analogue le « claviger » auquel le grand bedeau confie le soin des détails matériels de propreté ou de vigilance et qui l'accompagne dans les proclamations officielles. Le « ballivus vici straminis » a-t-il ce rôle ou est-ce là seulement le titre du bedeau en service rue du Fouarre? Certains textes semblent bien indiquer qu'il est le personnage agissant sous la direction des bedeaux, d'autres permettent une interprétation contraire.

1. C., I, 418. — 2. C., I, 418. — 3. PÉRIES, *op. cit.*, p. 46. — 4. A., II, 29. — 5. A., II, 429. — 6. A., II, 29. — 7. A., II, 296. — 8. C., I, 418. — 9. C., I, 418. — 10. A., I, *Memorabilia*, xxviii. — 11. A., I, 135, 137, 383.

12. PÉRIES, *La Faculté de Décret dans l'ancienne Université de Paris*, p. 47.

En tout cas il est probable et c'est l'opinion de G. C. Boyce et la nôtre, que les quatre nations, ayant des écoles dans cette rue, détiennent cette charge à tour de rôle.

On peut appuyer cette supposition sur des textes. En 1473¹ un différend s'élève entre les bedeaux des quatre nations, car le bedeau de la Nation de France a touché la redevance des candidats à la maîtrise et ne veut pas partager avec ceux des autres nations. Il prétend qu'elle lui est due pour l'ouverture des barrières de la rue de Fouarre. A d'autres époques c'est le bedeau de la Nation Anglaise-Allemande qui en est chargé.

Un bedeau de chaque nation doit ouvrir et fermer les écoles en temps voulu². Il habite vraisemblablement dans les environs de la rue du Fouarre, et en 1346³ nous voyons la Nation allouer 8 sol. à son bedeau pour le récompenser et lui permettre de payer sa chambre de l'année précédente.

Au xv^e siècle, les bedeaux sont encore chargés de conserver les vêtements de cérémonies du procureur de la Nation⁴, de les lui donner quand il doit s'en servir⁵ et de ne pas les prêter en dehors de la Nation. Parfois aussi, ils accompagnent les messagers envoyés à la Cour Romaine⁶ ou sont eux-mêmes chargés d'y représenter la Nation.

Le bedeau est un officier rétribué, son importante charge l'occupe du matin jusqu'au soir et doit lui permettre de vivre. Le premier texte où il est question d'honoraires pour les bedeaux est une ordonnance du légat Simon en 1266⁷. Elle concerne les bedeaux de l'Université en général, à une époque où, bedeaux des Nations, bedeaux des Facultés, bedeaux de l'Université ne sont pas encore différenciés. Les nations doivent constituer un fonds commun qui sera réparti également entre tous les bedeaux pour que l'égalité règne.

Ceci disparaît vraisemblablement lorsque chaque nation

1. *A.*, III, 235. — 2. *A.*, I, 707. — *A.*, II, 282, 292, 400, 428. — 3. *A.*, I, 135, 137. — 4. *A.*, III, 321. — 5. *A.*, III, 410. — 6. *A.*, I, *Memorabilia*, xxv. — *A.*, II, 116. — 7. *C.*, II, 457.

s'organise. Dans la Nation Anglaise-Allemande les honoraires des bedeaux ont varié aux différentes époques. Ils comprennent des gratifications de plusieurs sortes, et à moins de cas spécifiés par les statuts, le sous-bedeau reçoit un salaire égal à la moitié du salaire du grand bedeau¹. Aux huit principales fêtes de l'année, la Nation distribue à ses bedeaux 12 deniers s'ils assistent à la messe et aux vêpres; aux petites fêtes et pendant le Carême ils se partagent 9 deniers à la même condition².

Dès 1355³, il est de coutume dans la Nation que chaque candidat à un degré ès-arts : déterminance, licence ou maîtrise paye une redevance aux bedeaux.

C'est la partie la plus importante de leur salaire : les statuts de 1423 nous en donne le tarif⁴. Bien souvent les bedeaux ont besoin de l'appui de la Nation pour percevoir ces bourses : celle-ci déclare à plusieurs reprises que nul ne sera admis à se présenter aux examens avant d'avoir satisfait aux bedeaux⁵ ou que l'écolier, s'il ne paye pas, sera cité devant la Nation et exclu⁶.

Lorsqu'il y a peu de gradués ou que le nombre des supplôts diminue pendant la Guerre de Cent Ans⁷, le salaire des bedeaux est insignifiant; ils demandent alors des subventions à l'assemblée. En 1380⁸, parce qu'il y a eu peu de candidats cette année-là, la Nation accorde 8 francs au bedeau principal; 4 francs au sous-bedeau en spécifiant que ce n'est pas là un précédent : « addens quod utique in futurum ad consequenciam non traheretur ». L'année suivante⁹ même demande qui, dès lors, se renouvelle presque

1. *A.*, I, *Memorabilia*, xxvi. — 2. *A.*, I, 16. — 3. *A.*, I, 180.

4. *A.*, II, 300 « quod determinantes bachalarii, licenciati et magistri solvant sua sallaria bedellis prout retroactis temporibus est consuetum; videlicet in determinantia, medium francum; in bachalariatu, producendo ad scolas, quatuor solidos et pro temptaminibus duos solidos, julicentia vero, duos solidos in magisterio vero, pro bedellis nacionis unum francum et pro communitate bedellorum in petendo placet, quatuor solidos cum octo denariis parys. »

5. *A.*, I, 180, 902, 930, 935. — 6. *A.*, III, 521. — 7. *A.*, II, 458. — 8. *A.*, I, 589. — 9. *A.*, I, 609.

régulièrement. En 1393¹ les bedeaux obtiennent, pour l'année, de percevoir des bourses sur ceux qui sous-déterminent. Plusieurs fois par la suite², ils se font attribuer une redevance supplémentaire perçue sur chaque déterminant, mais la Nation exige toujours que les bedeaux fassent une demande à l'assemblée³.

Il faut noter aussi que le bedeau qui remplit temporairement une charge spéciale est dédommagé : le ballivus vici straminis reçoit une récompense⁴, et le bedeau envoyé en mission à la Cour Romaine reçoit un salaire fixé par la Faculté des Arts et qui est la même pour les bedeaux des quatre nations⁵.

Il est intéressant de remarquer l'appui réel que la Nation apporte à ses bedeaux. Tout d'abord elle les soutient pécuniairement car, si quelques-uns sont riches tel Boedmund, personnage important de l'Université et acquéreur de propriété⁶, la plupart vivent de leur charge et ont souvent besoin de l'aide de la Nation. Boedmund lui-même voit sa fortune décroître pendant la Guerre de Cent Ans et est contraint de réclamer le salaire qu'on donne habituellement aux bedeaux⁷.

La Nation accueille favorablement les demandes justifiées et se montre très généreuse à l'égard des bedeaux qui n'hésitent pas à s'adresser à l'assemblée lorsqu'ils ont besoin d'un appui. En 1350⁸, le bedeau Nicolas demande à la Nation de payer son logement. On lui accorde « non de jure sed de gracia speciali », car on ne veut pas créer un précédent. En 1363⁹ Conrad demande qu'on lui « achète un manteau ou qu'on lui donne de l'argent pour en acheter un ». Un mois plus tard¹⁰ on lui donne 3 florins. En 1369¹¹, un bedeau a fait des dettes au cours d'une longue maladie, la Nation l'aide à les payer. En 1379¹² elle donne 10 livres au bedeau qui marie sa fille.

1. *A.*, I, 684. — 2. *A.*, I, 694, 695, 915. — 3. *A.*, I, 915. — 4. *A.*, I, 818. — 5. *A.*, I, 374. — 6. *A.*, II, Index. — 7. *A.*, II, 332. — 8. *A.*, I, 232. — 9. *A.*, I, 280. — 10. *A.*, I, 281. — 11. *A.*, I, 324. — 12. *A.*, I, 581.

La Nation fait mieux encore lorsque c'est nécessaire¹, elle défend ses bedeaux; prenant exemple sur l'Université « qui ne peut vivre sans bedeaux² », elle les traite comme elle-même.

Par des années de loyaux services, les bedeaux sont devenus les serviteurs indispensables des maîtres et véritablement jouissent de leur considération et de leur estime. Quelques détails le montrent de façon certaine. A l'occasion des funérailles du bedeau Conrad en 1363³ la Nation suspend les cours et exige la présence de tous les maîtres à la cérémonie. En 1392⁴, à la mort d'un sous-bedeau elle attribue deux francs à la mère du défunt. En 1379⁵ et en 1447⁶ elle donne un écu d'or comme cadeau de noce au fils du bedeau qui se marie, le procureur et le receveur assistent à la cérémonie.

Si le bedeau veut s'absenter pendant qu'il occupe la charge, il doit demander l'autorisation des maîtres. En mars 1359⁷, le sous-bedeau Nicolas demande à la Nation la permission de s'absenter et de reprendre sa place de bedeau s'il revient avant la fin de l'année; on la lui accorde ainsi qu'une « littera testimonialis » prouvant qu'il est bedeau de la Nation Anglaise. Au mois de décembre⁸ de la même année, Conrad bedeau principal se plaint à l'assemblée que la date fixée pour le retour de son assistant est arrivée, qu'il a le travail de deux bedeaux et qu'il ne reçoit que son salaire, rien de plus. Il demande donc à la Nation de lui donner — comme c'est justice — le salaire du sous-bedeau jusqu'à son retour ou d'en élire un autre. Les maîtres accordent tout ce que demande Conrad⁹. Il reçoit le salaire des deux bedeaux à condition d'en verser une partie à Nicolas lorsqu'il rentrera, et on nomme un sous-bedeau temporaire. Un mois plus tard¹⁰, Nicolas n'étant pas encore de retour la

1. *A.*, III, 526.

2. *A.*, III, 48 ... « .. Quod Universitas non posset sine bedellis persistere in esse ».

3. *A.*, I, 286, 287. — 4. *A.*, I, 666. — 5. *A.*, I, 581. — 6. *A.*, II, 702. — 7. *A.*, I, 245. — 8. *A.*, I, 253. — 9. *A.*, I, 254. — 10. *A.*, I, 280, 281.

Nation vote la prolongation du subbedellus jusqu'à Pâques et décide qu'après Pâques il pourra garder la charge de façon définitive : le lundi de Pâques il est élu ¹.

Telle est l'histoire de l'absence d'un bedeau. Elle montre combien cet officier est indispensable à la vie du groupe tout entier. La bonne organisation matérielle est primordiale : lorsque le bedeau est là et accomplit son office, tout va bien; s'il est absent son rôle prend toute sa valeur : il manque tant qu'il faut de suite le remplacer.

*
* *

Les Examineurs des déterminants.

Ces officiers dont nous venons de décrire l'activité d'après les textes, font partie de l'organisation elle-même de la Nation. Chacun y joue un rôle bien défini et sa présence continuelle s'impose. A côté d'eux, quelques maîtres ont une fonction temporaire, la Nation les choisit pour remplir telle mission déterminée. Certains reviennent périodiquement : ainsi chaque année les examinateurs des candidats aux grades. D'autres, tels ceux chargés d'établir le rôle de la Nation ou de le porter à la Cour Romaine, ou encore les représentants de la Nation à telle occasion, sont des agents choisis au fur et à mesure des besoins. Nous situerons donc les uns et les autres dans la vie de la Nation. Sur les premiers le *Liber Procuratorum* nous renseigne assez bien, mais pour les autres nous avons peu de références.

Il y a tout d'abord les *examineurs des déterminants*.

La déterminance est le premier grade de la Nation, nous l'étudierons plus loin. Les examinateurs sont élus de façons différentes au cours des siècles. Dès 1252, un important statut de la Nation Anglaise rapporté au *Cartularium*² règle l'examen de déterminance et l'élection des examinateurs : « Le procureur choisira les deux maîtres les plus capables

1. *A.*, I, 282. — 2. *C.*, I, 227.

d'élire les examinateurs des déterminants. Ces maîtres à leur tour choisiront impartialement trois maîtres qualifiés pour cet important travail ».

A quelle époque exactement ce système se modifie-t-il ? Dans l'*Auctarium*, nous notons dès le début du xiv^e siècle, que les examinateurs sont nommés par l'assemblée de la Nation, chaque année, en janvier ou en février. Un texte de 1393² mentionne que selon une coutume longue et constante sont « examinateurs des déterminants le plus ancien maître non-régent, les deux plus anciens régents et le receveur de la Nation ». Où faire remonter cette ancienne coutume, puisqu'en 1347² et en 1357³ le *Liber Procuratorum* signale en janvier l'élection de deux examinateurs pour les déterminants; en 1372 et en 1383⁴ celle des trois plus anciens maîtres de la Nation. D'autres années⁵ trois maîtres qui ne sont pas des plus anciens sont élus du consentement unanime des maîtres présents à l'assemblée. Le P. Denifle⁶ ne voit là qu'oubliés passagers de la coutume. Quoi qu'il en soit si la coutume semble indécise jusqu'à la fin du xiv^e siècle à partir de 1393, elle est fixée : sont examinateurs des déterminants les deux plus anciens maîtres régents, le plus ancien non-régent et le receveur⁷.

Le procureur est-il examinateur des déterminants ? En 1344⁸ la question se pose à l'assemblée. Certains, dont le bedeau, affirment qu'ils ont toujours vu le procureur examiner les déterminants. Mais la majeure partie des maîtres déposent sous serment que le procureur peut par faveur être admis comme examinateur « non de rigore, sed solum de gratia ». Et toute la Nation décide que les examinateurs ont pleins pouvoirs d'admettre ou de refuser la présence du procureur, comme celle des autres maîtres. Gray Cowan Boyce fait remarquer⁹ — et nous adoptons son opinion —

1. *A.*, I, 672. — 2. *A.*, I, 103. — 3. *A.*, I, 205. — 4. *A.*, I, 408, 646. — 5. *A.*, I, 269, 293, 307. — 6. *A.*, I, *Memorabilia*, xxv. — 7. *A.*, I, 759, 865, 915. — *A.*, II, 114, 167, 609, 870. — 8. *A.*, I, 68. — 9. GRAY COWAN BOYCE, *op. cit.*, p. 82.

que si le procureur est rarement examinateur c'est que la Nation est hostile à la pluralité des charges : chaque maître à son tour peut prétendre jouer un rôle dans la vie de la Nation et en tirer honneur et profit ; les charges ne doivent pas rester le privilège d'un petit nombre. Par la suite, la question du procureur ne se pose plus.

Au xv^e siècle, l'élection des examinateurs se fait régulièrement : les statuts de 1423² rapportent que « pour examinateurs des bacheliers on choisit le plus ancien maître régent, le plus ancien non-régent, et le receveur ; si le procureur le désire il peut y prendre part ». L'assemblée dans les premières réunions de janvier, quelquefois le 31 décembre nomme quatre examinateurs³. En 1479, apparaît une répartition des examinateurs entre les différentes provinces de la Nation. D'après l'importance des provinces, on prend un maître ou deux. Cette année là⁴, deux sont choisis dans la province de Haute-Allemagne, un dans celle d'Écosse, un dans celle de Basse-Allemagne. En 1483⁵, on élit de même quatre examinateurs dans les provinces.

Suivant les années, l'importance des provinces varie, le nombre des suppôts de chacune d'elles se modifie, et les examinateurs sont choisis tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre : il semble même qu'à cette époque, ce soit là une des principales activités des provinces, et l'*Auctarium* les mentionne seulement à ce sujet. En 1486⁶, on trouve un examinateur pour la Haute-Allemagne, un pour la Saxe, un pour la Basse-Allemagne, un pour l'Écosse ; en 1487⁶, l'Écosse a deux examinateurs ; en 1488⁷ la Suède en fournit un.

Avant d'entrer en fonction, comme tous les officiers de la Nation les examinateurs prêtent serment⁸ « d'examiner en

1. *A.*, II, 296. — 2. *A.*, III, 223, 255, 289, 407, 746. — 3. *A.*, III, 432. — 4. *A.*, III, 516, 517. — 5. *A.*, III, 595. — 6. *A.*, III, 623. — 7. *A.*, III, 658.

8. *C.*, II, 672 « ... Primo jurabitis quod omnes determinaturos simul examinabitis vel ad minus tres ipsorum divisim ex causa speciali.

Item nullum aut nullos eorumdem examinabitis post examinationem generalem nisi de consensu nacionis speciali.

même temps tous les candidats et après cet examen général aucun d'entre eux sans autorisation spéciale de la Nation; d'examiner fidèlement; de n'admettre que les candidats ayant subi les épreuves préliminaires (la réponse), et seulement les élèves des maîtres résidant actuellement à Paris ».

Ce serment, en pratique au ^{xiv}^e siècle dans la Nation Anglaise-Allemande, est la seule réglementation que nous ayons au sujet des examinateurs des déterminants. Plus nombreux sont les textes touchant les examinateurs de licenciés, nous les retrouverons plus loin, la licence est en effet le premier grade qui apparaît dans l'Université.

En ce qui concerne les examinateurs des déterminants, nous avons relevé en 1452¹ une réforme du Cardinal d'Estouteville, pour toute la Faculté des Arts, exigeant des examinateurs au moins trois années de maîtrise. Et dans le passage du *Liber Receptoris*, cité par le P. Denifle, un statut de 1461² décidant « qu'à l'avenir, nul ne pourra interroger ses propres écoliers, ni être élu examinateur des déterminants, s'il l'a été l'année précédente, à moins que le départ de maîtres ne mette dans l'embarras, mais que seront élus selon les statuts de la Faculté des Arts quatre maîtres qui auront au moins trois années de maîtrise ».

*
* *

Les Examineurs des licenciés.

Pour les *examineurs des licenciés*, la réglementation fut plus rapidement au point. Au chapitre des grades, nous

Item fideliter eos examinabitis quantum spectat ad gradum determinancium.

Item non recipietis aliquem determinantem nisi prius alicui magistro sue nacionis de una responderit questione.

Item non admittetis aliquem determinare nisi magistro presente Parisius actualiter residente super quibus sollicito singulos per juramenta sua requiratis. »

1. C., IV, 710. La Nation de France s'était plaint que souvent les examinateurs des déterminants étaient jeunes et inexpérimentés.

2. A., II, 935.

expliquerons le fonctionnement de l'examen de licence, il suffit de savoir que la licence, ou autorisation d'enseigner, peut être conférée par le chancelier de Notre-Dame ou par celui de Sainte-Geneviève. Comme la Nation Anglaise-Allemande envoya presque toujours ses bacheliers à l'examen de Sainte-Geneviève, ce sont les examinateurs de Sainte-Geneviève, que nous décrirons.

Un statut de 1259¹ décide que les examinateurs seront délégués par la Faculté elle-même, que le maître ou l'écolier pris en fraude seront exclus temporairement ou définitivement du corps. L'année suivante trois articles² sont ajoutés à ce statut : ils interdisent à l'examineur d'interroger le candidat qu'il présente et surtout règlent l'élection des examinateurs qui sont élus par l'assemblée de la Nation, élection qui ne semble pas exclure la délégation de la Faculté des Arts.

Au XIV^e siècle, la même assemblée choisit les examinateurs des déterminants et les représentants de la Nation à l'examen de Sainte-Geneviève³. Elle se tient en général au début de l'année et l'élection est faite pour trois mois⁴. Trois ou quatre examinateurs suffisent habituellement à interroger les candidats⁵ s'il y a plus de séances qu'on ne l'avait d'abord prévu, on choisit dans la suite d'autres examinateurs⁶.

A cette même époque, le maître élu examinateur donne une somme d'argent, immédiatement bue à la taverne ; quelquefois « XXX sous⁷ », le plus souvent un franc⁸. Cette pratique ayant sans doute donné lieu à des abus, on décide en 1377⁹ que désormais les examinateurs de Sainte-Geneviève ne donneront rien pour payer leur charge. Mais la coutume est plus forte, puisque dès 1378¹⁰ on trouve un maître qui paye et qu'en 1379¹¹ un examinateur stipule que le franc

1. *C.*, I, 383. — 2. *C.*, I, 412. — 3. *A.*, I, 36, 37, 103, 852, — *A.*, II, 68, 116, 167. — 4. *A.*, I, 103. — 5. *A.*, I, 46, 47, 225, 257, — *A.*, II, 23. — 6. *A.*, I, 349, 391, 441, — *A.*, II, 532, 653, 655. — 7. *A.*, I, 514. — 8. *A.*, I, 568. — 9. *A.*, I, 517. — 10. *A.*, I, 532. — 11. *A.*, I, 568.

versé lui sera restitué en entier s'il n'a pas l'occasion d'exercer sa charge, ou en partie s'il n'a qu'une séance d'examen. De même en 1382¹, un maître qui a versé dans l'espoir d'être élu, répète la somme.

Remarquons que dans la Nation la charge d'examineur est, comme toutes les charges, considérée comme un honneur. Les maîtres cherchent à l'obtenir et en général payent facilement la redevance imposée, mais ils sont pauvres et veulent être dédommagés s'ils n'ont pas l'occasion de l'exercer.

En 1383², un texte rappelle que « selon la coutume, les examinateurs donnent quelque argent destiné à être bu, et que si personne ne veut donner, la Nation élit sans argent » ; mais la coutume de payer semble bien établie puisque ce ce même jour, un maître Henricus, se propose pour le second mois ; il paiera si les maîtres désignés pour les autres mois payent aussi ; finalement l'assemblée nomme les examinateurs « à la condition qu'ils s'acquitteront ». La Nation va même plus loin, elle choisit le maître le plus offrant³, « Quia nullus plus obtulit », dit le procès-verbal d'une nomination. Nous voyons donc insensiblement le système se modifier, de l'élection on passe à une véritable distribution des mois d'examen aux maîtres les plus offrants : c'est un accord amiable ratifié, bien entendu, par l'assemblée de la Nation.

A quelle date précise fit-on la distinction entre les deux parties de l'examen de Sainte-Geneviève ? Il est difficile de le dire. D'après la théorie de Thurot⁴ pour la première partie de l'examen, quatre examinateurs sont choisis par le chancelier dans chaque Nation et vraisemblablement sur la désignation de la Nation. Pour la seconde partie, les examinateurs sont élus par les nations pour un mois. Les textes sur lesquels s'appuie Thurot sont tous du xv^e siècle. Et c'est seulement en 1467⁵, qu'un texte de l'*Auctarium* nous montre le chancelier de Sainte-Geneviève prenant dans les nations

1. A., I, 626. — 2. A., I, 653. — 3. A., I, 792. — 4. THUROT, *op. cit.*, p. 54. — 5. A., III, 30.

des examinateurs et faisant approuver son choix par l'assemblée de la Faculté des Arts; de même en 1469¹ et dans les années suivantes². On peut donc penser avec raison qu'avant cette époque il n'y avait que les examinateurs désignés par l'assemblée de la Nation, et sans doute qu'une seule partie à l'examen de licence.

Les examinateurs de Sainte-Geneviève ont à prêter serment³. Le serment que nous possédons est celui en usage dans la Nation Anglaise-Allemande. Il est une affirmation solennelle de veiller à l'entière probité de l'examen et une véritable réglementation de la licence, réglementation que nous retrouverons plus loin⁴.

Nous avons aussi le serment que prêtent entre les mains du chancelier, les examinateurs choisis par lui dans les

1. *A.*, III, 106. — 2. *A.*, III, 133, 433.

3. *C.*, II, 677 « ... Vos jurabitis quod expeditis expediendos et dignos, et impeditis impediendos et indignos.

Item jurabitis quod nullum ponetis in manu cancellarii sed expeditis vel impeditis simpliciter vel ad tempus.

Item jurabitis quod nec in propriis nec in communibus examinabitis extra tempus vestrum.

Item jurabitis quod nullum admittetis in examine pro causa cancellarii, nisi prius fuerit facultati juratus, cum ipsemet cancellarius non juratus examinare non posset secundum examinis libertatem.

Item jurabitis quod si tempore vestro contingat cancellarium loco sui in examine substituere, nos substinebitis examinare ipsum cum cancellario, nec cancellarium cum eodem.

Item jurabitis quod si sciveritis aliquem impeditum per magistros per cancellarium expeditum, quod vos revelabitis facultati.

Item jurabitis quod nullum audietis nisi prius juraverit se determinasse Parisius vel alibi, ubi est studium generale. Et hoc more hactenus observato.

Item jurabitis quod tempore vestro nullum habebitis bachellarium nec directe, nec indirecte.

Item jurabitis quod nullum, qui intraverit per rigorem transibitis per gratiam sed expeditis vel impeditis simpliciter eum, nisi infra tres menses suis meritis exigentibus possit et debeat expediri.

Item jurabitis quod durante auditione que est per rigorem nullam auditionem secretariam facietis.

Item jurabitis quod ratione officii examinis nullam gratiam a cancellario requiretis.

Item jurabitis quod intraverit in tantum quod juraverit si postea se absentet, non permittetis quod per totum illum annum possit recipi ad aliquam auditionem gratiosam.

4. Voir *infra*.

nations¹. Plus particulier que les autres, il mérite qu'on s'y arrête : l'examineur promet de respecter les libertés de l'examen de Sainte-Geneviève, d'obéir au chancelier et « autant que possible, pour l'intérêt et l'honneur de l'examen, de maintenir entre examinateurs la bonne entente et l'amitié, en se supportant les uns les autres ». C'est là un rappel de toutes les querelles que souleva la licence...² et une sage précaution.

En dehors des serments la charge d'examineur est du reste réglementée dès 1288, par un statut de la Faculté des Arts³ établissant que nul ne pourra interroger ses élèves, ni recevoir d'émolument de façon directe ou indirecte, sous peine d'être privé perpétuellement de toute charge dans la Faculté.

En achevant cette esquisse des examinateurs des déterminants et des licenciés, il faut remarquer que ni les uns, ni les autres ne détiennent seuls le sort du candidat⁴. C'est devant une véritable commission composée de maîtres-régents, de maîtres non-régents et du receveur que se présentent, dans la Nation, les candidats à la détermination. La licence se passe toujours devant le chancelier et le maître, examineur pour le mois. On ne peut valablement faire passer l'examen sans la présence et la sanction des autres examinateurs. Voilà une garantie d'impartialité précieuse aux écoliers, et l'on ne trouve que très rarement des réclama-

1. *C.*, II, 677. « ... Primo, jurabitis quod libertates temptaminis beate Genovefe observabitis et tenebitis, easque pro posse defendetis ad quemcumque statum deveneritis.

Secundo, quod secreta predicti temptaminis secreta tenebitis nemini ea revelando.

Tercio, quod cancellario predicti temptaminis obedietis eidem reverenciam et honorem exhibendo.

Quarto, quod fideliter deponetis in manibus predicti cancellarii (et non alibi sine ejus licentia) de bacalariis auditis per vos.

Quinto, quod tantum possibile erit bonam concordiam et amicitiam inter vos habebitis, eciam ad utilitatem et honorem predicti templaminis, unus alterum supportando ».

2. Voir *infra*. — 3. *C.*, II, 17. — 4. GRAY-COWAN BOYCE, *op. cit.*, 82, 83.

tions, du reste jamais admises contre les autorités de la Nation ou de Sainte-Geneviève.

*
* *

Les Officiers qui préparent le rôle envoyé au Pape.

Dans la Nation, il y a encore d'autres officiers dont les charges sont temporaires : les officiers qui préparent le rôle envoyé au Pape, ceux qui le portent à la Cour Romaine et enfin les messagers. L'*Auctarium* ne nous donne sur eux que des renseignements succincts et nous décrirons rapidement la place qu'ils occupent dans la Nation.

Crevier¹ commentant les Privilèges accordés aux suppôts en 1158 par l'Empereur Frédéric Barberousse dit : « Il ne suffit pas d'assurer aux lettres la tranquillité. Comme l'exercice en est pénible et infructueux par lui-même, elles ont besoin d'encouragement et les bénéfices ecclésiastiques leur ont toujours été proposés comme récompense. Je n'examine point si ceux qui parviennent aux bénéfices doivent y porter une intention plus pure que celle d'y trouver une subsistance honorable : ceci est l'affaire de chacun. Mais il est avantageux pour l'Église que les bénéfices soient occupés par des hommes éminents en savoir et dans ce but de bien public, ils ont toujours été regardés comme prix et stimulants des études. » Le Pape demande donc à l'Université de lui faire connaître ceux qui, par leur science et leur vertu, peuvent devenir les ornements de l'Église romaine et auxquels l'octroi de bénéfices permettra de continuer des études coûteuses et de se perfectionner.

Certains bénéfices sont aussi accordés par les Évêques aux suppôts de leur diocèse². Mais l'*Auctarium* n'en parle qu'incidemment et c'est le rôle envoyé au Pape qui au xiv^e siècle est une affaire importante et fréquente³. Ce rôle contient les

1. CREVIER, *op. cit.*, I, 265. — 2. *A.*, I, 275. — 3. *A.*, I, 116, 160, 271, 322, 359, 376, 452, 545, 865.

noms de tous ceux que la Nation présente comme dignes de recevoir un bénéfice, quelques-uns s'y font inscrire pour obtenir la rémission de leurs péchés ¹.

Avec le grand schisme les rôles deviennent rares ². A la fin du xv^e siècle un rôle ³ est mentionné pour les candidats aux bourses du collège de Sorbonne, mais à cette époque le rôle semble davantage l'affaire de l'Université qui centralise ⁴.

Chaque Nation prépare son rôle. L'assemblée en confie le soin à des maîtres qu'elle choisit ⁵. Dans le rôle du xv^e siècle ⁶, un député doit le préparer dans chaque province et le présenter au procureur, ce qui prouve l'importance plus grande de la province dans la vie de la Nation à cette époque.

Avant de commencer la rédaction du rôle, les maîtres désignés prêtent serment ⁷ d'inscrire fidèlement ceux qui doivent y figurer « en tenant compte pour proposer, écarter, refuser ou concéder, de la vie, des mœurs, de la science, de l'ancienneté, de la régence et de toutes choses par lesquelles le Pape pourra être touché » et « de classer et d'ordonner fidèlement les supplications des maîtres ».

Mais qui donc inscrira-t-on au rôle? En 1352 ⁸ nous trouvons dans l'*Auctarium* un « Statutum de rotulo » établissant que « seront inscrits au rôle d'abord les maîtres enseignant à Paris, selon l'ordre de leur âge : du plus âgé au

1. A., I, 372. — 2. A., II, 77. — 3. A., III, 707. — 4. A., III, 438. — 5. A., I, 160. — 6. A., III, 707.

7. C., II, 682... Primo, vos jurabitis quod preponetis preponendos et postponetis postponendos, fideliter attentis et consideratis vita, moribus et scientia antiquitate et regencia et hiis omnibus propter que papa moveri posset ad preponendum vel postponendum, denegandum vel concecendum.

Item quod nullum de novo resumentem seu de novo incipientem vel non verum regentem ponetis in rotulo, sed tantummodo veros et continue regentes, nisi super hoc per nacionem aut facultatem vel Universitatem vobiscumque fuerit dispensatum.

Item, quod collationes magistrorum, vobis porrectas non mutabitis nisi per deliberationem nationis, et quod supplicationes magistrorum in debita forma fideliter ordinabitis et eas sic correctas et ordinatas in dicto rotulo inscribi facietis.

8. A., I, 160.

plus jeune, puis tous les présents » qui en feront la demande bien entendu!

Au cours des années suivantes la réglementation se précise. En 1362¹ on décide que « ceux qui vivent dans les collèges ne pourront être reçus au rôle de l'Université avant d'avoir juré qu'ils ne sont pas déjà inscrits sur un rôle spécial », ce qui interdit aux suppôts de prétendre à plusieurs bénéfices. En même temps², on spécifie que « seuls les présents ou réputés tels » pourront être inscrits. Cette décision est fort gênante pour les maîtres et écoliers qui quittent temporairement Paris, et qu'une absence de quelques semaines prive peut-être d'un bénéfice intéressant. Aussi trouve-t-on à maintes reprises dans l'*Auctarium*, les demandes que ceux-ci adressent à l'assemblée de la Nation afin d'être inscrits au rôle, si pendant leur absence on en établit un³.

Ceci soulève bien des difficultés d'interprétation, et en 1375, un statut⁴ définit exactement le mot « présentes » et les conditions de l'inscription au rôle. On peut inscrire au rôle et dans l'ordre suivant : « les présents » c'est-à-dire « ceux qui sont à Paris lorsqu'on établit le rôle, y demeurent en temps ordinaire pour leurs études, y restent jusqu'à l'envoi du rôle et payent un franc; ceux qui accèdent à la maîtrise après la confection du rôle et ne sont pas là au moment de l'envoi; les maîtres qui s'absentent de Paris pour quelque temps, n'y sont pas lors de l'envoi du rôle, et payent vingt-quatre sous; les absents qui ne sont là ni pendant la confection du rôle, ni au moment de l'envoi, ni entre temps pour leurs études et payent deux francs pour être inscrits. »

Désormais plus de contestations possibles, la notion est élargie et ceux qui désirent être inscrits au rôle font leur demande aux maîtres chargés de l'établir. Ils prêtent

1. *A.*, I, 271. — 2. *A.*, I, 272. — 3. *A.*, I, 359, 365, 382, 390, 446, 450, etc... — 4. *A.*, I, 465.

serment sur le Livre Rouge de la Nation¹ et ont pour formuler leurs revendications un certain délai.

On facilite à tous l'accès du rôle, puisqu'en 1403, les écoliers aptes au grade de bachelier sont examinés au mois d'août, de façon tout à fait exceptionnelle, afin de pouvoir y figurer avec les autres². Mais toutefois on exige dès 1370³ que les inscrits soient en règle avec la Nation, et en 1378⁴ se trouve une décision d'après laquelle « ceux qui devront quelque chose à la Nation ne pourront être inscrits avant d'avoir satisfait à leur obligation ». Il est ajouté⁵ qu'au moment de l'inscription, on exigera de ceux qui ont juré le statutum paupertatis⁶, soit « le serment qu'ils n'ont pas meilleure fortune que lorsqu'ils ont juré, soit l'acquiescement de leur obligation ».

Comme nous venons de le voir dans le statut de 1375, les inscrits au rôle payent une redevance destinée à couvrir les frais de l'établissement du rôle, à récompenser les maîtres qui en ont eu la charge et à pourvoir aux frais de déplacement de l'envoyé. Cette contribution varie pour les différents rôles, selon les besoins du moment. En 1342⁷ les inscrits paient deux florins, avec cette condition : « ceux qui seront pourvus de bénéfice, rembourseront les florins de ceux qui ne le seront pas ; et si personne n'obtient, chacun subira son propre dommage ».

Nous savons ce qui était demandé aux inscrits en 1375. De toutes façons, les maîtres qui font le rôle sont dispensés de cette contribution et parfois même en récompense de leurs travaux reçoivent une somme d'argent⁸.

1. « Liber Rubens Nacionis » conservé à la Bibliothèque Nationale, malheureusement nous ne possédons plus ce serment.

2. A., I, 865. — 3. A., I, 370. — 4. A., I, 541. — 5. A., I, 543. — 6. Voir *infra*. — 7. A., I, 56. — 8. A., I, 329.

*
* *

Les Officiers qui portent le rôle à la Cour Romaine.

Lorsque le rôle est établi, il faut le porter à la Cour Romaine. Chaque Nation envoie un représentant chargé de défendre ses intérêts, et d'obtenir le plus de bénéfices possible. Cet envoyé, « nuncius¹ » dans le *Liber Procuratorum*, est un personnage important dont la fonction demande habileté, expérience et indépendance d'action.

On choisit généralement le bedeau qui jouit de la considération des suppôts et sera plus capable que d'autres de mener à bien cette mission délicate. On délègue parfois le sous-bedeau² ou le procureur³. Mais la charge qui est intéressante, attire les maîtres. En 1370⁴ plusieurs demandent à la remplir. Les uns désirant pour récompense quatre-vingts francs, d'autres soixante, d'autres cinquante, la Nation choisit finalement le maître Nicolas Greenlaw qui n'en demande que quarante.

Une fois désignés, les envoyés prêtent serment⁵, serment

1. La traduction de ce terme est fort discutée. Rashdall traduit « messenger », Gray Cowan Boyce prétend cette traduction inexacte et préfère dans son texte conserver le terme latin de « nuncius » pour nous.

2. *A.*, I, 280, 289. — 3. *A.*, I, 56. — 4. *A.*, I, 369.

5. *C.*, II, 682. « Primo, quod infra sex dies post receptionem literarum domini nostri regis et ducis ipsius Universitatis cum articulis communibus et rotulis provisione magistrorum recedent a villa Parisiensi et suburbiis ejusdem.

Item, quod post recessum infra tres septimanas in Curia Romana personaliter intererunt, omnibus cessantibus excusacionibus inventis, non veris, fictis, seu quacumque malicia coloratis.

Item quod post inceptam viam singulariter et inter se honeste et amicaliter ab laudem Dei et honorem Universitatis se regent.

Item, quod ab illa die qua Curiam Romanam interaverint in eadem per duos menses remanebunt diligenter et continue laborando pro expedicione negociorum Universitatis, pro quibus ibidem mittuntur.

Item, quod nullam supplicacionem ad partem pro se aut pro alio (excepta dum taxat supplicacione rectoris pro qua pro ut melius et diligencius poterint laborabunt) pape vel cardinalibus presentabunt seu presentari vel tempore supra dicto, nisi dum taxat pro seipsis contigerit supplicacionem presentare pro beneficiis vacantibus aut pro aliquo ipsorum.

qui montre bien l'importance que la Nation attache à une mission dont elle règle tous les détails. Ils promettent : « de quitter Paris et ses faubourgs dans les six jours qui suivent la réception des lettres de notre seigneur et maître, le Roi, et celles de l'Université; d'aller personnellement à la Cour Romaine dans les sept semaines après leur départ; de se comporter honnêtement et aimablement pour la gloire de Dieu et l'honneur de l'Université; de rester deux mois à la Cour Romaine, d'y travailler diligemment et de façon continue pour expédier les affaires de l'Université pour lesquelles ils sont envoyés, sans se mettre en avant, ni présenter aucune demande pour eux ou d'autres, avant qu'elles soient terminées; de s'occuper de leur mieux des intérêts de chacun sans acception de patrie ou de personne ».

Avant de partir, les envoyés reçoivent un « subsidium itineris », somme d'argent destinée à faire face aux dépenses du voyage. Chaque maître dont la requête sera présentée à Rome, y contribue. Cette contribution varie, c'est tantôt une partie de la bourse du maître ou de l'écolier¹, tantôt une contribution arbitraire² qui se base sur les dépenses faites. Mais les suppôts sont pauvres; quand ils ont juste de quoi vivre, il leur est difficile de trouver des ressources pour l'envoyé à la Cour Romaine, et bien souvent on a de grandes difficultés à obtenir l'argent nécessaire³.

Certains envoyés donnent à la Nation des nouvelles de leur voyage. Nous possédons, transcrite dans un procès-verbal de procureur⁴ une curieuse lettre écrite d'Avignon par un envoyé. Il raconte qu'« arrivé sain et sauf le 9 avril, il vendit dès le premier jour son cheval et fut le jour suivant présenté par plusieurs cardinaux à notre seigneur le Pape qui le reçut gracieusement ».

Item quod tempore, quo habebunt accessum ad papam nullum secum associabant, ne forte propter multitudinem intrancium promocio magistrorum retardetur.

Item quod nullus particulariter sed omnes communiter promocionem prout melius poterint procurabunt absque acceptione patrie vel persone. »

1. A., I, 30. — 2. A., I, 56, 306. — 3. A., I, 370, 372. — 4. A., I. 469.

Si pendant son absence, l'envoyé n'a pas assez d'argent, il en redemande à la Nation, qui lui en envoie ¹. Du reste, à son retour, il est dédommagé de tous ses frais ². Il ne doit pourtant pas abuser et prolonger trop longtemps son voyage. Ceci est bien spécifié en 1347 ³ à Jean de Wesha qui demande avant son départ que toutes ses dépenses soient remboursées. La Nation le lui accorde, mais si son séjour semble trop long, il devra en donner la raison.

Le « nuncius » n'est pas un domestique et dès qu'elle le peut la Nation est généreuse. Elle veut un représentant digne d'elle et lui fait confiance. En 1392 ⁴, nous la voyons allouer à son envoyé ce que les autres Nations allouent aux leurs, et décider que s'il dépense plus, il sera dédommagé; s'il dépense moins, à son retour il rendra ce qui lui reste à la Nation. Avec ce dédommagement normal, la Nation donne parfois aux envoyés qui se sont bien acquittés de leur mission une récompense ⁵ que le maître accueille très favorablement.

Pour la Nation l'envoi de « nuncii » à la Cour Romaine est une lourde charge pécuniaire, et l'on profite de toutes les occasions qui se présentent et qui permettent d'éviter ces dépenses.

Ainsi en 1370 ⁶, un évêque de la province d'Écosse se rend à Rome et l'assemblée lui fait demander de défendre ses intérêts dans le différend soulevé entre les Nations à propos des examens de Sainte-Geneviève, différend qui vient d'être soumis au Pape.

*
* *

Les Messagers.

Il faut dire enfin un mot des « nuncii » tels qu'ils apparaissent au xv^e siècle. Ils sont alors véritablement messagers

1. *A.*, I, 395. — 2. *A.*, I, 99. — 3. *A.*, I, 112. — 4. *A.*, I, 663. — 5. *A.*, II, 391, 393. — 6. *A.*, I, 357.

au sens de Rashdall¹, et Thurot en parle également². Ce sont des personnages chargés d'assurer les transmissions de lettres, d'argent entre les suppôts et leurs familles. Ils durent exister de bonne heure, mais dans l'*Auctarium* nous n'en trouvons pas trace avant 1445³.

Ces messagers de la Nation sont élus par l'assemblée; mais les différents diocèses paraissent en avoir plusieurs chacun, ils les désignent et vraisemblablement soumettent leur choix à la Nation.

Au xv^e siècle, le *Liber Procuratorum* signale la plupart du temps leurs voyages : la Nation envoie des messagers dans telle ou telle province⁴, et les maîtres eux-mêmes peuvent demander l'envoi de messagers dans leur pays⁵. Il ne paraît pas que ces messagers aient été choisis au sein de la Nation. Ils sont suppôts de l'Université au même titre que les libraires, les parcheminiers, etc. Messagers de la Nation, ils ajoutent le plus souvent ce profit à leur propre métier de banquiers ou de marchands, qui, voyageant pour leurs affaires, se chargent en même temps des échanges entre les suppôts et leurs familles.

*
* *

Pour conclure, nous pouvons dire que la Nation possède une organisation qui lui est propre, et essayer rapidement d'en dégager les traits caractéristiques.

Primitivement, maîtres et écoliers d'un même pays se groupent pour s'entr'aider, pour retrouver l'atmosphère et les habitudes de leur contrée : c'est l'origine de la Nation. Par un phénomène identique qui tend à former des groupes homogènes, la province apparaît à l'intérieur même de la Nation qui se développe. Cette division en provinces s'affirme avec le temps et devient au xv^e siècle un véritable cadre administratif.

1. RASHDALL, *op. cit.*, I, 415. — 2. THUROT, *op. cit.*, 25. — 3. *A.*, II, 609. — 4. *A.*, III, 112, 486, 697, 710, 727. — 5. *A.*, III, 772.

Voici le cadre dans lequel les suppôts, maîtres et écoliers vivent, enseignent et font leurs études. Nous y avons vu fonctionner l'*assemblée* composée de tous les maîtres de la Nation, conscients du rôle important qu'ils jouent dans la direction des affaires et désireux de contrôler les activités du corps tout entier. Nous avons vu aussi les *officiers* chargés de représenter la Nation ou de remplir telle fonction permanente ou temporaire, dans l'intérêt de tous.

Cette organisation se précise peu à peu, et pendant les siècles que nous étudions elle fut constamment en évolution. Ses caractères se dégagent aisément :

C'est tout d'abord le fait d'intéresser à la vie de la Nation tous les membres qui la composent et qui sont solidaires les uns des autres. L'écolier s'attache à la personne d'un maître qui suit ses études et le protège. Chaque maître assiste à l'assemblée, y donne son avis, y vote ; il prend ainsi une part active au gouvernement de la Nation qui n'est pas dirigée par le procureur seul. Nous sommes ici en présence d'un caractère fondamental de l'organisation corporative de l'Ancien Régime : chacun peut à sa place prétendre veiller à ses propres intérêts et participe de plus ou moins loin à la direction des affaires. N'est-ce pas cette même tendance que l'on retrouve dans l'organisation des corps de métiers ou dans l'administration des Pays d'États ?

Il faut remarquer aussi que les offices ou charges de la Nation sont accessibles à tous, et changent fréquemment de titulaires. Si, dans l'intérêt général, on choisit le plus capable, être officier est un honneur auquel chacun peut prétendre lorsqu'il remplit les conditions exigées, il est intéressant de voir comment les uns après les autres les maîtres occupent les postes importants de la Nation et combien celle-ci est hostile à la pluralité des charges. Il faut des cas exceptionnels comme celui du bedeau, porteur du rôle de la Nation à la Cour Romaine, pour qu'elle accepte qu'un maître ait deux offices en même temps. Elle lutte aussi, nous l'avons vu, contre le renouvellement des charges, car

elle veut que les maîtres « vivent entre eux sans haine et sans mécontentements¹ ».

Notons aussi l'extrême bienveillance de la Nation à l'égard de ses suppôts. Tous peuvent adresser leurs revendications à l'assemblée qui les examine soigneusement et donne presque toujours une réponse favorable. C'est un bedeau aidé pécuniairement, un officier récompensé de ses services; tel écolier est dispensé de droits d'examen, tel autre obtient des délais de paiement. Et pour tous, c'est la protection assurée de la Nation qui défend ses suppôts et prend fait et cause pour eux.

Remarquons enfin que tous les officiers sont liés à la Nation par des serments précis qui réclament tous « l'exercice fidèle de la charge pour l'honneur et l'utilité de l'Université, de la Faculté des Arts, et spécialement de la Nation² » et qui sont pour la plupart une véritable réglementation dont l'officier ne devra pas s'écarter. Les devoirs de l'officier sont bien gradués : il sert « spécialement » et d'abord le corps auquel il appartient, la Nation, mais il ne doit pas oublier que les nations forment la Faculté des Arts et font partie d'un tout : l'Université dont le Recteur est chef suprême.

1. *A.*, I, 866. — 2. Voir « Serments », *C.*, II, 673 et ss

CHAPITRE II

VIE INTÉRIEURE DE LA NATION

L'*Auctarium* nous permet de reconstituer aisément la vie intérieure de la Nation. Si nous avons peu de renseignements sur les rapports entre maîtres et écoliers, nous pouvons regarder vivre les suppôts et exposer leurs principales activités.

Les suppôts suivent dans les écoles les leçons des maîtres et deviennent successivement bacheliers, licenciés, maîtres. Ils obtiennent ces titres après les examens de déterminance, de licence et l'inceptio. Cette accession aux grades est pour eux l'affaire importante, et nous en verrons successivement les conditions et les modalités.

Nous décrirons aussi les écoles où enseignent les maîtres et où se centralise la vie de la Nation. Elles font partie du patrimoine propre de la Nation qui possède encore d'autres ressources, comme les droits d'examen, payés par les écoliers, ou le droit de « joyeuse entrée¹ » demandé aux suppôts accédant à la maîtrise. Il y a tout un système de recettes et de dépenses dont l'équilibre influence la vie du corps tout entier.

Nous verrons enfin la vie religieuse de la Nation, ses Patrons, ses fêtes qui sont l'occasion de cérémonies religieuses, mais aussi de réjouissances et de réunions.

De cette étude de l'organisation et de l'activité de la Nation, nous pourrons alors tirer des conclusions permettant d'affirmer que la Nation a bien une vie propre, qu'elle est un corps.

1. « *Jocundum introitum* » dont il est fréquemment parlé dans le *Liber Procuratorum*.

*
* *

I. Les Grades.

Le problème de l'évolution des grades dans la Faculté des Arts est aussi obscur que celui des origines de l'Université. C'est du XII^e au XIII^e siècle que la coutume des grades paraît s'être introduite. La licence ou autorisation d'enseigner délivrée par l'autorité ecclésiastique apparaît la première, elle permet de distinguer les deux catégories de suppôts : les maîtres et les écoliers. Tel est l'avis des auteurs qui ont écrit sur la question.

Mais le nombre des écoliers augmente sans cesse, il faut des maîtres ; les autorisations d'enseigner se multiplient, et sont convoitées non seulement par ceux qui désirent enseigner mais par ceux qui veulent être reconnus capables de le faire. Insensiblement la licence devient grade académique. C'est alors que vraisemblablement, selon Rashdall², les maîtres prennent l'habitude de faire un choix parmi les candidats désirant accéder à la maîtrise : ce qui donne naissance à l'inceptio ou réception solennelle du nouveau maître.

Mais quand la déterminance apparaît-elle ? Si l'on ne peut donner de date précise³ à l'apparition de cet examen, un texte de la Nation Anglaise de 1252⁴ rapporté au *Chartularium* permet d'affirmer qu'à cette époque le titre de bachelier-ès-Arts existe depuis longtemps et que la déterminance est déjà réglée dans tous les détails. S'appuyant sur ce même texte qui exige pour déterminer « 20 ans ou au moins le commencement de la 20^e année », on peut penser qu'à

1. RASHDALL, *op. cit.*, I, p. 280-284. — GRAY COWAN BOYCE, *op. cit.*, p. 74.

2. RASHDALL, *op. cit.*, I, p. 285 et ss.

3. Nous expliquerons plus loin les termes déterminance et baccalauréat.¹

4. C., I, 230.

cette époque l'autorisation d'enseigner est accordée en même temps que le baccalauréat. Peu à peu elle s'en sépare. Le serment des déterminants¹ en usage dans la Nation Anglaise et qui date du milieu du xiv^e siècle, ne demande que 14 ans au candidat déterminant, ce qui tend bien à prouver que la détermination est alors devenue un examen intermédiaire, première sanction des études de l'écolier, à l'intérieur de la Nation, première étape avant d'obtenir la licence ou autorisation d'enseigner dans la Faculté des Arts.

Quoi qu'il en soit du développement historique des grades, nous les étudierons successivement dans l'ordre où l'écolier peut les acquérir : la réponse, la détermination, la licence et l'inceptio ou accès à la maîtrise.

*
* *

L'Enseignement.

Donnons tout d'abord un bref aperçu des conditions de travail de l'écolier².

Dès 5 heures du matin, il arrive dans les écoles et l'usage de commencer les leçons aussitôt remonte aux premiers temps de l'Université et fut conservé longtemps. La Nation décide l'heure, le lieu, l'objet, la forme, des leçons. D'après Thurot³ il y a deux sortes de leçons : *Les leçons*

1. C., II, 673.

2. PERIES, *La Faculté de Droit dans l'ancienne Université de Paris* (1160-1793), p. 109.

3. THUROT, *op. cit.*, p. 66 à 87 : « Les livres prescrits en 1215 pour les leçons ordinaires sont la Grammaire de Priscien et l'Organon d'Aristote. Grégoire IX en 1231 demande les mêmes ouvrages. Un statut de la Faculté des Arts de 1254 prescrit l'étude de l'Introduction de Porphyre, des Catégories, de l'Interprétation, du Traité de Boèce sur la division, des trois premiers livres de ses Topiques, de la Grammaire de Priscien, des Elenchi d'Aristote, et des premiers et seconds Analytiques. Quoiqu'on n'ait pas de données directes pour les temps postérieurs sur la distribution des matières, on peut conclure de quelques allusions rapprochées des règlements des autres Universités que l'Organon était l'objet à peu près exclusif des leçons ordinaires, l'explication de la Grammaire de Priscien semble avoir perdu beaucoup de son importance au xiv^e et au xv^e siècle. L'enseignement grammatical était réservé aux petites écoles qui préparaient aux leçons de la Faculté des Arts ».

ordinaires, faites dans les écoles de la Nation ; elles ont pour objet la logique et la grammaire. Les *leçons extraordinaires* qu'il faut considérer pour la plupart comme des répétitions particulières et qui portent sur la métaphysique, la morale, les sciences, la rhétorique, les langues, peuvent être faites au lieu choisi par celui qui la donne : maître ou bachelier. « Les faits, dit Thurot, montrent que la coutume de ces leçons extraordinaires permettait d'introduire dans l'enseignement de l'Université sans trouble et sans brusque secousse beaucoup d'innovations importantes. Elles corrigeaient ce que l'enseignement ordinaire avait de trop exclusif et suppléaient à son insuffisance.

Si, dans quelques textes, il est question de « *lectiones ordinariae*¹ » ou de « *lectiones cursoriae*² », il faut avouer que l'on est mal renseigné par l'*Auctarium*. Mais de façon beaucoup plus précise, l'on peut décrire la leçon elle-même : un important statut de 1355³ unifie les méthodes d'enseignement et décide que pour les leçons ordinaires ou extraordinaires, pour les disputes ou tout autre matière, le maître ne dictera pas, mais parlera assez rapidement pour que la plume des auditeurs ne puisse suivre son débit. Il est même interdit, par la suite de reprendre la lecture du texte commenté, sauf dans les passages difficiles et importants et, dans ce cas, on ne peut la reprendre plus de deux fois. Ces prescriptions ont pour but d'éviter aux étudiants sérieux l'ennui naturel inhérent aux répétitions, d'exciter l'attention de l'auditoire et surtout d'empêcher la Faculté des Arts d'être déshonorée par des leçons peu intéressantes ou trop puériles⁴.

Dès 1289⁵ chaque maître est tenu d'avoir un registre où seront inscrits les noms de ses écoliers, afin de pouvoir en temps voulu leur « donner un légitime témoignage » des

1. *A.*, I, 188 et DUBOULAY, *op. cit.*, III, 82. — 2. *A.*, I, 188 et *C.*, I, 530. — 3. *A.*, I, 188.

4. A l'origine, les maîtres disputent entre eux au moins une fois par semaine en présence des étudiants. Au XIII^e siècle, ces disputes sont négligées et peu à peu deviennent les actes soutenus par les bacheliers.

5. *C.*, II, 35.

études qu'ils ont poursuivies. Ainsi le maître connaît ses élèves, il peut distinguer entre les bons et les mauvais et faire jouir les premiers de privilèges et libertés de la Faculté des Arts.

Au xv^e siècle¹, c'est au moyen d'une « cedula » que l'écolier prouve qu'il a suivi les leçons de son maître et ce témoignage scellé du sceau du procureur de la Nation lui permet de se présenter aux examens. Toutefois la Nation peut permettre à l'écolier de prouver par témoins dignes de foi qu'il a passé dans la Faculté des Arts un temps suffisant pour obtenir le grade de bachelier². — Plus tard, des « lettres de scholarité³ » sont délivrées à l'étudiant et lui permettent de jouir de tous les privilèges attribués à cet état.

*
* *

La Réponse.

La *réponse* semble avoir été un examen préliminaire de la détermination, destiné à écarter de cette épreuve solennelle les candidats qui feraient trop peu d'honneur à la Nation.

Elle apparaît pour la première fois en 1252⁴ dans un « statut des artistes de la Nation Anglaise au sujet du

1. *A.*, II, 430, 766. RASHDALL, *op. cit.*, I, 445.

2. *A.*, III, 345.

3. Actes concernans les sermens que M. le Recteur reçoit des escoliers officiers et suppôts de l'Université de Paris, et moyens pour éviter les fraudes et abus en l'obtention des lettres de scholarité. — Modèle type d'une lettre : ... Universis praesentes litteras inspecturis... Rector Universitatis Magistrorum, Doctorum et Scholarium Parisiis studentium salutem in Domino.

« Notum facimus quod dilectus noster... Diocesis... scholaris actu studens Parisiis in collegio sub... Professore... ordinis. Die datae praesentim in nostris manibus juratus fuit, ac praedictae Universis commentariis sub hac nostra praesenti Rectoria per nos inscriptus et immatriculatus. Quare nos dictum scholarem privilegiis immutatis et libertatibus dictae Universitatis uti et gaudere volumus ac defendi quocumque se duxerit transferendum. Datum Parisiis sub sigillo Rectoriae praefatae Universitatis Anno Domini. »

4. *C.*, I, 232,

baccalauréat » exigeant que la réponse ait lieu publiquement avant l'examen. Mais ce statut n'est pas respecté et une commission de trois maîtres décide que seul « peut se présenter à la détermination, le candidat qui répond à la question avant Noël ». En 1275¹ un statut de la Faculté des Arts reprend ces articles et demande que cette question préliminaire soit terminée avant Noël précédant le Carême où le candidat doit déterminer.

S'agit-il d'un délai strict? Nous ne le pensons pas, car trois textes relevés dans l'*Auctarium* montrent une tendance à permettre la prolongation : le premier du 12 janvier 1346² dit qu'aucun écolier ne pourra s'inscrire à la détermination après la Purification. Une assemblée du 16 décembre 1361³ étend la période des réponses jusqu'au commencement du Carême. Une autre, du 24 janvier 1474⁵, dit qu'il faut clore l'examen huit jours après la Purification comme c'est la coutume de le faire.

Le *Liber Procuratorum* apporte peu de lumière sur ces réponses. Il ne nous apprend rien de plus et c'était après tout matière à discuter entre maîtres et étudiants : les maîtres mettant leur point d'honneur à vérifier les aptitudes des candidats qu'ils présentent à la détermination.

*
* *

La Détermination.

L'écolier reconnu capable reçoit le droit de déterminer. Est-il alors déterminant ou bachelier⁵? Devant l'incertitude des textes les auteurs sont d'avis différents.

1. *C.*, I, 530. — THUROT, *op. cit.*, 42, et RASHDALL, *op. cit.*, I, 446, ne paraissent pas avoir eu connaissance du statut de 1252 puisqu'ils font remonter la « réponse » au statut de 1275.

2. *A.*, I, 91. — 3. *A.*, I, 269. — 4. *A.*, III, 258.

5. On a beaucoup discuté également sur l'origine du mot bachelier ou bas-chevalier. VALLET de VIRIVILLE : *Histoire de l'Instruction Publique en Europe*, fait remonter l'origine du mot à « Baculum » et dit que cette analogie provient sans doute des luttes auxquelles s'exerçaient la jeunesse militaire. DUBARLE : *Histoire de l'Université*, dit que bachelier vient de

Du Boullay parle de l' « examen baccalariandorum ». Thurot et le P. Denifle pensent qu'il ne faut faire ici qu'une distinction de date : les déterminants ayant pris le nom de bachelier au xv^e siècle.

Pour Vallet de Viriville, « après avoir suffisamment étudié, l'aspirant au baccalauréat déterminait, c'est-à-dire s'exerçait à exposer les diverses définitions des « catégories qui constituaient la matière du premier cours » et à disputer... le candidat reçu s'appelait bachelier.

Rashdall dit que le déterminant est un écolier commençant son stage de bachelier, l'état de bachelier étant un préliminaire nécessaire de la maîtrise. Pour lui le mot bachelier, emprunté au vocabulaire des corporations désigne vaguement l'écolier qui a reçu de son maître la permission d'enseigner dans son école. Dans la Faculté des Arts, il est donné aux candidats qui sont dûment admis à déterminer et à donner des leçons. Dans ce cas, d'après Rashdall le mot bachelier signifie, non pas celui qui jusqu'ici a reçu un degré, mais plutôt celui qui est sur le point de passer l'examen qui fera de lui le bachelier candidat à la maîtrise.

Gray Cowan Boyce estime que l'écolier qui a obtenu des maîtres la permission de déterminer est appelé bachelier. Il porte ce titre à l'époque de la déterminance, la capacité du candidat étant prouvée dans « l'examen des déterminants, plus exactement l'examen de ceux qui signifient leur désir de déterminer ».

A notre avis, l'assistance assidue aux leçons des maîtres, une « réponse » satisfaisante permettent d'obtenir l'autori-

« bacca » parce que la réception du grade s'accompagnait d'un banquet. MALDEN : *On the origin of Universities and academical degrees*, explique que le mot bachelier employé pour désigner le degré inférieur dans les Facultés a une signification exclusivement française et semble tirer son sens particulier de l'organisation féodale et militaire de la France. Le Bas-Chevalier se monte à ses frais pour la guerre, il n'a pas d'équipage et son action est désignée par le terme « baccalare » d'où bachelier. PERIES et DUCANGE adoptent cette origine. Autre étymologie : « Bacca... laurea », branche d'arbrisseau de la famille des lauriers, emblèmes réservés aux vainqueurs.

sation de déterminer pendant le Carême, c'est-à-dire de poser des thèses, des conclusions. Jusqu'à la fin du xiv^e siècle l'écolier qui détermine est le plus souvent appelé « déterminans » parfois déjà « baccalareus¹ ». En 1374² et en 1387³ des textes permettent de penser que le terme de bachelier s'acclimate peu à peu et qu'il est synonyme de déterminant. Henricus Poelman y est-il dit, détermina devant les maîtres et cette déterminance est appelée « baccalariatus ». Par ailleurs, l'emploi du mot « bachalariandi⁴ » semble impliquer que les candidats ne sont bacheliers que la déterminance achevée.

L'imprécision des termes du *Liber Procuratum* est telle à ce sujet qu'il est difficile de résoudre la question. Chaque procureur emploie l'expression qui correspond à sa pensée et qui naturellement vient à son esprit. Les uns plus subtiles distinguent les candidats « déterminandi, bachalariandi » des écoliers reçus « déterminantes, baccalarei » ; d'autres ne marquent pas cette nuance. En fait, il importe peu que l'écolier prenne le titre de bachelier dès qu'il a l'autorisation de déterminer ou seulement après sa déterminance, mais il faut distinguer : déterminer qui signifie poser des thèses, formuler des conclusions, sous le contrôle des maîtres qui interrogent et décident si définitivement on est admis bachelier, et donner des cours « lectiones cursoriae », activité que les bacheliers partagent avec les maîtres dont ils répètent en quelque sorte les leçons, s'exerçant ainsi à l'enseignement et se recrutant un auditoire pour l'époque de leur maîtrise.

Comment la déterminance est-elle organisée ? Dès 1252⁵ un premier statut de la Nation Anglaise règle les conditions d'admission à l'examen et décide que pour se présenter le candidat doit avoir 20 ans ou être au moins dans sa vingtième année. De plus, il doit déclarer sous serment,

1. *A.*, I, 48. — 2. *A.*, I, 452. — 3. *A.*, I, 623. — 4. *A.*, I, 823.

5. *C.*, I, 227. Le premier statut est daté d'avant le 16 février, le second que nous retrouverons est du 16 et règle la condition de bachelier, cf. *infra*.

qu'il a fréquenté les cours d'un maître-régent et le maître sous lequel il demande la permission de déterminer; qu'il a suivi pendant cinq ans ou au moins quatre les cours de la Faculté des Arts, à Paris ou dans un autre « lieu d'études générales¹ », — et pendant deux ans les disputes des maîtres; qu'il a suivi les cours requis pour les leçons ordinaires² et satisfait à la réponse.

Ces règles strictes peuvent être modifiées dans certains cas particuliers : les maîtres peuvent accorder aux écoliers qu'ils jugent capables les dispenses quant aux cours suivis³, mais dès que possible les écoliers devront combler leurs lacunes.

Ce n'est qu'en 1275⁴ que ces obligations furent imposées à toute la Faculté des Arts. Au cours du xiv^e siècle des modifications y sont apportées. Nous les retrouverons dans le serment⁵ prêté par le candidat, au procureur. Celui-ci atteste qu'il a quatorze ans, qu'il n'y a aucune charge contre lui, qu'il obéit aux statuts de la Faculté des Arts, à ceux de sa Nation et à toutes les exigences de l'examen, qu'elles se rapportent aux études ou à l'organisation matérielle, aux bourses, à l'habillement, à l'éclairage des rues et des écoles ou à l'assistance aux messes et aux vêpres.

1. Au xiv^e siècle, on appelle « lieu d'études générales » *studium generale* ou *solemne*, l'Université où enseignent au moins douze maîtres régents. *C.*, I, 570 — *A.*, I, 701.

Au xv^e siècle, dans le statut de 1460 (*A.* II, 939) la Faculté des Arts réduit à six maîtres régents.

2. Voir *supra*. — 3. *A.*, I, 855. — 4. *C.*, I, 530.

5. *C.*, II, 673. — « Primo, vos jurabitis quod vos estis 14 (sic) annorum.

Item, quod non estis infamis

Item, quod servabitis statuta et ordinaciones facultatis artium et specialiter nacionis vestre, juxta totum posse et nosse vestrum sine dolo.

Item, habebitis coronam irreprehensibilem, si gaudeatis beneficio corone.

Item, quod habebitis capam et capucium ejusdem panni tempore determinationis vestre, nec habebitis capucium cum nodulis, nec mitram in capite, nec, illuminabitis in vicis, nec ante scholas cereos teneri permittetis quamdiu determinabitis.

Item quod audivistis ad minus per duos annos libro loycales Parisius vel alibi, ubi est studium generale sex magistrorum ad minus et quod estis in tercio anno audiendi predictos libros..

Item quod audivistis librum Porphyrii, Predicamentorum, Periarmeneias

Pour déterminer dans une année donnée, l'écolier doit avoir reçu la permission de le faire au moins le dimanche

et Prisciani minoris, semel ordinarie et bis cursorie ad minus et parvos libros Loycales, videlicet sex Principiorum, Divisionum, Barbarismi et tres libros Thopicorum ad minus semel cursorie, vel ordinarie, vel estis in actu audiendi; et similiter de Prisciano magno.

Item quod audivistis libros Thopicorum Aristotelis et Elenchorum semel ordinarie et semel cursorie ad minus.

Item, quod audivistis librum Priorum et Posteriorum vel estis in actu audiendi.

Item quod frequentaveritis per duos annos disputationes magistrorum in studio solempni et per idem tempus de sophismatibus in scolis responderitis

Hec omnia et singula jurabitis nisi natio vobiscum specialiter dispensavit aut sibi potestatem dispensandi super hiis ex causis rationabilibus reservavit

Item, quod respondistis de questione ante Natale Domini, vel tempore alio quo facultas tota dispensavit.

Item, quod respondistis magistro legenti ordinarie et disputanti scolariis presentibus.

Item dicetis quantitatem burse vestre fideliter sine dolo computando omnia ordinarie consumpta ac exposita bursa, duntaxat locagio hospicii et sallario famuli exclusis.

Item, quod incipietis determinare infra diem mercurii post brandones.

Item, solvetis receptori nacionis 5 bursas et pro scolis proporcionabiliter, priusquam vicum intrabitis; videlicet si septimanatim expenderitis in bursa ij vel 3 solidos, dabit pro scolis 20 solidos paris.; si autem 4 vel 5 solidos, dabit 30 solidos; si autem 6 vel 7 solidos, dabit 40 solidos; si autem 8 vel 9 dabit 50 et sic deinceps.

Item, non facietis inter vos superiorem.

Item, obedietis rectori Universitatis et procuratori vestre nacionis in licitis et honestis, ad quemcumque statum de veneritis.

Item, intereritis misse et vespers vestre nacionis in capa rugata per totam Quadragesimam; similiter in festis quatuor beate Virginis; in festo beate Katherine, sancti Nycolai, beati Edmundi regis, sub pena statuti.

Item, dabit nisi bis ad potandum, scilicet semel in principio vestre determinacionis et semel in fine.

Item, determinabitis per totam Quadragesimam, nisi habueritis subdeterminatorem; quem si habueritis, determinabitis usque ad medium Quadragesime.

Item, non procedetis per villam ad invitandum societatem vestram sine serviente nacionis vel ejus famulo, nisi de consensu procuratis.

Item habetis memoriam de reddendo sallarium bedellis vestre nacionis.

Item si contingat alicui magistro, specialiter regenti injuriari quantum secundum Deum et justiciam poteritis, procurabitis emendam condignam fieri magistro, nec partem injuriantem directe vel indirecte favebitis.

Item dabit procuratori nacionis unum grossum thuronens. de sigillo usus suos, alias vos jurare non admittat.

Item vos jurabitis quod tenebitis statutum de modo legendi sine penna, videlicet sic ac si nullus scriberet coram vobis, sicut fiunt sermones in Universitate, et sicut legunt in aliis facultatibus legentes.

avant le commencement du Carême¹. Si, pour une cause raisonnable, un écolier ayant la permission de déterminer ne le fait pas cette année-là, il peut être reporté au Carême suivant² ou passer plus tard par faveur³.

Il faut déterminer sous un maître-régent, la Nation insiste, mais accorde de nombreuses dispenses. En 1370⁴, le maître Henricus de Hassia supplie l'assemblée en faveur de deux écoliers qui désirent déterminer sous lui, bien qu'il ne soit pas maître-régent, la Nation autorise et par la suite les exceptions sont fréquentes⁵.

On commence à déterminer la première semaine de Carême; l'examen n'a pas lieu un jour mais se continue plusieurs semaines⁶ d'après le statut de 1252, jusqu'au milieu du Carême; à partir de 1275⁷, pendant tout le Carême, à moins d'une légitime excuse pour abandonner ce travail.

Rashdall⁸ parle de la déterminance comme d'un fait important dans la vie de l'écolier. Elle a lieu rue du Fouarre, dans l'école du maître choisi; l'écolier porte « cappa et capucium » de même étoffe⁹. Les examinateurs pris dans la Nation doivent écouter l'argumentation et poser au moins une question sur chaque livre.

Si l'écolier est refusé, c'est dans l'intérêt des études et non par animosité contre un groupe ou un candidat¹⁰, mais aucune réclamation n'est admise contre la décision des examinateurs : maîtres et écoliers ont fait serment de l'accepter.

Le xv^e siècle voit une réforme complète de la déterminance. Deux statuts rapportés en 1461¹¹ expliquent en détail la nouvelle organisation des études ès-arts, de l'examen des bacheliers. Ils méritent d'être cités textuellement :

« A l'avenir nul ne pourra accéder à l'examen des bacheliers, s'il n'a fait sans interruption ses études ès-arts, à Paris,

1. Statut de 1252. — C., I, 230. — 2. A., II, 3, 4, 647. — 3. A., III, 142. — 4. A., I, 375. — 5. A., I, 392, 714. — A., II, 60. — 6. A., I, 280. — 7. C., I, 531. — 8. RASHDALL, *op. cit.*, I, 447. — 9. Statut de 1252. — C., I, 230 et A., I, 601, note 3. — 10. C., I, 672.

11. A., II, 936, 937. — Extraits du *Liber Receptoris*.

depuis la St-Rémy de l'année précédente, ou depuis le double de ce temps dans une autre Université... Chaque année aux environs de la St-Rémy, le procureur réunira la Nation et inscrira publiquement sur le registre le nom des écoliers voulant suivre les cours ès-arts. Cette inscription servira de preuve. Après cette réunion nul ne pourra être inscrit pour les cours de cette année.

« Chaque année avant l'ouverture de l'examen tous les candidats bacheliers seront présentés à la Nation réunie, on leur lira les statuts et ils prouveront leur scholarité par le registre. Si les maîtres connaissent un candidat indigne, déficient, ou qui ne remplit pas les conditions exigées, ils le déclareront sous serment, et le procureur le retranchera de l'examen. N'y seront admis que ceux présentés ainsi par la Nation.

« L'examen sera sérieux et fait avec soin. Chaque examinateur interrogera en grammaire et logique; pour les livres de Porphyre et d'Aristote, il y aura au moins une question sur chaque livre.

« L'examen aussitôt fini, le procureur seul s'enquerra près des examinateurs de la suffisance de chaque candidat et réunira le vœu des quatre examinateurs au sujet de l'admission ou du refus de chacun. Si trois ou quatre sont pour l'admission, il inscrira le candidat comme reçu, si deux ou davantage estiment par deux fois qu'un candidat doit être écarté, il le sera.

« Le procureur écrira fidèlement les noms des reçus et la liste signée des examinateurs, close et scellée par le procureur afin de ne pouvoir être ouverte, sera donnée en garde à un des examinateurs jusqu'à ce qu'on puisse procéder à la taxation des bourses.

« Les candidats bacheliers seront alors convoqués. En leur présence, le bodeau ouvrira la liste et lira publiquement les noms des reçus... qui jureront au procureur les serments accoutumés et seront inscrits sur le registre de la Nation.

« Afin que les examinateurs puissent exprimer librement

leur vœu, ils sont tenus ainsi que le procureur et les bedeaux de ne révéler à personne ce qui s'est passé pour l'admission ou le refus des candidats, sous peine de parjure et d'exclusion de la Nation. »

Tels sont les termes mêmes du statut, l'on ne peut donner explication plus claire du fonctionnement de la détermination, et il n'est pas besoin de souligner davantage l'intérêt de ce texte. Nous sommes sans doute ici en présence d'une réforme qui s'est faite insensiblement et s'est cristallisée dans le statut de 1460.

Après la détermination, l'écolier qui poursuit ses études pour obtenir un grade plus élevé, continue à suivre les leçons des maîtres et commence à enseigner. Ses leçons, obligatoirement « *lectiones cursoriae* » sont réglementées par le statut de 1275¹ : « Aucun bachelier n'a la permission d'expliquer un livre avant de jurer qu'il en a lui-même entendu le commentaire au moins une fois à Paris, ou deux fois ailleurs » et avant d'avoir juré obéissance au Recteur et au procureur

Les bacheliers ont aussi certaines obligations dont le deuxième statut de 1252² donne le détail : le nouveau bachelier devra porter certains vêtements distinctifs, aller aux assemblées de la Nation, assister à la messe et aux vêpres les jours requis ou payer l'amende³, s'acquitter de ses dettes envers la Nation, observer fidèlement les statuts qui règlent l'organisation des études.

Le procureur transcrit dans le *Liber Procuratorum* le nom des déterminants et celui du maître sous lequel ils déterminent suivis du montant des bourses. qu'il doit payer au receveur. Chaque année il y a plus de déterminants que de licenciés, leur nombre croît jusqu'à 39 en 1358, 42 en 1365, et 40 en 1403⁵.

Il n'est pas rare que des écoliers inscrits dans une autre Université viennent à Paris continuer ou achever leurs études.

1. C., I, 531. — 2. Statut du 16 février 1252. — C., I, 230. — 3. A., I, 16.
— 4. La « bourse » est définie *infra*. — 5. A., I, *Memorabilia*, xxx.

La plupart ont déjà obtenu le grade de bachelier. En 1333, Thomas Bray et W. de Canteburgia sont réputés déterminants parce qu'ils ont déterminé en Angleterre¹. En 1375, Lambertus de Gebria est admis à l'examen, après avoir déterminé ailleurs². En 1376, Johannes de Moguntia et Thomas de Ungaria sont considérés comme bacheliers de Prague³. En 1396, un bachelier de Prague et un autre de Cologne sont reçus dans la Nation⁴. Les cas étant de plus en plus nombreux, la Nation décide en 1399⁵ que pour être admis à l'examen, le candidat qui a déjà obtenu ce grade ailleurs, doit faire au procureur le même serment que les bacheliers.

Le statut de 1460⁶ dit que celui qui se prétend bachelier d'une autre Université, en assemblée plénière de la Nation, fera foi de son titre, par lettres patentes du studium où il a été gradué ou par deux maîtres de Paris. Ce « studium solenne » aura au moins six maîtres-régents ès-arts. En 1477⁷, un nouveau statut confirme ces dispositions, décident en outre que chaque année la veille de la Purification, le procureur réunira les candidats, et examinera leurs requêtes. Après cette date, nul n'est admis à obtenir le grade jusqu'à l'année suivante.

La Faculté des Arts et la Nation ne délivrent pas de diplôme. Pour prouver son savoir, le déterminant peut recevoir de la Nation des lettres testimoniales « litteras testimoniales » approuvées par l'assemblée générale des maîtres et scellées par le procureur. La pratique s'en répand au XIV^e siècle et l'*Auctarium* signale fréquemment les demandes de lettres testimoniales adressées par les suppôts à l'assemblée⁸.

1. *A.*, I, 17. — 2. *A.*, I, 467. — 3. *A.*, I 497. — 4. *A.*, I, 716. — 5. *A.*, I, 797. — 6. *A.*, II, 339. — 7. *A.*, III, 356.

8. *A.*, I, 181, 208, 398, 471, 904. — *A.*, II, 54, 196, 278, 279. — *A.*, II, 222. La Nation certifie même par « litteras certificatorias » la filiation d'un maître, celui-ci doit se rendre dans son pays, et prouver sa filiation pour hériter de son père qui vient de mourir, cas très particulier qui mérite d'être signalé.



La Sous-déterminance.

A côté des noms des déterminants, le *Liber Procuratorum* mentionne parfois ceux des *sous-déterminants*. Peu de textes nous renseignent sur eux, et encore faut-il les interpréter, y suppléer même pour reconstituer l'organisation et le fonctionnement de cette institution. Le statut de la Faculté des Arts de 1275¹ parle pour la première fois de sous-déterminance, se bornant à dire que le candidat bachelier détermine pendant tout le carême, « à moins qu'il ne soit remplacé par un sous-déterminant à partir de la Mi-Carême ». Aussi la définition du P. Denifle² est-elle tout à fait exacte : « le sous-déterminant est le remplaçant du déterminant ». Thurot³ et Gray Cowan Boyce⁴ l'adoptent également.

De ce premier texte nous ne pouvons tirer aucune conclusion quant à la date d'apparition de ce système. Mais à cette époque la sous-déterminance est déjà familière puisque ces renseignements peu explicites pour nous, suffisent aux supposés de la Faculté des Arts.

Le serment⁵ en usage dans la Nation Anglaise du milieu du xiv^e siècle établit que les conditions d'admission à la sous-déterminance sont les mêmes que celles requises pour déterminer⁶ et précise deux points. Il résulte du

1. C., I, 531.

2. C., II, 674 (5) note 1. « Subdeterminator fuit vicarius determinatoris. Tantum modo ille, ejus bursa septimanalis propter paupertatem erat parva seu exigua subdeterminator esse potuit. Incipiebat determinare in media Quadragesima et hunc principalis determinator liber erat. »

3. THUROT, *op. cit.*, 44. — 4. GRAY COWAN BOYCE, *op. cit.*, 96.

5. C., II, 674. — Cum precedentibus jurabitis, exceptis juramentis de solutione pecunie et de determinando per totam Quadragesimam.

Primo, jurabitis quod anno determinationis vestre nec de proprio nec de quocumque alio plus quam sexdecim denarios in septimana potestis expendere secundum vestram facultatem.

Item, incipietis determinare sub principali determinatore vestro a medio Quadragesime, postquam dimiseret idem determinator principalis, et continuabitis vestram determinationem per residuum Quadragesimo ».

6. Voir *infra*.

premier point que le sous-déterminant est un étudiant pauvre dont la bourse¹ ne dépasse pas 16 deniers par semaine. La seconde partie du serment nous apprend que le sous-déterminant commence à déterminer à la Mi-Carême sous la direction du déterminant. Ce dernier parti, il continue ses disputes jusqu'à Pâques.

Pour être sous-déterminant, il faut donc être dans l'impossibilité de payer la bourse requise pour la détermination². Il faut aussi être autorisé par l'assemblée de la Nation³ et prêter serment au procureur. Puis l'on s'initie quelques jours près du déterminant que l'on doit remplacer, et jusqu'à Pâques l'on détermine à sa place.

En 1374, vraisemblablement à la suite de difficultés, une proposition de statut est faite à l'assemblée du 10 mars⁴. La Nation discute longuement et le 25 avril⁵ le statut est adopté « pour être appliqué perpétuellement sans modifications ». Au début du Carême l'écolier qui voudra sous-déterminer, jurera le *statutum paupertatis*⁶ et devant l'assemblée de la Nation déclarera son intention de sous-déterminer cette année même, il ne commencera pas à déterminer avant la Mi-Carême. Toute dispense est interdite, mais en 1407⁷ la Nation accepte comme sous-déterminants deux écoliers qui ne jurent pas le *statutum paupertatis*, et en 1415⁸ autorise un écolier qui a besoin de se rendre dans son pays, à déterminer plus tard. La Nation n'est pas intransigeante, comme

1. La bourse est définie dans le serment des déterminants, *C.*, II, 673; — c'est la somme que l'écolier dépense pour son entretien, déduction faite du loyer de sa chambre et du salaire de son domestique. « *Dictis quantitatem bursae vestrae, fideliter sine dolo, computando omnia ordinariae consumpta et exposita in bursa, dumtaxat locagio, hospitii et salario famuli exclusis.* »

2. *A.*, I, 71. — THUROT, *op. cit.*, 45. — GRAY COWAN BOYCE, *op. cit.*, 97.

3. *A.*, I, 702. — Autorisation que nous pensons nécessaire dès cette époque.

4. *A.*, I, 448. — 5. *A.*, I, 452.

6. Les écoliers pauvres dont les bourses sont à peine suffisantes pour vivre affirment sous la foi du serment leur « état de pauvreté », et sont dispensés par la Nation des bourses requises pour l'accession aux grades. Voir *Infra*, chap. « Finances de la Nation ».

7. *A.*, II, 7. — 8. *A.*, II, 191.

toujours elle examine attentivement le cas qui lui est soumis, et si les raisons données lui semblent sérieuses, elle accorde satisfaction à son suppôt.

Nous ne savons rien de plus au sujet de la sous-déterminance. A-t-elle les mêmes statuts que la déterminance? et est-ce pour cela que l'*Auctarium* ne les mentionne pas? Procure-t-elle au sous-déterminant les mêmes avantages que la déterminance? Cela est vraisemblable, mais aucun texte n'autorise de telles affirmations.

Nous pensons que la sous-déterminance qui apparaît dans la seconde moitié du xiv^e siècle permet à l'écolier pauvre de déterminer même s'il ne peut payer les bourses requises. Remplaçant un déterminant auquel il rend service, il reçoit vraisemblablement de lui quelque argent et pour ses études en tire les mêmes avantages.

Le *Liber Procuratorum* montre que cette institution qui fonctionne normalement au xiv^e siècle, perd toute son importance au xv^e siècle où les listes accusent chaque année un nombre décroissant de sous-déterminants.

*
* *

La Licence.

Etymologiquement le mot *licence* signifie autorisation. Il est la traduction et l'abréviation de l'expression *licencia docendi*, autorisation d'enseigner, accordée par l'Eglise. Jusqu'au xiii^e siècle, les écoliers de Paris peuvent obtenir en même temps déterminance et licence. C'est à cette époque que le légat Robert de Courson, venu réformer l'Université, exige des bacheliers un stage de quelques mois d'enseignement avant de recevoir la licence qui confère le pouvoir d'enseigner. Peu à peu la licence donne lieu à de nouvelles études, plus approfondies que celles de la déterminance et devient un véritable examen. Elle se passe devant le chan-

celier de Notre-Dame ou devant celui de Sainte-Geneviève qui, l'un et l'autre, peuvent l'accorder¹.

Nous n'avons retrouvé aucun statut permettant d'établir l'existence de règles pour envoyer les candidats ici ou là. Chaque Nation paraît avoir agi selon ses préférences. Toutefois il est interdit à qui s'est présenté sans succès à l'examen de Sainte-Geneviève d'affronter celui de Notre-Dame avant l'année suivante².

Au xiv^e siècle, une grande partie des licenciés de la Nation Anglaise vont à Notre-Dame. Parfois même les candidats obtiennent la licence aux deux endroits³. Mais en 1382⁴, maîtres et chancelier ne sont pas d'accord, et on interdit aux écoliers d'aller à l'examen de Notre-Dame. S'ils veulent y aller, le procureur ne reçoit pas leurs bourses et ils ne peuvent devenir maîtres de la Nation. En 1425⁵, on retrouve la même interdiction. Au xv^e siècle, le Grand Schisme divise l'Église, les maîtres anglais fidèles au Pape romain refusent de reconnaître le chancelier de Notre-Dame nommé par celui d'Avignon, et envoient leurs écoliers à l'examen de Sainte-Geneviève. Ils en viennent même à ne plus connaître que cet examen. En 1442⁶, un procureur de la Nation écrit qu'il envoie les candidats à « l'examen de Sainte-Geneviève qui est l'examen de la Faculté des Arts ». Et en 1470 on peut lire : « La Nation veut que ses écoliers soient autorisés par leurs maîtres à subir l'examen de Sainte-Geneviève. »

Ces relations tendues sont-elles attribuables à l'organisation de l'examen de Notre-Dame, c'est possible. Le système semble plus sujet à querelles que celui de Sainte-Geneviève. A Notre-Dame, la licence dépend complètement du chancelier de Notre-Dame de Paris et de quatre examinateurs élus par lui dans les Nations. A Sainte-Geneviève, si le premier

1. Ces bacheliers peuvent passer la licence soit à Notre-Dame : « examen inferius » soit à Sainte-Geneviève « examen superius » — Le premier exemple de cette expression se trouve dans un statut de la Faculté des Arts de 1279 — *C.*, I, 570.

2. *C.*, II, 678, Cf. *infra*. — 3. *A.*, I, 47. — 4. *A.*, I, 619. — 5. *A.*, II, 317. — 6. *A.*, II, 728.

examen dépend aussi du chancelier et de quatre examinateurs de son choix, pour le second chaque Nation nomme ses examinateurs. En entrant en fonction, le chancelier de Sainte-Geneviève jure¹ d'ouvrir l'examen au moins une fois chaque année; de n'y admettre que les bacheliers capables et pouvant prouver qu'ils ont satisfait aux examens — réponse et déterminance — et suivi assidument les cours; d'accueillir favorablement les examinateurs élus par la Faculté des Arts pour les examiner, et de n'intervenir en aucune façon dans l'examen. De plus, un sous-chancelier chargé de le seconder et en cas d'absence prête le même serment² et celui d'exercer fidèlement sa charge.

1. *C.*, II, 675. « Primo, jurabitis quod quolibet anno ad minus semel aperietis aut aperiri facietis vestrum temptamen vocatis quatuor magistris de quatuor nationibus, videlicet Francie, Picardie, Normannie et Anglie, prius juratis in presentia facultatis, quod dignos bacalarios ejusdem facultatis ad examen admittent, repellendo indignos quosque per alterum dictorum magistrorum; Finito dicto temptamine et omnibus (qui se presentabunt cum cedulis suorum magistrorum quarum nationum certificatoriis de determinantia eorumdem et responsionibus atque auditione omnium librorum ad vestrum temptamen requisitorum) auditis et temptatis et secundum depositionem dictorum iij magistrorum ordinatis, facietis prefatos bacalarios dicte facultatis sic dignos reputatos evocari ad examen ejusdem facultatis juxta morem consuetum.

« Item quod dictos bacalarios sic vocatos et per facultatem receptos recipietis, dum vobis presentabuntur ad examen per rectorem Universitatis. Recipietis etiam examinadores pro examinando eos per eandem facultatem electos, eisdem assignando locum examinationis. Nec quocumque modo vos interponetis de examinando dictos bacalarios, nec aliquem substituetis ad eos examinandum.

« Item jurabitis quod pro auditione aut examine licentia prandio, pena, labore, lectione assignanda aut locis assignandis seu alia quacumque causa licentiam tangente nichil exigetis aut recipietis per vos aut per alium, directe aut indirecte a dictis bacalariis dicte facultatis, etiam si voluntarie offerrent fraude qualibet seu glosa quacumque remota. Permittimus tamen quod dicti bacalarii pro straminibus vel herba clerico vestro aut alteri servitori sola vice dare possunt iij solidos parisiens.

« Item hoc eadem juramenta facietis jurare vestro subcancellario in presentia dicte facultatis, quem capietis magistrum in theologia ».

2. *C.*, II, 676. « Modus tenendus in examine Sancte Genovefe ».

Primo (cancellarius) in absentia (a) unum alium solet eligere subcancellarium et consequenter antequam ille subcancellarius utatur officio, cancellarius eum debet presentare in facultate artium qui subcancellarius novus in presentia facultatis in manuum cancellarii habet jurare fideliter exercere officium dignos admittendo et indignos repellendo secundum merita personarum et

Le chancelier de Notre-Dame prête-t-il un serment semblable? Probablement, mais nous n'en avons pas le texte.

Malgré tout, l'entente ne fut pas toujours parfaite entre Sainte-Geneviève et la Nation. En 1370¹, les maîtres accusent le chancelier de Sainte-Geneviève de ne pas accorder la licence aux candidats qui, selon la teneur des bulles et le témoignage des examinateurs, la méritent et de favoriser la Nation de France. La cause exacte de la discorde n'est pas connue; elle dure fort longtemps et finalement est soumise au Pape². En vain la Nation Anglaise essaye-t-elle en 1370³ d'établir une sorte de société pour les obsèques des défunts des deux Nations, la querelle s'envenime, et en 1376⁴ la Nation de France refuse d'admettre à l'examen de Sainte-Geneviève les écoliers de la Nation Anglaise qui ont déterminé ailleurs qu'à Paris. Pendant plusieurs années la situation reste la même. En 1378⁵, une pétition est envoyée à l'empereur Charles IV afin « qu'il daigne écrire pour la Nation au Saint-Siège et que cesse cette oppression de l'examen de Sainte-Geneviève » : les suppôts de la Nation doivent être traités selon le mérite de leur personne. Sur ces entrefaites le Schisme se produit; en 1382, la Nation Anglaise, la Nation Picarde et la Nation Normande soutenues par le chancelier de Sainte-Geneviève, ferment l'examen à la Nation de France et choisissent un examinateur pour elle. Trente-quatre écoliers de cette Nation ne peuvent recevoir la licence. Celle-ci en appelle au Parlement qui, le 12 juillet, reconnaît les droits de la Nation de France. La Nation Anglaise a grand-peine à freiner l'ardeur de ses suppôts et à empêcher les voies de fait⁶. Il est intéressant de noter comment cette querelle commencée par un désac-

deposiciones magistrorum examinatorum consequenter quando subcancellarius vult suo officio uti in examine, ipse in qualibet audicione ad minus semel quando tempus habet oportunitatem ipse debet ire ad cameram et a bachalariis recipere juramenta in hoc libro contenta secundum moderaciones ibidem positas ».

1. *A.*, I, 352 et *Memorabilia*. — 2. *A.*, I, 352 et ss. 375. — 3. *A.*, I, 362. — 4. *A.*, I, 488 et ss.

5. *A.*, I, 529. — 6. *A.*, I, 624.

cord entre la Nation et le chancelier, devient une guerre sourde entre Nations qui cherchent à se venger les unes des autres. L'arrêt du Parlement ramène la paix, et l'entente semble meilleure par la suite.

Les bacheliers de la Nation Anglaise-Allemande étant donc en majorité licenciés à Sainte-Geneviève, c'est à la description de cet examen que nous nous attachons.

Quelles sont tout d'abord les conditions d'admission? Bien que primitivement la détermination n'ait pas été requise pour obtenir la licence du chancelier et que par la suite elles aient été accordées à la même époque, au milieu du ^{xiii}^e siècle, aucun écolier de la Nation Anglaise ne peut accéder à la maîtrise sans avoir déterminé¹, et l'écolier devra justifier de son titre de bachelier par lettres testimoniales ou par témoins.

Il n'est pas du reste nécessaire d'avoir déterminé à Paris. Venu à l'Université de Paris pour y poursuivre ses études, le bachelier qui a déterminé dans une autre Université « *studium generale* » fait reconnaître son titre². C'est en 1446³ seulement que nous trouvons à ce sujet une véritable réglementation. La Nation Allemande statue que « les bacheliers des autres Universités qui désirent être maîtres ès-arts à Paris, seront spécialement convoqués pour justifier de leur grade et demanderont leur admission avant la Purification. De cette date à la fin de l'année ils résideront de façon continue à Paris et suivront les cours, les disputes et autres exercices requis pour les études ès-arts ».

De plus, le candidat doit avoir vingt et un ans, n'être pas marié ou n'avoir pas fait vœu de profession dans un ordre religieux⁴. Il doit au moins avoir fait trois années d'études dans la Faculté des Arts. Nous savons que dès le ^{xiii}^e siècle Robert de Courson réclame des bacheliers un stage de

1. *C.*, I, 230 — 16 février 1252. Nous notons toutefois une exception *A.*, I, 343, 345.

2. *A.*, I, 701-716. — 3. *A.*, II, 660.

4. Serment prêté à Sainte-Geneviève, *C.*, II, 678.

quelques mois avant de pouvoir obtenir la licence, pour leur permettre de se perfectionner et d'acquérir de l'expérience. Cette coutume fut, semble-t-il, toujours observée. Un texte de 1447¹ dit que « selon les statuts de la Nation, nul ne peut être bachelier et maître dans la même année ». D'après les listes du *Liber Procuratorum*, ce délai est de pratique courante. Le P. Denifle signale² quelques cas d'intervalles plus longs entre la déterminance et la licence. Joh. Ubach détermine en 1352 et est licencié en 1385. « Couramment, ajoute-t-il, deux ou trois années sont laissées entre les deux grades. »

L'écolier qui veut obtenir la licence, prête de nombreux serments. C'est le moment le plus grave de ses études : d'écolier il va devenir maître et avant de le laisser se présenter à la licence, il faut s'assurer de sa bonne foi, et de sa fidélité.

Il vient tout d'abord devant la Nation promettre³ de servir de son mieux les intérêts du corps, d'obéir à ses statuts et à ceux de la Faculté des Arts, de défendre le maître régent qui serait injurié. Le candidat qui ne se présente pas devant le procureur pour prêter ce serment, ne peut passer l'examen; il est inscrit d'office pour la session suivante⁵.

L'écolier se présente ensuite devant la Faculté des Arts,

1. *A.*, II, 693. — 2. *A.*, I, *Memorabilia*, xxxi.

3. *A.*, I, 580 et *C.* II, 675. « Primo jurabitis quod in licitis et honestis obedietis rectori et procuratori nacionis ad quencumque statum deveneritis.

« Item quod servabitis statum et libertatem vestre nacionis ut melius poteritis, ubi, quando, quotiens, quantum, qualitercumque fuerit oportunum.

« Item quod servabitis statuta et ordinationes facultatis artium et specialiter nacionis vestre juxta totum posse et nosse vestrum sine dolo.

« Item solvetis receptori nacionis integre 5 bursas, omni fraude et dolo postpositis antequam legeritis lectionem in aula.

« Item si contingat alicui magistro specialiter regenti, injuriam quantum secundum Deum et justitiam poteritis, procurabitis emendam condignam fieri magistro, nec partem injuriantem directe vel indirecte fovebitis.

« Item habebitis memoriam de reddendo sallarium bedellis vestre nacionis. »

5. *A.*, I, 82.

il jûre¹ de ne rien donner au chancelier, sous-chancelier, examinateurs ou domestiques, si ce n'est une faible redevance pour la paille qui jonche le sol, de dénoncer dans les 15 jours ceux qui enfreignent cet article, de choisir en toute liberté un maître-régent, le plus souvent celui sous lequel il a déterminé, et de ne se laisser influencer par aucun arrangement pécuniaire.

C'est alors que le candidat se présente à Sainte-Geneviève pour y subir le premier examen devant le chancelier et les quatre examinateurs choisis par lui dans les Nations. Il prête au chancelier un long serment² qui règle tous les détails de l'examen : les livres qu'il a dû étudier et com-

1. *C.*, II, 677. « Primo jurabitis quod nichil dedistis, promisistis, dari seu promiti fecistis, nec dabit in futurum quecumque cancellario S. Genovefe vel ejus subcancellario, examinatore dicti cancellarii clerico vel alteri suo familiari pro auditione, licentia, examine, prandio, pena, labore, lectione assignanda, vel etiam recipienda, seu quacumque alia causa vestram licenciam tangente, nisi dumtaxat duos solidos pro straminibus vel herba quos dare vobis dumtaxat permittimos sola vice.

« Item quod magistrum vestre nacionis regentem, vel alterius nacionis, si fueritis positi sub altera, eligetis secundum libitum vestre voluntatis et quod propter metum, preces, exhortationem seu quam vis aliam inductionem cancellarii, subcancellarii, examinerum seu cujuscumque alterius illum magistrum quem eligere proposuistis, non mutabitis.

« Item, si a vobis vel aliquo vestrum, vel ab altero pro vobis, vobis scientibus, peteretur pecunia ab aliquo, vel per aliquem superius prohibitum, videlicet cancellarium, subcancellarium examinerum, eorum familiares seu alterius familiarem seu alterum pro ipsis, aut altero ipsorum, hoc rectori et procuratori vestre nacionis dicetis infra quindecim dies, postquam fuerit petita. »

2. *C.*, II., 678. « Primo quod audivitis Priscianum majorem semel ordinarie et bis cursorie, vel e contra (De isto dispensatur).

« Item quod audivistis veterem artem, scilicet librum Porphyrii et Predicamentorum et Peryarminias semel ordinarie et bis cursorie vel e contra (De isto dispensatur in parte et non in toto)...

« Item, quod audivistis Priora et Posteriora semel ordinarie et bis cursorie, vel e contra (De isto dispensatur sicut in precedenti).

« Item quod audivistis parva logicalia scilicet librum sex principiorum, Thopica Boetii, Divisiones Boetii, Priscianum de accentu et Barbarismum (Dispensatur).

« Item, quod audivistis librum Phisicorum de celo, de Generatione Meteororum, de Anima et parvos libros naturales (Non dispensatur).

« Item, quod audevistis librum Ethiquorum ad minus quatuor libros (Non dispensatur).

« Item, quod audivistis Boecium de consolatione (Dispensatur).

« Item, Quod audivistis centum lectiones de Mathematica ad minus (istud

menter, les conditions relatives à l'admission, etc... On lui fait savoir le jour de son examen et les matières sur lesquelles il portera. Tous les candidats viennent ainsi devant le chancelier et les examinateurs, qui dressent la liste de ceux qui sont appelés à poursuivre¹.

La seconde partie de l'examen se compose de leçons faites par les candidats dans l'ordre où ils sont appelés, un pour chaque Nation. Si quelque bachelier d'une Nation manque, on complète par celui d'une autre Nation et l'on déclare fictivement qu'il appartient à cette Nation².

per facultatem sic est interpretatum quod sufficit audivisse unum librum totalem mathematice)...

« Item, quod determinavistis vel subdeterminavistis Parisius vel in alio studio generali duodecim magistrorum actu regencium (Propter studia generalia noviter fundata in quibus quandoque non est multitudo magistrorum fuit per facultatem iste numerus reductus ad numerum sex magistrorum).

« Item, quod bis respondistis in vico de questione in scolis publicis pluribus magistris supervenientibus arguentibus et replicantibus Parisius vel in studio generali sicut est superius expressum (Reductus est numerus ad sex sicut in articulo precedenti).

« Item, quod pro licentia habenda aut pro laudabili deposicione seu pro vestra expeditione vel pro loco in examine obtinendo alicui examinatorum vel cuique alteri nihil dedistis, nec promisistis, per vos vel alium directe vel indirecte nec ita fieri innuetis.

« Item, si contingat vos ab examine repelli, vos alicui examinatorum vel alicui alteri non inferetis dampna, obprobria lesiones vel malum aliquod per vos per alium, directe vel indirecte, nec ita fieri innuetis.

« Item, quod nod non fuistis repulsi ab hoc examine, nec eciam ab examine inferiori (sc. Nostrae Dominae) anno jam completo lapso et si contingat vos ab hoc examine repelli, vos non intrabitis istud examen, nec eciam examen inferius, donec anni circulus revolvatur.

« Item, quod attingeritis vicesimum primum annum etatis vestre (Non dispensatur).

« Item quod studuistis Parisius in facultate artium per tres annos (Per facultatem fuit interpretatum quod istud intelligitur absque gramatica et quod sufficit fuisse per dos annos complete et attingere tertium).

« Item, quod non estis matrimonialiter conjuncti, nec in aliquo ordine votum professionis emisistis.

« Item, quod non presentabitis vel audiri procurabitis aliquem bachelarium per jurum vel infamem vel insufficientem ad disputandum vel determinandi actum exercendum, sed solum illum presentabitis seu audiri procurabitis, de cujus sufficiencia et indoneitate, sufficienter inquisieritis et super inquisitione facta meram referetis cancellario veritatem. »

1. C., II, 679.

2. C., II, 19 note. « Item quod in uno mense non examinabitis nisi sedecim scolares tantum, videlicet in qualibet auditione octo, scilicet tres Gallicos

Comme à la détermination le candidat peut être interrompu, questionné. Rasdhall¹ dit que ces leçons sont faites à « la manière des maîtres enseignant dans les écoles et sur différentes parties des textes ». Elles sont la preuve que le futur maître sera capable d'enseigner.

Avant de recevoir la licence on prête au chancelier un nouveau serment², qui règle la vie du jeune maître et les rapports futurs qu'il pourra avoir avec Sainte-Geneviève. On s'engage à enseigner deux ans et à disputer 40 jours sans dispense, si l'on devient maître dans la Faculté des Arts; à donner de fidèles témoignages au chancelier lorsqu'il s'informera des candidats à la licence; de ne pas faire de dépenses excessives lorsqu'on accédera à la maîtrise et de maintenir toujours la bonne entente entre les Artistes, les Théologiens, le Clergé séculier et le Clergé régulier.

Ces serments étant prêtés, « les bacheliers posent la main sur l'Évangile tenu par le sous-chancelier et disent : « Je le jure ». Puis ils s'agenouillent devant le sous-chancelier qui, tête découverte, dit : « Et moi, par l'autorité que les Apôtres Pierre et Paul m'ont transmise, je vous donne la permission de commenter, d'enseigner de disputer et de déterminer, et de faire tous les exercices d'écoliers et de maîtres dans la Faculté des Arts, à Paris et sur toute la terre. Au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit. Ainsi-soit-il³ ».

aut *Galllicos*, duos *Picardos* vel *Picardizatos*, duos *Normannos* aut *Nor-mannizatos* et unum *Anglicum* aut etiam *Anglicatum*. » — DUBOULAY, III, 484. — Arch. Univers. Paris. Reg. 3. Fol. 58 b.

1. RASDHALL, *op. cit.*, I., 449.

2. C., II, 679. « Primo, si contingat vos incipere in artium facultate vos legetis per duos annos continue et disputabitis per quadraginta dies, nisi per nos vobiscum fuerit dispensatum.

« Item, quod fidele testimonium perhibebitis de bachalariis licentiandis quotienscūque per cancellarium vel subcancellarium fueritis requisiti.

« Item, quod servabitis honorem et libertatem cancellarii cancellarie ecclesie Sancte Genovefe.

« Item, si contingat vos incipere in artium facultate vos non expenditis in festo vestro ultra summam trium milium grossorum turonencium.

« Item, quod servabitis concordiam et pacem firmam inter theologos et artistas, religiosos et seculares. »

3. C., II., 679. « Juramentis illis recitatis ipsi bachalarii debent manum

Si nous reprenons les statuts et les textes qui nous permettent de faire revivre l'examen de Sainte-Geneviève nous remarquons que « tous insistent sur la gratuité de la licence comme sur un article que l'on a extrêmement à cœur¹ ».

D'après Périès², « le pouvoir de donner la licence très raisonnable, ne tarda pas à dégénérer en source de profits simoniaques Il fallut décrets, ordonnances des Papes, conciles, pour que les chanceliers se décident à ne pas monnayer un pouvoir qu'ils détenaient seuls. C'est pourquoi les textes de la fin du XIII^e siècle et ceux du XIV^e siècle se montrent si sévères sur ce point.

Que faut-il entendre, du reste, par gratuité de la licence? Que le service du chancelier et des examinateurs est gratuit, qu'il leur est défendu non seulement de rien exiger, mais de rien recevoir des candidats de quelque façon que ce soit. Ce qui, bien entendu, n'exclut pas les bourses payées au receveur de la Nation pour pouvoir se présenter à l'examen, le salaire du bedeau et une faible redevance de 4 sous parisis pour la paille et l'herbe que l'on a coutume d'étendre sur le sol des salles d'examens et des écoles. C'est ainsi assurer l'indépendance de tous et garantir la licence à ceux qui en sont dignes.

Comme pour la déterminance, aucune réclamation n'est admise contre les autorités de Sainte-Geneviève, et les candidats peuvent obtenir des lettres testimoniales prouvant le grade qu'ils ont obtenu³.

ponere et evangelia que tenebit subcancellarius et debent dicere : « Ita juro ». Juramenti sic prestitis ipsi bachalarii et debent se ponere ad genua et tunc subcancellarius capite discooperto debet dicere « Et ego auctoritate apostolorum Petri et Pauli in hac parte mihi commissa, do vobis licenciam legendi regendi, disputandi et determinandi ceterosque actus scholasticos seu magistrales exercendi in facultate artium Parisius et ubique terrarum. In nomine Patris, et Filii et Spiritus Sancti. Amen ».

« Quo facto recedere debent licentiati et subcancellarius debet se retrahere ad partem ante unum altare quod est juxta hostium chori ecclesie ante crucifixum et debet ibidem expectare donec veniant bachalarii ad regratiandum sibi. Et in hoc completur actus ».

1. CREVIER, *op. cit.*, II, 117. — 2. PERIÈS, *op. cit.*, p. 30

3. A., I, 398.



La Maîtrise

Pour devenir maître, le licencié doit se faire agréer dans la Faculté des Arts par un acte solennel *l'inceptio*.

Les maîtres forment une corporation qui a ses droits et ses privilèges défendus avec soin, et pour en faire partie le nouveau licencié doit obtenir l'assentiment de tous. C'est pourquoi, accompagné de bedeau de sa Nation, il parcourt les écoles et demande aux maîtres de chaque Nation s'ils l'agrément : agrément qui s'appelle le « placet¹ ».

Lorsqu'il est accepté, le licencié prête serment et, au jour fixé, reçoit les insignes de la maîtrise²; puis il fait sa leçon inaugurale. Toutes ces formalités et cérémonies présidées par le maître avec lequel on a passé la licence³ forment l'inceptio, qui marque solennellement l'entrée du licencié dans ses nouvelles fonctions de maître par l'investiture de sa charge.

Le *Liber Procuratorum* nous donne fort peu de renseignements sur cette inceptio; nous y trouvons surtout les noms de ceux qui accèdent à la maîtrise, et le *Chartularium* nous rapporte les serments prêtés par les nouveaux maîtres.

Dans les listes de l'*Auctarium* on constate qu'entre la licence et l'inceptio le temps est très variable. De nombreuses listes de licenciés et de nouveaux maîtres suivent et concordent, permettant d'affirmer qu'en général on accède à la maîtrise aussitôt après la licence⁴. Il arrive qu'un

1. THUROT, *op. cit.*, p. 60 note 2, donne l'étymologie de l'expression : « ad petendum licenciari a magistris Facultatis Artium ut moris est si inceptio sua eis *placeret* ».

2. Le plus important est la « birette » ou bonnet que l'on impose au nouveau maître. Parfois même le terme « biretari » désigne l'inceptio (*A.*, III, 394).

3. *A.*, I, 826, 827. — 4. *A.*, I, 880, 901, *A.*, II, 208, 209, 279, 691, 692, 744, 745, 763, 765. Au xv^e siècle (*A.* III), la concordance est moins régulière.

candidat pressé fasse tout dans la même journée¹, ou pendant la même procure², mais on en trouve qui deviennent maîtres beaucoup plus tard, après des années; le P. Denifle³ donne quelques exemples types : Aldolfus de Angermont, licencié en 1333, accède en 1352 à la maîtrise; Johannes Gray Scotus laisse passer dix-huit ans... etc...

Le licencié qui va devenir maître, fait serment au procureur de la Nation⁴ de respecter les privilèges, statuts, droits, libertés et louables coutumes de l'Université et de ne pas en révéler les secrets. Pour la Nation Anglaise c'est le statut de 1252⁵ qui donne les règles de l'inceptio. Il prévoit l'habillement des nouveaux maîtres, la « cappa rotunda » et le « paleum »; la cape doit être neuve, sauf pour les pauvres dont on exige seulement un habit décent⁶. Il requiert l'assistance aux assemblées, aux messes et services religieux de la Nation. Le candidat doit avoir étudié les Arts à Paris pendant six années, déterminé à Paris ou dans un « studium generale », et s'engager à ne présenter aucun bachelier indigne « dont l'avancement serait une opprobre pour la Nation ».

En 1278, la Faculté des Arts décide que nul licencié ne pourra devenir maître avant d'avoir prêté serment au Recteur. Ce serment que l'on retrouve dans le *Chartularium*⁷

1. *A.*, I, 145, — 2. *A.*, I, 520. — 3. *A.*, *Memorabilia*, xxxi.

4. *C.*, II, 681. « Vos jurabitis quod vos observabitis privilegia. statuta, jura libertates et consuetudines laudabiles Universitatis ad quemcumque statum devenieritis.

« Item, quod non revelabitis secreta Universitatis. »

5. *C.*, I, 230. — 6. *A.*, I, 271.

7. *C.*, II, 680.... « Vos jurabitis, quod vos legetis lectiones ordinarias in cappa rotunda.... etc.

« Item, jurabitis quod legetis per duos annos continue, nisi rationabilis causa intervenerit. Causam rationabilem tenetur quilibet probare publice coram examinadoribus, ut in privilegio *Servus Crucis* continuetur, alias incurrat excommunicationem.

« Item jurabitis quod libertates facultatis et consuetudines facultatis honestas et totius Universitatis privilegia defendetis ad quemcumque gradum devenieritis

« Item, vos jurabitis cappam novam rotundam et propriam non accommodatam, nec conductam neque alio quocumque simulato seu ficto colore

précise certains points. Le nouveau maître s'engage à enseigner deux années à Paris, à respecter les statuts concernant l'habillement, les assemblées, la doctrine d'Occam, les méthodes d'enseignement, etc....

En 1279, un décret de la Faculté des Arts¹ insiste de nouveau sans rien ajouter à cette réglementation et il semble que par la suite le système soit définitivement établi. Ce n'est qu'en 1461² que nous retrouvons, dans le *Liber Procuratorum*, un statut exigeant « plus de sévérité pour conférer les grades ». « Désormais, chaque année une assemblée plénière convoquée par le procureur, réunira tous les candidats à la maîtrise avant l'ouverture de l'examen. La Nation s'in-

acquisitam, de bono panno videlicet de bona bruneta nigra, vel de persico nigro, vel meliori alio nigro panno, si vobis placuerit que sit honorabilis ad portandum coram quibuscumque personis ad honorem totius Universitatis et specialiter facultatis artium et quod capucium hujusmodi cape sit satis amplum et longum forratumque minutis variis vel grossis novis.

« Item, vos jurabitis quod dicetis fideliter quantitatem burse vestre.

« Item (observabitis statutum quod) pro habendo congregationem generalem Universitatis rector non tenetur petere consensum a decano theologorum, sed solum ei denunciare, exponendo ei articulos voce tenus; et hoc potest facere rector per se ipsum vel per unum magistrum regentem in artibus.

« Item jurabitis quod in alio studio eum gradum in aliqua facultate non receperitis quem Parisiis meruistis optinere.

« Item, jurabitis quod statutum de habitibus portandis ad congregationes et disputationes observabitis.

« Item, jurabitis quod statuta facta per facultatem artium contra scientiam Okamicam observabitis, neque dictam scientiam Aristotelis, et sui commentatoris Averrois et aliorum commentatorum antiquorum et expositorum dicti Aristotelis, nisi in casibus qui sunt contra fidem.

« Item, observabitis statutum (contentum in altero predictorum duorum statutorum de scientia Okamica. scilicet) quod nullus magister bachelarius ac secularis sine licentia magistri disputationes tenentis arguat : quam licentiam sibi non liceat petere verbaliter, sed tantummodo significative reverenter.

« Item, non dabitis testimonium de aliquo scolari, nisi vobis juraverit quod intendit esse verus vester scolaris.

« Item vos jurabitis quod statutum ordinatum per facultatem artium de preposicione rectoris in actibus communibus Universitatis inviolabiliter observabitis ad quemcumque statum deveneritis.

« Item vos jurabitis quod observabitis statutum de modo legendi sine penna, videlicet si ac nullus scriberet coram vobis, sicut fiunt sermones in Universitate, et sicut legunt in aliis facultatibus legentes.

« Item jurabitis quod observabitis pacem et concordiam inter facultatem theologorum et artistarum. »

1. C., I, 576. — 2. A., II, 939.

formera de leur baccalauréat, de la continuation de leurs études, de la discipline de leurs mœurs et de tout ce qui concerne leur situation. Après quoi, ils seront admis ou non à l'examen. »

*
* *

La Régence.

Ainsi tout un ensemble de cérémonies et de formalités font entrer ceux qui ont obtenu l'autorisation d'enseigner, dans la corporation des maîtres.

Tous ceux qui accèdent à la maîtrise ne demeurent pas dans la Nation. Pour la plupart d'entre eux, nous ne savons rien d'autre que « Item inceptit;..... sub magistro..... cujus bursa..... solidi. » Après avoir régenté pendant les deux années obligatoires, ils continuent à enseigner les arts, se dirigent vers d'autres études ou d'autres Universités : Heidelberg, Vienne, etc...

Il y a peu de maîtres dans la Nation; le rôle envoyé au Pape en 1362¹ en nomme 15. En 1378² : 33 sont présents à l'assemblée; en 1398³ : 44. La même année, il y a 15 maîtres régents. En 1399, ils sont décimés par la peste, et en 1401⁴ et 1402⁵, il n'y a plus que onze et douze régents.

Quelle différence faut-il établir entre maîtres et maîtres-régents?

Sont maîtres ceux que l'*inceptio* a officiellement fait entrer dans la corporation des maîtres-ès-arts. D'après Rashdall⁶, ces maîtres non régents comprennent aussi certains personnages haut placés dans l'Église ou l'État et dont la présence est précieuse dans les occasions importantes.

Les *régents* sont ceux qui restent dans la Nation et y enseignent. Un texte de 1403⁷ donne cette définition très claire : « Un maître est réputé régent quand il peut donner

1. *A.*, I, 272 et ss. — 2. *A.*, I, 550. — 3. *A.*, I, 783. — 4. *A.*, I, 834. — 5. *A.*, I, 849.

6. RASHDALL, *op. cit.*, I, 403. — 7. *A.*, I, 870.

des lettres testimoniales à ses écoliers » ; pour la distribution des écoles ¹, « il vient à son rang selon l'ancienneté de son grade et de sa maîtrise ès-arts ». En effet, la Nation réserve ses écoles aux maîtres-régents. Elle leur accorde aussi certains privilèges pour les assemblées, les banquets, les distributions d'argent aux offices, etc.....

Au xv^e, siècle elle exige toutefois que pour « assumer la régence », le maître formule sa demande à l'assemblée de la Nation ².

C'est à Crevier ³ que nous empruntons la conclusion de cet aperçu sur les différents grades :

« Voilà dit-il, le plan de nos exercices académiques tout dressé et tel que nous le suivons encore aujourd'hui (xviii^e siècle) avec quelques changemens qui n'en altèrent point la substance : études préparatoires pour s'instruire soi-même, examen pour faire preuve de ses progrès, cours d'actes publics pour se former à enseigner ce que l'on a appris, et enfin la licence. »

Il faut distinguer en effet les trois titres qui sont successivement proposés aux écoliers.

Bachelier : titre de « ceux qui ont fait leurs premières études et qui, en subissant un ou plusieurs examens, ont prouvé que leurs études n'ont pas été sans fruit, mais à qui, il reste encore des exercices à remplir pour se fortifier, s'aguerrir et s'élever à un état où ils puissent s'acquitter dignement des fonctions les plus importantes et les plus difficiles. »

Licencié : pour ceux qui ont reçu de l'autorité apostolique le pouvoir d'enseigner.

Maître : titre donné aux licenciés admis dans la corporation des maîtres et associés à ses privilèges. Ce titre

1. Nous verrons plus loin tout le mécanisme de la répartition des écoles entre les maîtres-régents.

2. *A.*, II, 923.

3. CREVIER, *op. cit.*, VII, 146, *Dissertation sur les origines de l'Université de Paris*.

emporte, nous l'avons vu, non seulement le droit mais l'obligation d'enseigner. « De quel droit se fait-on appeler maître, si l'on ne remplit aucune fonction de maître auprès du peuple? C'est une idole et non pas un dieu que ce qui est honoré comme Dieu sans avoir aucun attribut de la divinité. Et pourquoi semblablement ne regardera-t-on pas comme idole plutôt que comme maître celui qui, sans la réalité d'un enseignement utile, se glorifie d'un vain honneur, d'une parure plus vaine encore, d'un nom vuide et destitué de toute solidité¹. »

Il faut pour terminer, remarquer le rôle important du serment dans cette organisation des études et des grades. Les écoliers prêtent de nombreux serments au procureur de la Nation ou au Recteur, chef de la Faculté des Arts. Aucune autre formalité n'est exigée : pas d'inscription, pas de quittance du paiement des bourses, à peine quelques lettres testimoniales dont l'usage ne se répand qu'au xiv^e siècle. Le serment supplée à tout. Il est tout d'abord un engagement solennel de fidélité prêté devant l'assemblée de la Nation ou la réunion plénière de la Faculté des Arts. Il est aussi pour nous une précieuse source de renseignements, car il fixe généralement dans les plus petits détails les obligations de l'écolier en telle circonstance.

II. Les Écoles et les Collèges.

Les Écoles.

« La rue du Fouarre est le royaume de la Faculté des Arts »², le centre de l'Université primitive, groupant les écoles de toutes les Nations. Elle est quelquefois appelée dans les textes « *via scholarum* », le plus généralement « *vicus straminis* » à cause de la paille : feurre ou fouarre

1. DU BOULAY, *op. cit.*, IV, 890, citation de Nicolas de CLEMENGIS.

2. RASHDALL, *op. cit.*, I, 342.

qui jonche le sol des écoles et même de la rue et sur laquelle les écoliers s'assoient.

Sa construction remonte aux premières années du ^{xiii}^e siècle et c'est au cours de ce siècle et au ^{xiv}^e que les écoles des Nations se concentrent rue du Fouarre. La description de la rue et des bâtiments qui la bordent n'est pas aisée. Plusieurs historiens du Vieux Paris, auxquels nous renvoyons¹ s'y sont employés avec beaucoup de compétence.

Nous rappellerons seulement ici les règlements de police dont elle fut l'objet. Sauval² cite un édit de Charles Dauphin en 1362 donnant aux maîtres ès-arts des bois de la forêt de Bièvres pour ériger des barrières destinées à fermer la rue du Fouarre pendant la nuit. Dans le *Liber Procuratorum* la première mention d'une fermeture est de juin 1393³, mais un procès-verbal de 1403⁴ permet de penser que si des barrières ont été élevées en 1362 ou en 1393, elles ont disparu, puisqu'à cette date, le Prévost de Paris demande à la Faculté des Arts de clore la rue. Des difficultés s'élèvent car certaines écoles de la Nation Anglaise et d'autres Nations ne sont pas comprises dans la fermeture. Les procureurs se réunissent et décident d'agir ensemble. On ne connaît pas la solution qui fut adoptée, mais en 1404⁵ de nouvelles barrières sont érigées et payées par les Nations.

Un bedeau « ballivus vici straminis⁶ » est chargé de la police de la rue; il ouvre, ferme et entretient les barrières⁷. il possède les clés de toutes les écoles de la Nation⁸. Chaque Nation à tour de rôle nomme un bedeau à cet emploi et toutes contribuent au paiement de ses honoraires⁹. En 1395¹⁰, c'est le sous-bedeau de la Nation qui remplit la charge;

1. BERTY, *Topographie du Vieux Paris*, VI, 148, 154. — SAUVAL, *Antiquités de Paris*, II, 103 et ss. — JAILLOT, *Recherches sur la Ville de Paris*. — Quartier Place Maubert.

2. SAUVAL, *Antiquités de Paris*, II, 103.

3. *A.*, I, 680. — 4. *A.*, I, 871. — 5. *A.*, I, 875. — 6. *A.*, I, 100, 137, 818. — 7. *A.*, I, 892.

8. *A.*, I, 102. — 9. *A.*, I, 818. — 10. *A.*, I, 702.

en 1399¹, le bedeau : ce qui permet de penser que le tour annuel des Nations est respecté.

Quoique le *Liber Procuratorum* parle souvent des écoles de la Nation situées dans la rue du Fouarre, on ne peut pas facilement les identifier ni affirmer l'emplacement exact des bâtiments. Une seule est clairement désignée : « l'école des Sept Arts » ou « des sept arts libéraux² ». C'est la plus importante école de la Nation achetée à la fin du xiv^e siècle. et reconstruite.

On trouve aussi les « scholae novae super terram » ou « inferiores³ », dont les étages supérieurs forment les « scholae novae Almanorum superiores », ou scholae magnae superiores⁴.

Avec ces écoles, la Nation possède encore les « scholae parvae Almanorum versus Sequanam »⁵ et d'autres écoles désignées de façon très obscure : l'école située « in fine scholarum omnium⁶ », et la schola super scholas magistri Wilhemi de Wademoy prope Sequanam⁷ » qui est peut-être la même que la précédente.

Nous savons qu'en 1378, le maître Gilbertus, médecin du roi de France, ayant endommagé plusieurs écoles, pendant la construction de sa maison promet à la Nation de lui faire « trois bonnes écoles⁸ ».

Il tient sa promesse et bientôt ces écoles sont désignées comme « scholae superiores mediae prope Sequanam⁹ ». D'un autre texte¹⁰, il apparaît que le bâtiment réparé, est divisé en trois écoles superposées « scholae novae parvae prope Sequanam, super terram... mediae... supremae ».

A partir de 1382¹¹, la Nation distribue chaque année six écoles à ses maîtres-régents.

Ces positions prises nous voulons simplement ici décrire,

1. *A.*, I, 818.

2. « Ad septem artes super terram », *A.*, I, 39-54. — *A.*, III, 653. — Nous la retrouverons plus loin.

3. *A.*, I, 430, 504, 593. — 4. *A.*, I, 339, 448. — 5. *A.*, I, 504. — 6. *A.*, I, 415, 430. — 7. *A.*, I, 432. — 8. *A.*, I, 565. — 9. *A.*, I, 585. — 10. *A.*, I, 593. — 11. *A.*, I, 625.

d'après l'*Auctarium* les conditions et l'organisation des écoles de la Nation. A l'origine, la Nation loue les écoles ou les salles de cours, et s'acquitte avec l'argent versé par les déterminants : les installations sont souvent des installations de fortune. Certaines leçons ont lieu dans la rue Fouarre elle-même et les écoliers les suivent appuyés aux fenêtres ¹. Peu à peu la Nation cherche à acquérir ou à construire des salles plus appropriées aux besoins de l'enseignement. Aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, elle est en général propriétaire de ses écoles ². L'histoire de l'école des Sept-Arts illustre de façon très intéressante ces considérations générales.

En 1340 ³, le receveur mentionne dans son compte 50 sous payés pour le loyer de cette école. Trente ans plus tard, poussée par la nécessité, la Nation tente de l'acheter. En effet, si d'autres acquéreurs se présentent, les maîtres anglais seront obligés de chercher des salles de cours ailleurs que dans la rue du Fouarre ⁴. Le procureur fait des démarches et insiste pour que la préférence soit donnée à la Nation Anglaise qui loue l'école depuis longtemps. La date de l'achat n'est pas mentionnée, mais en 1378, Maître Hugo de Hervorst fait appel à l'assemblée pour obtenir une provision afin de réparer les Sept-Arts.

Une partie de l'école est louée à la Nation Picarde ⁵. En 1393 ⁶, les Picards se plaignent de l'état des locaux et demandent qu'ils soient réparés, faute de quoi, ils répareront eux-mêmes, mais les Anglais perdront leur droit de propriété et de contrôle sur ces écoles. La Nation Anglaise parlemente; partagée entre son désir de conserver les écoles et l'impossibilité de les faire réparer, elle demande à la Nation Picarde, combien de temps elle peut continuer à se servir des locaux en question ⁷, ajoutant qu'ils leur appartiennent et qu'ils sont désireux d'y faire des cours dans l'état où ils sont. Trois ans plus tard en 1396, les étages supérieurs sont encore occupés par les Picards, mais en octobre ⁸, ceux-

1. *A.*, I, 268. — 2. *A.*, I, 324. — 3. *A.*, I, 39, 54. — 4. *A.*, I, 362. — 5. *A.*, I, 746. — 6. *A.*, I, 683. — 7. *A.*, I, 683, 684. — 8. *A.*, I, 728.

ci dénoncent la ruine imminente et l'obligation pour les propriétaires de réparer immédiatement : si la Nation Picarde fait faire les réparations, elle en déduira le prix du loyer annuel. Des réparations sont faites en 1396-1397¹, mais elles ne donnent pas satisfaction et des maîtres des deux nations sont envoyés pour étudier sur place l'affaire de l'école².

En 1402³, après de grandes difficultés, les écoles entièrement reconstruites sont appelées « novae scholae Almanorum ». La Nation se glorifie à bon droit de ses nouvelles écoles, car jamais pareil ouvrage n'a été accompli par une nation. En 1406⁴, un procureur démontre la nécessité d'appeler ces écoles « écoles des Sept Arts », car dans la rue du Fouarre, la Nation possède déjà d'autres « novae scholae ». Au fronton on place les armes de l'Empereur entourées des sept-arts libéraux avec l'inscription : « Hae sunt scholae septem artium liberalium ». Ainsi la Nation acquiert et reste propriétaire de l'école la plus fameuse dans l'histoire de la Nation.

La Nation est aussi propriétaire du mobilier des écoles, mobilier très simple puisqu'il consiste en un pupitre et une chaise pour le maître. Les écoliers s'assoient sur le sol nu ou sur de la paille. Le mobilier n'est fourni que dans les écoles de la rue du Fouarre⁵, et les écoliers en sont responsables : un statut de 1487⁶ décide que ceux qui démoliront le mobilier devront le remettre en état.

La Nation veille à l'entretien des écoles et se charge de les faire réparer⁷. C'est tantôt la réfection d'un sol si poussiéreux et sale que les écoliers ne peuvent s'y asseoir⁸, tantôt la réparation de fenêtres⁹ ou de ferrures¹⁰ que la Nation a beaucoup de mal à payer, car elle n'est pas riche. La question des réparations est souvent la source de difficultés entre les Nations. Les écoles de la Nation Anglaise-Allemande et celles de la Nation Picarde étant voisines, il y

1. A., I, 741, 742, 747. — 2. A., I, 754, 755, 757, 758. — 3. A., I, 848. — 4. A., I, 930. — 5. A., I, 505, 506. — 6. A., III, 649. — 7. A., I, 324, 330, 505. — 8. A., I, 368. — 9. A., III, 138. — 10. A., III, 209, 210.

a de nombreux sujets de querelles et de procès. En 1374¹, les écoles des Picards menacent ruine et mettent en danger celles des Anglais. Nous avons vu toutes les difficultés qu'ont soulevé la réparation puis la reconstruction de l'école des Sept-Arts. En 1487², on rapporte dans l'*Auctarium* une nouvelle querelle qui donne lieu à un long procès toujours pendant en 1492.

Propriétaire de ses écoles, la Nation les administre comme elle l'entend³. Elle en a la libre disposition⁴ et les attribue chaque année aux maîtres-régents. Ce problème de la répartition des écoles entre les maîtres-régents est un des plus importants de la vie de la Nation. Avec le développement de la Nation Anglaise-Allemande, les demandes d'écoles dans la rue du Fouarre se multiplient et la Nation se doit de procurer à tous ses régents des salles de cours. Tout dépend d'ailleurs du nombre des régents essentiellement variable. En 1370⁵, le nombre des écoles de la rue du Fouarre est insuffisant. En 1372⁶, il y eut juste assez d'écoles. En 1380⁷, deux écoles sont inoccupées. Que se passe-t-il dans ces différents cas? Lorsque toutes les écoles de la rue du Fouarre sont attribuées et qu'elles sont insuffisantes, la Nation loue d'autres salles en dehors de la rue⁸ et les met à la disposition de ses régents. C'est par exemple « la maison du barbier »⁹, l'auberge à l'enseigne de « la roue de la fortune »¹⁰. Il arrive qu'un maître fasse ses leçons dans la cour de sa maison¹¹, solution économique pour la Nation. Toutefois la Nation se réserve le droit d'autoriser les maîtres à enseigner en dehors de la rue du Fouarre et nul ne peut, sans le consentement de la Nation, se procurer une école en dehors de la rue¹², qui reste le berceau des études ès-arts.

Si, au contraire, toutes les écoles ne sont pas occupées la Nation peut les louer aux maîtres d'une autre Nation¹³.

1. *A.*, I, 448. — 2. *A.*, III, 658. — 3. *A.*, I, 102, 306. — 4. *A.*, I, 404. — 5. *A.*, I, 368. — 6. *A.*, I, 416. — 7. *A.*, I, 593. — 8. *A.*, I, 78, 199, 314. — 9. *A.*, I, 505. — 10. *A.*, I, 506. — 11. *A.*, I, 712. — 12. *A.*, I, 726. — 13. *A.*, I, 668. — *A.*, II, 31, 573.

C'est habituellement au début de septembre que se distribuent les écoles, pour la durée de l'année scolaire ou « Grand Ordinaire »¹. Suivons pas à pas le *Liber Procuratorum* et voyons comment au cours des siècles qui nous intéressent les écoles sont réparties entre les maîtres-régents.

En septembre 1370², le nombre des maîtres-régents embarrasse fort la Nation qui donne la préférence aux plus anciens. Dès le mois d'octobre³ on prend des dispositions pour l'année suivante. Les maîtres qui n'auront pas d'école rue du Fouarre pourront en louer ailleurs. La Nation payera le loyer, si la location est faite au taux courant. De plus, nul ne reçoit d'école s'il ne promet d'enseigner pendant toute l'année. Au mois d'octobre 1371⁴, la Nation décide que la distribution des écoles sera faite chaque année entre le 24 août et le 1^{er} octobre. A partir de cette date le système semble fonctionner régulièrement. Les maîtres adressent une demande à l'assemblée qui accorde ou refuse l'école, suivant les cas⁵. Pour la distribution ils viennent d'après leur ancienneté, basée sur les années de régence⁶, — deux années de maîtrise comptent pour une année de régence⁷ — et les plus anciens régents reçoivent les plus belles écoles.

Celui qui reçoit une école doit prêter serment d'enseigner pendant le Grand Ordinaire et de ne pas partir avant que ses devoirs académiques aient été remplis⁸. S'il a une excuse légitime⁹ pour abandonner auparavant, aucun maître ne peut le remplacer sans que « la Nation et le bedeau le sachent »¹⁰. La Nation veut aussi des garanties, elle exige du maître une caution qui répondra pour lui s'il ne tient pas ses engagements¹¹. Avoir une école, enseigner est une

1. « Magnum ordinarium » du 1^{er} octobre au 1^{er} dimanche de Carême, mentionné pour la 1^{re} fois en 1342. *A.*, I, 54. — THUROT, *op. cit.*, p. 64. — *A.*, I, 390, 593.

2. *A.*, I, 363. — 3. *A.*, I, 368. — 4. *A.*, I, 404.

5. *A.*, I, 504, 611, 712. — 6. *A.*, I, 363, 668, 726, 866, 884, — *A.*, II, 60. — 7. *A.*, I, 933. — 8. *A.*, I, 694, 710, 726, 748. — 9. *A.*, I, 756. — 10. *A.*, I, 593. — 11. *A.*, I, 711, 727, 782. — *A.*, II, 60.

charge importante, la Nation se montre stricte, elle doit en effet assurer des leçons à ses écoliers sans être à la merci de l'impossibilité ou de la mauvaise volonté d'un maître.

Au début de chaque année scolaire — au mois d'août en général — dans une assemblée plénière de la Nation, les régents résignent leurs écoles entre les mains du procureur¹, qui les répartit aussitôt pour l'année qui commence. La distribution des écoles est parfois la source de « rancœur et de jalousie² ». La Nation y apporte le plus de justice possible, et il faut bien penser que le système est assez satisfaisant puisqu'il reste en vigueur pendant tous les xiv^e et xv^e siècles. Les statuts de 1423³ le rapporte en ces termes et spécifient seulement à quelle date les maîtres adresseront leur demande d'école à la Nation : « A la Saint-Mathieu (21 Septembre) ceux qui veulent régir feront leur demande pour les écoles et donneront des garants. Ils enseigneront la plus grande partie de l'Ordinaire afin que l'on puisse louer les écoles restantes aux autres Nations ».

A la fin du xv^e siècle, les écoles de la rue du Fouarre sont moins fréquentées, à cause de la fondation de collèges, elles ne servent plus guère qu'aux actes de détermination, exercices probatoires pour parvenir au grade de bachelier ès-Arts⁴.

*
* *

Les Collèges

Un « Mémoire pour le règlement de l'Université⁵ » postérieur à l'époque que nous étudions, nous donne l'origine exacte des collèges et fait ressortir le but de leur fondation : faciliter la vie matérielle des maîtres et des écoliers.

« Tous ces collèges aucuns seulement exceptez n'ont point

1. *A.*, I, 748. — 2. *A.*, I, 526. — 3. *A.*, II, 297.

4. CREVIER, *op. cit.*, IV, 300.

5. Partie des Pièces et Actes. Actes tirés des Archives. 1610, p. 2. Bibliothèque Nationale.

esté fondez pour y tenir des escholiers en pension ny pour y enseigner les arts comme l'on fait aujourd'huy ains afin d'y nourrir certains escholiers que les anciens appellerent Boursiers, d'autant que chacû samedy de la semaine, ils mettoient certaine somme d'argent en une bourse pour vivre et faire leur pension de toute la semaine et appeloient cela « vivere de bursa ».

« Tous ces boursiers alloient ouyr les leçons de Théologie aux Escholes de la Faculté, et la Philosophie aux Escholes publiques des Quatre Nations, qui sont en la rue aux Fouërre, esquelles l'on a enseigné les Arts jusques au commencement du règne de François I^{er} »

« Pour entretenir et maintenir la discipline ès Collèges. dit un autre règlement¹ tous les principaux, maîtres, régents, escholiers vivront en commun sans qu'il soit permis bailler ny distribuer aucunes portions ès chambre, ny autre part hors les dites sales communes, sinon à ceux qui par maladie ou indisposition vraie et non simulée ne pourront convenir esdites sales. »

C'est au cours du xiv^e siècle qu'apparaissent les premiers collèges appartenant aux provinces les plus importantes de la Nation. Ils groupent les écoliers d'une même région, venus faire leurs études à Paris et qui trouvent dans ces maisons des compatriotes et des facilités d'existence. La Faculté des Arts favorise cette tendance de tout son pouvoir : elle lutte ainsi contre l'indiscipline des écoliers, en les plaçant sous la responsabilité des maîtres, puisque maîtres et écoliers mènent une vie commune. A la fin du xv^e siècle les collèges renferment presque tous les étudiants de la Faculté des Arts. Pour la commodité de tous l'on prend l'habitude d'y faire certains cours et l'enseignement est transporté peu à peu de la rue du Fouarre dans les collèges².

Les Nations ont sur leurs collèges respectifs un droit d'inspection et de surveillance qu'après cette profonde

1, Règlement de 1577, *id.*, p. 8. — 2. THUROT, *op. cit.*, p. 97.

modification elles partagent avec la Faculté des Arts. Thurot³ estime que ce contrôle est peu efficace, car les collèges opposent à l'inspection l'infranchissable « non revelabis secreta », article du serment qui protège tous les abus et toutes les dilapidations. La chose se produit c'est certain, mais dans le *Liber Procuratorum* nous voyons aussi la Faculté des Arts ou la Nation Allemande user de leur droit avec succès.

En 1452², une réforme ordonne que chaque année les Nations fassent visiter les collèges. Pour les années suivantes le *Liber Procuratorum* manque et nous ne savons pas si ce règlement est immédiatement appliqué. Mais en 1469³, à la suite d'abus, la Faculté des Arts décide que les procureurs des quatre Nations visiteront les collèges et y feront les réformes nécessaires. On visitera plus spécialement ceux de la province d'Écosse où règne un grand désordre.

À la fin du xv^e siècle, les visites des collèges se font périodiquement⁴ sous le contrôle de la Faculté des Arts, au début de l'année scolaire, en octobre. Chaque Nation élit son représentant et les quatre maîtres visitent tous les collèges de la Faculté des Arts, faisant enquête sur l'enseignement, la vie, les mœurs et la discipline des écoliers et des maîtres. Leur mission peut s'arrêter là, elle peut aussi avoir pour but d'apporter des réformes sérieuses à l'organisation défectueuse de tel ou tel établissement.

Dans le cadre du collège on trouve au xv^e siècle une innovation intéressante. En 1467⁵ le Recteur fait savoir que « chaque collège doit désormais entretenir un homme d'armes, qui sera prêt lorsque le roi l'appellera en temps de nécessité ». On sait que, privilégiés, les suppôts de l'Université sont dispensés du guet et des autres charges publiques, sauf dans le cas « d'éminent péril », où ils sont à la disposition du prince. La France est en guerre, et désor-

1. THUROT, *op. cit.*, p. 102. — 2. THUROT, *op. cit.*, p. 102. — 3. *A.*, III, 112, 113. — 4. *A.*, III, 112, 126, 152, 218, 313, 334, 741 748. — 5. *A.*, III, 47.

mais chaque collège doit pouvoir répondre au premier appel du Roi et envoyer immédiatement un homme d'armes. La charge est lourde pour les collèges et il faut plusieurs années pour mettre au point l'institution. En 1470¹, le Parlement requiert du Recteur les noms de tous ceux qui sont armés dans tous les collèges de Paris, et en 1475² ils sont pour la première fois envoyés à la guerre. Ce service se prolongeant, la Nation et l'Université protestent : « Nul ne doit aller à la guerre, dont nous sommes exemptés par les statuts³. On envoie au Roi un maître chargé de lui rappeler ce privilège de l'Université. Comment l'affaire se régla-t-elle et qu'advint-il de l'institution ? Il n'en est plus question par la suite et l'on peut penser que tout s'arrangea à l'amiable en tenant compte des intérêts des deux parties.

Les collèges appartiennent aux provinces les plus florissantes de la Nation : les Allemands, les Écossais, les Daces et les Suédois ont à Paris des maisons où se retrouvent leurs écoliers.

Plusieurs actes cités par Du Boulay⁴ et par Jaillot⁵ mentionnent le *Collège dit des Allemands*, *Alamanorum Domus*, situé rue Pavée. D'après eux, en 1618, la Nation d'Allemagne possède dans cette rue quelques corps de bâtiments qui sont sans doute les restes de l'ancien collège. Gray Cowan Boyce⁶ estime que l'empereur Charles IV eut le projet de fonder un collège pour les Allemands, mais qu'il ne le réalisa jamais. Le *Liber Procuratorum* n'en parle pas et ne fait que mentionner celui des Écossais. L'un et l'autre appartiennent en propre aux provinces Allemande et Écossaise, et nous sommes peu renseignés à leur sujet.

A cause de l'absence d'écoliers daces ou suédois, les collèges de ces provinces passent à la fin du xiv^e siècle aux mains de la Nation qui, à partir de cette époque les consi-

1. *A.*, III, 139. — 2. *A.*, III, 3071. — 3. *A.*, III, 385.

4. DU BOULAY, *op. cit.*, IV, 313, 328.

5. JAILLOT, *op. cit.*, p. 107 et 108.

6. GRAY COWAN BOYCE, *op. cit.*, p. 144.

dère comme sa propriété et en assure l'administration. Aussi trouvons-nous dans le *Liber Procuratorum* plus de renseignements sur leur histoire.

Le Collège des Daces, *Domus Daciae*, est situé rue Sainte-Geneviève près des Carmélites¹. En 1392, il est mentionné dans les maisons dont la Nation doit prendre soin; l'année suivante² il est loué au collège voisin : le collège de Laon. En 1395³, quatre étudiants daces en réclament la possession et demandent l'aide de la Nation. L'affaire est examinée par la Nation et par l'Université. En attendant, six mois plus tard⁴, les Daces doivent payer 40 francs pour les réparations du collège. Mais le collège décline, et d'après le P. Denifle⁵, à la fin du xv^e siècle il appartient définitivement au Collège de Laon.

Un important collège, le Collège de Scara, plus souvent appelé *Domus ad imaginem Nostrae Dominae*, appartient à ce diocèse de la province de Suède⁶. Fondé au xiv^e siècle, il est situé Clos Bruneau.

En 1397, lors de réparations sérieuses, des étudiants suédois revendiquent la propriété du collège contre les chanoines de l'Église de Scara. Ils en appellent à l'Université qui nomme une commission, mais pour trancher le différend on attend le retour du receveur de la Nation Anglaise-Allemande qui, seul, peut avoir un avis autorisé sur la question⁷. En 1398, l'Archidiacre de l'Église de Scara apporte à nouveau les réclamations du chapitre du diocèse et la Nation promet de les appuyer auprès de l'Université⁸. Quelques mois plus tard, l'Archidiacre obtient gain de cause⁹, mais la Nation proteste vivement quand celui-ci demande que la location de la maison lui revienne immédiatement, car elle a payé les réparations, l'a aidé à faire reconnaître ses droits et compte sur la location pour payer la construction de l'école des Sept-Arts.

1. *A.*, I, 901, 921. — 2. *A.*, I, 676. — 3. *A.*, I, 731, 732. — 4. *A.*, I, 749, 750. — 5. *A.*, I, *Memorabilia*, LXIV. — 6. *A.*, I, *Memorabilia*, LXV. — 7. *A.*, I, 745, 746, 747. — 8. *A.*, I, 754, 755. — 9. *A.*, I, 771, 780.

En 1405, le collège est de nouveau délabré¹, la Nation fait faire les réparations indispensables² et le concède, sa vie durant à Boemundus, bedeau principal qui a aidé à les payer³.

La Suède semble avoir eu aussi des droits sur une maison *ad cornu cervi* à l'enseigne des cornes du cerf, située dans la rue Saint-Hilaire, en face du collège des Lombards. Abandonnée par les suppôts de cette province, comme les deux précédentes, elle tombe aux mains de la Nation et devient pour elle la cause de nombreux soucis. Elle exige de perpétuelles réparations : en 1392⁴ une partie du toit est tombé et celui qui occupe la maison veut partir; mais le receveur de la Nation fait faire la réparation. Successivement la maison est louée à un maître de la Nation Picarde⁵, à un Lombard⁶, à des Écossais qui meurent pendant l'épidémie de peste⁷, puis à deux maîtres de la Nation⁸. Mais les réparations sont fréquentes et très onéreuses pour la Nation qui, en 1404⁹, cherche à vendre. C'est alors que le Chapitre de Saint-Marcel prétend que la maison est bâtie sur une terre qui lui appartient et réclame le cens annuel¹⁰ mais le doyen de Linköping (Suède) qui a donné 100 écus pour payer les réparations, revendique son droit de propriété¹¹. Des arbitres sont nommés et la paix est rétablie en 1407¹² par un règlement de comptes qui prend en considération les intérêts de chacun.

La Nation a aussi la jouissance du *jardin attenant au Collège d'Upsal* (Suède)¹³ vendu au milieu du xiv^e siècle. Ce jardin situé rue Serpente est, lors de la vente, retenu par la Nation en l'absence des propriétaires directs, les Suédois du diocèse d'Upsal. Le secrétaire du Roi, Thomas Giaffardi de

1. *A.*, I, 895... « ruinoso, caduca, valde male cooperta et fetida ».

2. *A.*, I, 897. — 3. *A.*, I, 904 913. — 4. *A.*, I, 706.

5. *A.*, I, 761. — 6. *A.*, I, 800. — 7. *A.*, I, 803. — 8. *A.*, I, 851, 860. — 9. *A.*, I, 873. — 10. *A.*, I, 934. — 11. *A.*, I, 936. — 12. *A.*, I, 941.

13. Collège dont l'histoire est courte puisque comme le remarque BUDINSKY « Die Universität Paris », p. 63, son existence n'est mentionnée qu'une seule fois.

la Nation Normande habite la maison voisine, et désire le louer. Après des contestations sérieuses, une convention est conclue d'accord avec les écoliers suédois : le jardin est concédé par bail emphytéotique à Thomas et à ses héritiers pour 40 sol. paris. par an. Ainsi les droits de la Nation Anglaise-Allemande et ceux du diocèse d'Upsal sont sauvegardés ¹.

Voici donc les biens dont la Nation jouit directement ou indirectement. Un inventaire de 1442 ² confirme l'existence de ces biens au xv^e siècle. Nous y retrouvons les écoles de la rue du Fouarre : « deux bâtiments où il y a huit écoles », la maison « à l'enseigne de Notre-Dame », Clos Bruneau, celle des Suédois rue Saint-Hilaire. Seuls, les Daces semblent avoir une autre maison « Pomi rubei » dans la rue Galante.

Cet inventaire fait aussi mention des autres biens de la Nation : livres précieux, vases et ornements sacrés, lettres d'obligations prouvant les dettes des suppôts à son égard. Nous retrouverons plus loin ces différentes richesses de la Nation.

III. Les Finances.

Tout le *Liber Procuratorum* montre avec quelle acuité les problèmes financiers se posent dans la Nation Anglaise-Allemande, où pourtant ils ne font l'objet d'aucune organisation d'ensemble. L'Université, les Nations sont pauvres, le plus souvent dans la gêne : à maintes reprises, il est parlé de la « pauvreté, compagne ordinaire des lettres », « de la pauvreté honorable de l'Université ³ ».

La Nation Anglaise-Allemande semble plus deshéritée que les autres. Ses intérêts sont, comme nous l'avons vu ⁴, gérés par le Receveur, qui, chaque mois rend ses comptes à l'assemblée, comptes plus ou moins précis, difficiles à établir à

1. A., I, 428, 439 et ss., 431, 441 et ss., 444 ss., 509. — 2. A., II, 533 ss.

3. CREVIER, *op. cit.*, II, 404; VI, 251. — 4. Voir *supra*.

cause des nombreuses monnaies¹ en usage à Paris à cette époque et de la variation incessante de leur valeur. Le procureur, tenu par le secret, ne mentionne dans son procès-verbal que le reliquat des comptes ou n'en dit rien.

Nous avons comme base d'études, le *Liber Procuratorum* qui mentionne certaines dépenses, un extrait du *Liber Receptoris* publié par le Père Denifle² et un compte du 20 septembre 1494, recueilli et étudié par Charles Jourdain³. Nous examinerons successivement les revenus de la Nation, ses dépenses et nous concluons sur l'état des finances de la Nation.

*
* *

Les Revenus de la Nation.

La principale source de revenus consiste dans les *droits levés sur les écoliers*, qui veulent accéder à l'un des grades. Aucun candidat ne paye la même chose, car les droits sont proportionnés à la fortune personnelle de chacun, et basés sur la « bourse ».

La « bourse » du suppôt est la « somme qu'il dépense dans une semaine pour son entretien, déduction faite du loyer de sa chambre et des gages de son domestique⁴ ». Il doit déclarer sous serment cette dépense hebdomadaire, c'est pourquoi à la suite du nom de chaque bachelier, licencié ou maître, les procès-verbaux des procureurs et ceux des

1. *A.*, I, *Memorabilia*. Le P. DENIFLE relève les monnaies dont il est fait mention dans le *Liber Procuratorum* : « livres, sous, deniers, blancs qui sont de tous les temps ; — cathedra pavilio, mutones auri, corona, regalis, scuta, floreni, francus, grossi turonens, antiqui, flandrenses. La Nation rapporte tout à la valeur d'un écu d'or... entre 1354 et 1362, il varie de 13 à 46 sous ».

2. *A.*, II, 895 à 956.

3. Charles JOURDAIN : « Un compte de la Nation d'Allemagne de l'Université de Paris au xve siècle », 1875. — T. I des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*.

4. *C.*, II, 673.

receveurs indiquent la valeur de la bourse, estimée à zéro, lorsque le candidat est pauvre. Ce nom tire son origine d'un usage qui, de la maison de Sorbonne s'étendit à toute l'Université de Paris, usage que nous avons déjà rapporté ¹ : tous les vendredis, chaque étudiant verse une certaine somme entre les mains de l'économe pour sa nourriture de la semaine. Les sommes sont recueillies dans une bourse commune, la quote-part acquittée par chacun s'appelle elle-même « bourse ».

Il n'est pas possible d'après Jourdain « d'établir un rapport constamment exact entre les dépenses présumées de l'étudiant et le droit qu'il est tenu d'acquitter. Une assez grande latitude est laissée à l'appréciation un peu arbitraire des examinateurs et à celles du procureur et du receveur de la compagnie » qui taxent selon les besoins de la Nation ou de la Faculté des Arts et même de l'Université. Les bacheliers, les licenciés, les maîtres payent cinq fois leur bourse, mais si la Nation, la Faculté des Arts ou l'Université doit subvenir à des dépenses extraordinaires, comme un procès ², une ambassade ³, la construction d'une école ⁴, on peut demander aux candidats une bourse de plus. Si cette bourse supplémentaire est attribuée à la Faculté des Arts ou au Recteur, elle est perçue par les procureurs et receveurs des quatre Nations ⁵, si elle est destinée à la Nation, on nomme parfois un receveur spécial qui s'en chargera ⁶.

Avant d'accéder aux grades, les écoliers doivent acquitter leurs bourses. Le principe général s'applique aux différents examens avec quelques modalités. Examinons donc successivement le paiement des bourses pour chacun des trois grades, en se rappelant que toujours la Nation peut lever des droits nouveaux, si elle en sent le besoin.

Les candidats à la *déterminance* doivent avant de prêter serment pour leurs bourses, être en règle avec leur pro-

1. Voir *supra*. — 2. *A.*, I, 251-252. — 3. *A.*, I, 283.

4. *A.*, I, 570, 769. — 5. *A.*, I, 140, 143, 149, 159, 165. — 6. *A.*, I, 259.

vince¹, après quoi ils payent cinq bourses² à la Nation et se présentent à l'examen.

Les candidats à la *licence* donnent aussi cinq bourses à la Nation et promettent de ne pas oublier le salaire des bedeaux. Ils donnent en outre au clerc ou serviteur du chancelier une contribution de deux ou quatre sous à Sainte-Geneviève, de deux francs à Notre-Dame, pour la paille ou l'herbe qui jonche le sol³.

On admet aussi à l'examen de licence ceux qui ont déterminé ailleurs, mais « *solutis solvendis* » c'est-à-dire à condition qu'ils versent à la Nation les bourses qu'ils auraient payées s'ils avaient toujours fait leurs études à Paris, bourses pour le grade de déterminant, bourses pour le grade de licencié⁴.

Ceux qui veulent accéder à la *maîtrise* donnent cinq bourses⁵ au receveur de la Nation et pour entrer dans la corporation des maîtres, payent un droit spécial d'un franc appelé « la joyeuse entrée des maîtres ». Cette coutume semble remonter à 1345, lorsque l'assemblée de la Nation décide que « chaque maître venant de passer l'inceptio sera tenu de verser à la Nation un florin « *quo bejanie introitus* » ou « *jucundum introitem* »⁶ ». Le statut est observé⁷ et l'argent immédiatement dépensé à la taverne où les maîtres se rendent à la sortie de l'assemblée⁸, à moins qu'il n'y ait des dépenses urgentes à faire. Ainsi en 1378, vingt-trois maîtres s'acquittent en même temps du droit de joyeuse entrée, ce qui permet d'acheter pour le bedeau une masse digne de la Nation⁹. Tous les nouveaux maîtres doivent se plier à cette « *laudabilis consuetudo* »¹⁰ sous peine de perdre leur voix dans les délibérations de l'assemblée¹¹, de ne pouvoir par-

1. *A.*, I, 572.

2. CREVIER, *op. cit.*, IV, 167. « Les cinq bourses ordinaires sont pour le Recteur, le luminaire des offices, les fêtes de la Vierge, les bedeaux et le loyer des écoles. »

3. *C.*, II, 676, note 6. — 4. *A.*, I, 498. — 5. *A.*, I, *Memorabilia*, XLIX. — 6. *A.*, I, 84, 302. — 7. *A.*, I, 153, 173, 211. — 8. *A.*, I, 333, 348, 350, 456. — 9. *A.*, I, 555. — 10. *A.*, I, 456. — 11. *A.*, I, 333.

ticiper aux distributions d'argent faites à certains offices religieux de la Nation¹ et d'être contraints à payer deux francs².

Telles sont les règles de la Nation, mais beaucoup de suppôts obtiennent soit un délai de paiement, soit une remise de leurs bourses.

Très nombreux sont ceux qui ne sont pas en état de payer leurs bourses. Pour venir à Paris le voyage est long et coûteux³, les suppôts arrivent dépourvus de ressources⁴. Dès cette époque, la vie de Paris est chère, et la Nation se montre bienveillante à l'égard de ses membres peu fortunés. Spécialement au xiv^e siècle, elle fait facilement crédit⁵, attend que le suppôt « revienne à meilleure fortune⁶ », et lui remet sa dette, s'il entre en religion ou vient à mourir⁷.

Une grande partie des candidats aux grades implorent la faveur de la Nation pour obtenir un délai de paiement, délai qui se prolonge parfois plusieurs années⁸. La Nation supporte difficilement le préjudice que lui cause tant de retards, et l'on peut suivre tout au long de son histoire les mesures prises par l'assemblée des maîtres pour obtenir de meilleures recettes.

Bien que nous trouvions en 1259⁹, un texte de la Faculté des Arts, prohibant l'acceptation de gages à la place du paiement des bourses, acceptation très répandue dans l'Université, on peut penser que cette prohibition n'eut pas de résultats effectifs, puisque dès le début du xiv^e siècle, le *Liber Procuratorum* montre l'existence de gages¹⁰.

Les étudiants donnent en gage ce qu'ils ont de plus précieux, leurs livres¹¹, parfois leurs vêtements¹². Au terme fixé, ils peuvent les racheter¹³ ou bien la Nation se réserve le droit de les vendre¹⁴. En général, la Nation est patiente,

1. *A.*, I, 364. — 2. *A.*, I, 531. — 3. *A.*, I, 446. — 4. *A.*, I, 373. — 5. *A.*, I, 31, 57, 77, 80, 87, etc. — 6. *A.*, I, 55... « fortuna sibi melior arderet ». — 7. *A.*, I, 477. — 8. *A.*, I, 87, 89, 95, 170, 255. — 9. *C.*, I, 377. — 10. *A.*, I, 83, 87, 92. — 11. *A.*, I, 119, 120, 135. — 12. *A.*, I, 238. — 13. *A.*, I, 105. — 14. *A.*, I, 92, 123, 177, 342.

et accorde un nouveau délai ¹; mais lorsqu'elle a d'impérieux besoins d'argent, elle prévient les débiteurs et s'ils ne peuvent retirer leurs gages elle les vend ², ce qui amène parfois de graves difficultés ³. Dans les cas d'extrême nécessité, elle fait aussi appel aux débiteurs retournés dans leur pays, en les priant de s'acquitter ⁴.

En 1355 ⁵ il est établi que « celui qui déterminera et ne pourra satisfaire immédiatement à ses bourses, prêtera serment au receveur et déposera entre ses mains des *gages suffisants* ». Quelques années plus tard ⁶, on exige des gages ayant une fois et demie ou deux fois ⁷ la valeur des bourses dues. Les gages sont estimés par les libraires de l'Université ⁸. Ceux qui ne peuvent déposer de gages, et, à partir de 1365 ⁹, tous ceux qui obtiennent un délai de paiement doivent apporter une « *litera officialis* », écrit qui reste dans le coffre de la Nation, prouve la dette et fixe le délai ¹⁰. Les suppôts débiteurs ont quelquefois des garants qui assurent la responsabilité de leur dette ¹¹.

Le terme accordé est très variable, c'est en général la fête de Pâques ou la St-Jean qui suit l'accession au grade ¹². En 1369-1370, le délai de trois mois est un délai courant ¹³, mais plus tard il semble que, pour fixer le terme du paiement, on ait tenu compte des possibilités de chacun. Tel suppôt voit son délai renouvelé ¹⁴, tel autre obtient une année ¹⁵.

Les statuts de 1423 ¹⁶ viennent fixer définitivement la réglementation de l'acceptation des gages : « Le receveur n'acceptera pas de gages sans le consentement de la Nation à moins qu'il ne fasse de ces gages son propre dû. Si la Nation permet qu'il reçoive des gages, ces gages auront une fois et demie la valeur des bourses et ils ne serviront pas au delà de l'année. L'année finie, le receveur pourra les vendre

1. *A.*, I, 87, 95. — 2. *A.*, I, 102, 337. — *A.*, II, 46, 182, 443. — 3. *A.*, I, 122. — 4. *A.*, I, 334. — 5. *A.*, I, 177. — 6. *A.*, I, 311. — 7. *A.*, I, 572, 734. — 8. *A.*, I, 343, 348 — 9. *A.*, I, 308. — 10. *A.*, I, 255, 308. — 11. *A8* I, 87 245, 356. — 12. *A.*, I, 308. — 13. *A.*, I, 315, 357, 409, 572. — 14. *A.*, I, 87, 95. — 15. *A.*, II, 222. — 16. *A.*, II, 296, ss.

librement. Celui qui veut donner un gage doit déposer entre les mains du receveur une cédule écrite et signée de sa main. »

Ainsi la Nation accorde de grandes facilités de paiement à ses suppôts, elle fait davantage et dispense partiellement ¹ ou totalement ² ceux dont la bourse est si minime qu'ils ont à peine de quoi vivre.

« C'étoit l'esprit de l'Université, dit Crevier ³, de favoriser les pauvres étudiants et en conséquence régnoit dans la Faculté des Arts un usage tout à fait louable. Si un candidat n'avoit pas de quoi payer les droits qu'il devoit à sa Nation pour le baccalauréat ou la maîtrise ès-arts, il demandoit et obtenoit une exemption pleine ou au moins un délai. »

Les pauvres qui veulent être libérés du paiement des bourses doivent jurer devant l'assemblée de la Nation ⁴ qu'ils n'ont aucune ressource ni à Paris, ni dans leur pays, et qu'ils satisferont à la Nation, dès qu'ils auront quelque argent ⁵.

D'où est venue l'expression « jurare statutum paupertatis » ou simplement « jurare statutum ⁶ », expressions courantes dans le *Liber Procuratorum*. Au xv^e siècle, le système est tout à fait au point, la Nation possède un livre ⁷ malheureusement disparu, où sont inscrits tous les noms des candidats exemptés du paiement des bourses, « cujus bursa nichil quia juravit statutum paupertatis ⁸ ». En 1407 ⁹, nous notons une dernière mesure exigeant de celui qui prête serment, deux garants qui affirment sa bonne foi.

La remise des bourses peut être totale, si le candidat ne possède absolument rien..... » « nichil, nichil ¹⁰ », écrit à regret le procureur dans son procès-verbal. Toutefois, dès que la chose est possible, on maintient le salaire des bedeaux ¹¹.

1. A., I, 159, 164. — 2. A., I, 77. — 3. CREVIER, *op. cit.*, II, 394. — 4. A., I, 336, 395. — 5. A., I, 179, 182.

6. A., I, 228. La première expression relevée est : « paupertatem jurare »,

7. A., I, 895. — 8. A., I, 513, 573, 617. — 9. A., II, 46. — 10. A., I, 163, 164. — 11. A., I, 159, 164.

En règle générale, le candidat pauvre qui obtient la remise de ses bourses, passe le même examen que tous, mais pour la détermination, l'organisation est particulière. Lorsqu'un candidat à la détermination jure le *statutum paupertatis*, il est inscrit comme sous-déterminant, et moyennant une légère rétribution, remplace un déterminant pendant une partie du Carême. Pour être admis à sous-déterminer, la bourse de l'écolier ne doit dépasser seize deniers par semaine ¹. Mais les statuts ne sont pas toujours respectés, on trouve des déterminants qui ont juré le *statutum paupertatis* et des sous-déterminants qui ont acquitté leurs bourses. Aussi en 1374 ², la Nation décide que « à l'avenir aucun pauvre ne pourra déterminer et nul écolier aisé ne devra se présenter à la sous-détermination. Toute dispense est interdite ». Malgré ces dispositions, on trouve encore des exceptions ³ dans les deux sens ⁴ jusqu'à la fin du xv^e siècle.

La remise des bourses n'est pas toujours totale, la Nation peut ne pas dispenser de certaines d'entre elles. Nous l'avons vu, elle maintient chaque fois qu'elle le peut le salaire des bedeaux, souvent elle accorde à tel ou tel candidat, une remise partielle. En 1348 ⁵, elle remet toutes les bourses de Henricus de Herne, à l'exception de trois, celle due aux bedeaux, celle destinée aux cierges de Notre-Dame, celle du messenger envoyé à la Cour Romaine. En 1355 ⁶, elle excepte deux bourses, celle des bedeaux et celle de Notre-Dame. La même année ⁷, la Nation a grand besoin d'argent et généralise ces mesures, décidant que trois bourses seulement pourront être remises et réservant les bourses des bedeaux, de Notre-Dame et celle qui alimente le procès entre Théologiens et Artistes. Malgré cela les bedeaux se plaignent souvent et réclament les bourses des déterminants ⁸.

1. Cf. Serment des sous-déterminants. — 2. *A.*, I, 448, 452. — 3. *A.*, I, 447, 449, 487, 650, 736, 770, 792, 841, 918, 919. — 4. *A.*, I, 512, 789, 810, 823, 839. — 5. *A.*, I, 118. — 6. *A.*, I, 177. — 7. *A.*, I, 181. — 8. *A.*, I, 180, 348.

La remise des bourses est si souvent demandée par les déterminants que, dans la Nation, il fallut prendre garde que les écoliers capables de payer n'obtiennent pas de dispense¹. Au xiv^e siècle², on fait prêter un serment spécial à ceux qui demandent une remise. En 1409³, il est spécifié que le « Recteur et le procureur examineront attentivement les revenus des écoliers » et de sévères sanctions sont édictées contre les parjures : paiement, citation, exclusion de la Nation.

Les statuts de 1423⁴ prennent des mesures générales, tendant à supprimer la fraude, puisque « à l'avenir, même s'il jure le statutum paupertatis pour obtenir l'exemption de ses bourses, le candidat ne pourra être reçu bachelier s'il ne paye au moins 20 sous parisis pour les écoles, — et maître, s'il ne paye deux francs pour son entrée dans la Nation et huit sous pour la cape du Recteur ».

Un statut de 1455⁵ ajoute même « qu'après avoir reçu la maîtrise celui qui aura juré le statutum paupertatis, n'aura pas voix dans la Nation, ne pourra prendre part aux distributions, ni occuper une charge de procureur, receveur ou examinateur, avant d'avoir satisfait à la Nation, comme ceux qui payent la plus petite bourse, c'est-à-dire 4 sous, compte tenu des 20 sous et des deux francs payés par lui, avant d'accéder au grade ».

Il ne faut pas oublier que cette remise de bourse est toujours conditionnelle. Si le suppôt revient à meilleure fortune, il doit s'acquitter envers la Nation. Il est vrai que la plupart des écoliers pauvres font rarement fortune, mais la condition posée les oblige en conscience et nous voyons Léon de Arnheim qui ne possède rien en 1359, payer en 1362⁶.

Telle est la principale source des revenus de la Nation, elle mérite bien d'être étudiée en détails, puisqu'elle retient à maintes reprises l'attention des maîtres et fait l'objet d'une véritable réglementation que nous venons de retracer. Mais

1. *A.*, I., 174. — 2. *A.*, II, 583. — 3. *A.*, II, 46. — 4. *A.*, II, 296 ss. — 5. *A.*, II, 908, 909. — 6. *A.*, I, 141.

dans la pratique, les revenus provenant de ces droits payés par les candidats aux grades ne sont pas si importants qu'on peut le croire. La principale raison est que la majorité des écoliers sont pauvres ou dans la gêne, et qu'ils déposent à la place d'argent des gages ou des « *literæ officialis* », promesse souvent inutile et vaine de payer à l'avenir. De plus, les officiers, recteur, procureurs, receveurs, messagers, envoyés à la Cour Romaine, diminuent souvent la part de la Nation en se faisant attribuer comme supplément d'honoraires, l'argent que doit verser tel déterminant ou tel licencié. La pratique est courante dans les quatre nations ¹. En voici quelques exemples dans la Nation Anglaise-Allemande. En août 1345², on accorde à Johannes de Sarburgus un déterminant « *solutis solvandis* ». En 1350³, Johannes de Wesalia, messenger, obtient lui aussi un déterminant pour lui permettre d'attendre plus longtemps l'argent promis pour son voyage. Quelquefois l'officier renonce librement à cette prébende⁴, mais la caisse de la Nation est bien souvent privée des bourses que normalement elle devrait recevoir.

Voyons maintenant quelles sont les autres ressources de la Nation.

La Nation tire des revenus plus ou moins réguliers de l'élection des nouveaux officiers. Chaque fois qu'un maître est élu à une charge quelconque, la coutume est qu'il paye un franc, un florin ou un écu. On trouve dans le *Liber Procuratorum* d'innombrables exemples de cette coutume : le maître élu pour la première fois procureur paye un franc avant de prendre la charge. Lorsque la Nation a besoin d'argent, elle demande aux maîtres de payer à l'avance le franc de leur première procure⁵, et même pendant la construction de l'école des Sept-Arts, elle exige que le droit soit payé immédiatement après l'inceptio⁶.

1. *A.*, I, 34. — 2. *A.*, I, 86. — 3. *A.*, I, 146. — 4. *A.*, I, 163. — 5. *A.*, I, 223. — 6. *A.*, I, 570, 571, 575, 769.

Le receveur, le messenger envoyé à la Cour Romaine payent aussi une redevance à la Nation pour obtenir leurs charges.

Les examinateurs de Sainte-Geneviève offrent une somme d'argent à l'assemblée et c'est souvent au plus offrant qu'est attribuée la charge. Les maîtres proposent des sommes différentes allant de deux à vingt sous parisis¹. Il est avantageux pour la Nation de prévoir un certain nombre d'examineurs, quitte à stipuler que l'on remboursera l'avance faite par les maîtres choisis qui n'auront pas eu l'occasion de faire passer l'examen².

Il faut aussi mentionner les *amendes* dont la Nation frappe les déterminants, les licenciés et les maîtres qui n'assistent pas à la messe et aux vêpres de la Nation et qui doivent payer quatre ou six deniers³, parfois même une livre de cire pour éclairer Notre-Dame⁴.

La Nation punit aussi d'amendes les suppôts qui violent les statuts ou n'acceptent pas son arbitrage.

Au cours du *Liber Procuratorum*, nous pouvons encore relever la mention de trois sources de revenus :

La *location des collèges* que la Nation gère, telles les maisons « ad cornu cervi », et « ad imaginem Nostræ Domine », dont nous avons vu l'histoire⁵.

La *contribution que la province d'Allemagne verse à la Nation*, dans ses périodes de prospérité financière⁶.

Enfin, il arrive que la Nation reçoive des *dons*⁷.

Si toutes ces ressources se montrent encore insuffisantes, et nous avons vu que bien souvent dans la pratique elles ne répondent pas à ce qu'on en attend, la Nation a encore la *possibilité d'emprunter*. Nous la voyons en 1369⁸, en 1381⁹ et en 1395¹⁰, emprunter aux maîtres.

Il apparaît de tout ceci que les finances de la Nation sont

1. A., I, 687, 776. On trouve un franc, dix sous, quatre sous, deux sous.

2. A., I, 391. — 3. A., I, 219. — 4. A., I, *Memorabilia*, LI.

5. Voir *supra*. — 6. A., I, 334, 340. — 7. A., I, 560. — 8. A., I, 340. — 9. A., I, 612. — 10. A., I, 714.

extrêmement variables et soumises aux fluctuations que subissent les fortunes personnelles des suppôts. Mal gérées par la Nation, elles sont dépensées en partie dans les tavernes. Combien de fois dès qu'il y a quelque argent, rencontre-t-on la formule « et statim perpotatum fuit per magistros in taberna¹ ». Au sortir des assemblées, des offices religieux, on se rend à la taverne où les nouveaux maîtres et les officiers payent à boire. Les charges sont généralement données au plus offrant, ou à celui qui demande le moins d'émoluments². Et si l'argent vient à manquer, les maîtres payent pour leur charge future³.

Cet état de choses est inquiétant et, dès 1370⁴, la Nation essaye de lutter, elle statue que « l'argent de la Nation ne doit pas être dépensé dans les tavernes ni autres lieux, excepté en la Saint-Edmond, fête de la Nation, où l'on a coutume de se réunir pour un banquet mais il doit être conservé avec soin pour l'utilité et l'accroissement de la Nation ». Quelle est la portée pratique de ce statut? Reçoit-il même application? C'est douteux, puisque quatre jours plus tard, la Nation entre à la taverne pour fêter « la joyeuse entrée » d'un maître. De même plusieurs fois, au cours des mois qui suivent. La pratique n'est pas abandonnée et c'est en vain que la Nation veut limiter beuveries et banquets. Tout au long du *Liber Procuratorum*, on retrouve périodiquement, l'affirmation que « l'argent de la Nation doit être dépensé pour l'utilité publique, pour les écoles », et non « en dépenses somptuaires, fêtes et banquets à l'occasion d'élections d'officiers⁵ ».

*
* *

Les Dépenses de la Nation.

Voyons maintenant quelles sont les dépenses qui sont à la charge de la Nation.

1. *A.*, I, 219, 237. — 2. *A.*, I, 369. — 3. *A.*, I, 268, 416, 420, 474, 475, 494. — 4. *A.*, I, 363. — 5. *A.*, I, 769. — *A.*, II, 819. — *A.*, III, 677.

Une des plus importantes consiste dans les *distributions d'argent* faites aux suppôts de la Nation aux offices religieux des principales fêtes de l'année¹, aux obsèques des membres défunts² et à partir de 1404 en la vigile de ces obsèques³. D'après le statut de 1333⁴, les maîtres présents aux offices des huit principales fêtes de l'année⁵, reçoivent huit deniers pour la messe, quatre pour les vêpres; aux offices des dimanches de Carême et aux fêtes moins importantes, on leur distribue six deniers pour la messe et trois pour les vêpres. Les deux bedeaux reçoivent ensemble la part d'un maître. Mais la Nation ignore l'épargne, car à chaque distribution la même somme est répartie entre les maîtres présents, même s'ils ne sont que deux ou trois. Il faut des périodes de grande détresse financière pour que la Nation suspende momentanément les distributions. En 1370⁶, elle décide qu'aucune distribution ne sera faite jusqu'à ce que la Nation ait payé ses dettes, et elle frappe d'amendes ceux qui sans raison se dispensent d'assister aux offices. Il en est de même en 1474 : au mois d'avril⁷ la Nation diminue de moitié les distributions faites aux maîtres, et en septembre⁸ décide de supprimer les messes que la Nation fait célébrer en semaine « à cause de l'inopportunité des temps et de l'indigence de la Nation », mais les distributions faites aux offices des fêtes solennelles sont maintenues. En 1478⁹, le rétablissement des messes hebdomadaires est demandé par certains maîtres. C'est seulement en 1487¹⁰ que la Nation consent à les rétablir et à y faire « comme c'est la coutume des distributions d'argent à tous les maîtres ».

Les statuts de 1423¹¹ établissent définitivement la part de chaque maître à ces distributions : « Chaque maître présent

1. *A.*, I, 881, 882. — *A.*, II, 445, 871, 902, 912. — 2. *A.*, I, 364. — 3. *A.*, I, 890. — 4. *A.*, I, 15.

5. Ces fêtes sont les cinq fêtes principales de la Sainte Vierge : la Purification, l'Annonciation, la Visitation, l'Assomption, la Nativité, la Saint-Edmond, la Saint-Nicolas et la Sainte-Catherine, patrons de la Nation.

6. *A.*, I, 375. — 7. *A.*, III, 270. — 8. *A.*, III, 282. — 9. *A.*, III, 398. — 10. *A.*, III, 641, 642. — 11. *A.*, II, 298.

ne pourra recevoir plus de quatre deniers aux vêpres, huit à la messe. Le procureur, les servants, le principal bedeau recevront le double... Il pourra être distribué moins, si les disponibilités sont insuffisantes. »

En dehors de ces distributions, les offices religieux sont pour la Nation une cause de dépenses. Il faut payer un droit au curé de Saint-Cosme, donner les honoraires de l'officiant ¹, des chantres, de l'organiste; il faut acheter des vases sacrés ou des ornements ², les entretenir ³. Et lorsqu'il y a des réparations à faire à l'église Saint-Cosme qui sert habituellement aux offices de la Nation, il est naturel que celle-ci partage les frais ⁴.

La Nation participe aussi à l'*entretien des luminaires de Notre-Dame*, à l'achat des cierges, et de l'huile pour les lampes. Au début du xiv^e siècle, il existe même un receveur spécial, chargé de percevoir les bourses des suppôts et d'acquitter à Notre-Dame la dette de la Nation ⁵.

Après ces dépenses on peut noter celles qui proviennent des *émoluments que la Nation donne aux différents officiers*. Le procureur reçoit vingt sous parisis ⁶, le receveur quarante ⁷; les bedeaux sont dédommagés de leurs « grands travaux et du peu de profit » qu'ils tirent des candidats aux grades ⁸; les envoyés à la Cour Romaine sont défrayés de leur voyage ⁹.

La Nation est généreuse pour ses maîtres, elle reconnaît les services qu'ils rendent et récompense la peine qu'ils se donnent dans l'intérêt commun : tel maître transcrit les statuts de la Nation sur le nouveau livre des procureurs ¹⁰; tel autre aide à la vente des gages ¹¹, remplit la charge d'exécuteur testamentaire du bedeau ¹² ou établit le rôle envoyé au Pape ¹³.

En tant que membre de la Faculté des Arts, la Nation

1. Statuts de 1423 = deux sous. — 2. *A.*, II, 480. — *A.*, III, 11, 547, 578, 799. — 3. *A.*, II, 368, 379, 380, 488, 694, 709. — 4. *A.*, I, 695. — 5. *A.*, I, 40, 108, 126, 193, 224. — 6. *A.*, I, 109, 124, 303, 426, 455, 475. — 7. *A.*, I, 109, 137, 536. — 8. *A.*, I, 197, 238, 378, 589, 609, 681. — 9. *A.*, I, 570. — 10. *A.*, II, 895. — 11. *A.*, II, 946. — 12. *A.*, II, 933. — 13. *A.*, I, 58.

doit aussi aider le Recteur à faire bonne figure dans l'Université; elle contribue à l'achat des capes et des vêtements de cérémonies. Nous avons vu qu'au xv^e siècle, chaque nouveau maître paye *pour la cape du Recteur* un droit spécial versé à la Faculté des Arts¹. De plus, lorsque le Recteur fait partie de la Nation, celle-ci lui alloue des subsides particuliers pour l'aider à tenir son rang².

La Nation Anglaise-Allemande assure avec les autres Nations, une partie des *dépenses qu'occasionne la rue du Fouarre* : entretien des clôtures³, éclairage et paille pour un jour de fête⁴, paiement de la chambre du bedeau qui garde la rue, ouvre et ferme les écoles⁵.

Nous avons vu que la Nation doit souvent supporter les *frais des grosses réparations des écoles* qui lui appartiennent rue du Fouarre⁶, nous n'y insisterons pas. Mais lorsque ses propres écoles sont insuffisantes, elle doit aussi payer la *location d'autres écoles ou salles* pour l'usage de ses maîtres-régents.

Chaque année, la Nation donne en outre à l'Abbaye de Sainte-Geneviève, le *cens* qui lui est dû pour la propriété des terrains où les écoles sont construites⁷.

A côté de ces dépenses qui se présentent périodiquement, on trouve encore dans le *Liber Procuratorum* ou le *Liber Receptoris* quelques autres mentions : *l'achat et la reliure de livres* pour la Nation⁸; le *pourboire* donné à celui qui enregistre au Parlement les lettres intéressant l'Université⁹; la Nation prête deux francs à un écolier injustement emprisonné, pour les dépenses faites pendant son incarcération¹⁰. On ne peut relever ici tous les détails des comptes de la Nation...

Après cela, comment s'étonner que la Nation soit bien souvent en déficit : les revenus sont plus ou moins aléa-

1. *A.*, II, 895. — 2. *A.*, I, 290. — 3. *A.*, II, 909. — 4. *A.*, II, 902, 904, 914. — 5. *A.*, I, 102, 137. — 6. Voir *supra*. — 7. *A.*, I, *Memorabilia*, LII. — 8. *A.*, I, 314. — 9. *A.*, II, 898. « pro vino Scriptoris qui iugrossavit litteram... ». — 10. *A.*, I, 833.

toires; les occasions de dépenses certaines. En 1402¹, l'état des finances est si bas que les maîtres se demandent s'ils ne seront pas obligés de se débarrasser de la masse du bedeau, du missel et des vases sacrés, trésor de la Nation.

*
* *

Le Coffre de la Nation.

Avant de conclure, disons quelques mots du *coffre de la Nation*.

Le coffre de la Nation Anglaise-Allemande, « archa » ou « cista », se trouve dans l'église Saint-Cosme et Saint-Damien. On y garde tout ce que la Nation possède de précieux : argent, gages, objets et ornements servant au culte, sceau et livres de la Nation.

En 1341, un autre coffre est construit et placé dans l'église des Mathurins où la Nation tient souvent son assemblée². L'année suivante trois clés de ce coffre sont données au procureur, au receveur et à un maître régent choisi par la Nation³.

Au xv^e siècle⁴, la Nation possède un coffre à Saint-Mathurin, dans lequel sont gardés les livres du procureur, les lettres d'obligations et les papiers de la Nation⁵. Il en existe quatre clefs qui sont entre les mains du procureur, du receveur, du plus ancien Régent et du plus ancien maître⁶. Et un autre à Saint-Cosme et Saint-Damien dans lequel se trouvent les vases et les ornements sacrés, les livres précieux. Les quatre clefs en sont confiées aux provinces de Haute-Allemagne, de Basse-Allemagne, aux Anglais (s'il n'y a pas d'Anglais aux Saxons) et aux Ecossais⁷. Chaque année à la Saint-Mathieu, les clefs sont rapportées à l'assemblée de la Nation et redonnées⁸.

1. *A.*, I, 845, 846, 847. — 2. *A.*, I, 43, 51, 105, 194. — *A.*, II, 127, 230, 368. — 3. *C.*, II, 527. — 4. *A.*, II, 535. — 5. *A.*, III, 43, 120, 346. — 6. *A.*, II, 298. — 7. *A.*, II, 298. — 8. *A.*, II, 298. — *A.*, III, 783.

Les coffres ne peuvent être ouverts par un seul maître. Le receveur, toujours accompagné d'autres officiers ou maîtres, y dépose chaque mois le reliquat de son compte, ou prend l'argent dont il a besoin¹. Le procureur même ne peut y aller seul².

Mais ce coffre si bien gardé et verrouillé « contient rarement une somme qui pût exciter l'envie des voleurs ». A peine recueilli l'argent est dépensé, sans souci du lendemain. Il n'est jamais question d'économie pour les temps de crise et s'il y a un excédent au compte du receveur c'est plutôt le résultat d'une chance que d'une prévision de la part des maîtres qui disent allégrement que leur « profession est de n'avoir point de richesses³ ».

Malgré l'importance des problèmes financiers, leur organisation est assez défectueuse dans la Nation; on ne trouve aucune méthode, aucune gérance fructueuse. Les maîtres ne se montrent pas de grands banquiers, les uns vivent pour leur idéal intellectuel; les autres préfèrent jouir du présent, mais aucun ne sut jamais faire fortune.

IV. Les Offices, les Patrons et les Fêtes.

La vie des suppôts de la Nation est joyeuse, les nombreuses fêtes qui jalonnent l'année scolaire sont marquées de réjouissances de toutes sortes et prouvent assez que maîtres et écoliers savent profiter de la vie et y puiser tout ce qu'elle peut donner de joies. A cette époque, l'Église étend son influence à tous les domaines. Dirigeant l'enseignement, elle s'intéresse aux fêtes de l'Université qui s'organisent sous son contrôle, le plus souvent à l'occasion des fêtes religieuses : fêtes des patrons de l'Université ou de la Nation. Chaque semaine, les offices religieux réunissent tous les suppôts et sont autant de fêtes plus ou moins impor-

1. *A.*, I, 28, 97, 276, 387. — *A.*, II, 80. — *A.*, III, 667. — 2. *A.*, I, 395. — *A.*, III, 592. — 3. CREVIER, *op. cit.*, II, 404.

tantes. L'année s'écoule ainsi d'une fête à l'autre, suivant le cycle liturgique de l'Église.

Nous dirons donc quelques mots des offices habituels de la Nation, puis nous décrirons les fêtes des patrons : les cérémonies religieuses et les réjouissances profanes auxquelles elles donnent lieu.

C'est dans l'église paroissiale de Saint-Cosme et Saint-Damien que la Nation a coutume de célébrer ses offices religieux et ses fêtes. Construite en 1210 sur les ordres de Jean de Vernon, abbé de Saint-Germain-des-Prés, elle est située à l'intérieur des murs élevés par Philippe-Auguste, à la jonction de la rue de la Harpe et de la rue de l'École de Médecine¹. Cette église est considérée comme l'église de la Nation, qui l'appelle même une fois du nom de son saint Patron « église Saint-Edmond² » et semble y faire nommer ses sup pôts, curés de la paroisse³.

On y conserve un tableau⁴ représentant saint Edmond et le coffre de la Nation contenant les objets et ornements du culte⁵. Il s'y trouve également un caveau, orné aux armes de la Nation, pour les maîtres étrangers qui meurent à Paris⁶.

Comme nous l'avons dit, la Nation participe à l'entretien de l'église Saint-Cosme⁷. Au xiv^e siècle, cet entretien n'est pas trop onéreux pour les maîtres. Ce n'est qu'en 1394⁸ — la toiture de l'église étant en fort mauvais état — que le curé de Saint-Cosme fait appel à l'assemblée. Le receveur qui seul peut dire l'état financier de la Nation, est absent, les maîtres délibèrent et votent un crédit de cinq francs pour les réparations. Quelques semaines plus tard, ils accordent douze francs dont six sont payés immédiatement et les six autres à Pâques. En 1403⁹, le *Liber Procuratorum* mentionne une nouvelle contribution importante de la Nation, pour de

1. LEBOEUF. *Histoire de la Ville et de tout le diocèse de Paris*, I, 290.

2. *A.*, I, 671. — 3. *A.*, I, 267, 914. — 4. *A.*, II, 59, 112, 229, 235, 824, 830. — 5. *A.*, I, 105. — 6. *A.*, II, 756, 846, 847, 911. — 7. *A.*, I, 315. — 8. *A.*, I, 695. — 9. *A.*, I, 867, 890.

grosses réparations à Saint-Cosme. Et au cours du xv^e siècle, l'aide pécuniaire est fréquente.

Tous les offices religieux ont lieu à Saint-Cosme. Chaque dimanche et jour de fête, les maîtres, les licenciés et même les déterminants sont obligés d'assister à la messe et aux vêpres de la Nation, sous peine d'amendes¹. Nous avons vu que les maîtres y reçoivent quelque argent, lorsque les finances communes le permettent. En semaine, la Nation fait dire la messe à certains jours. A partir de 1383, la Nation décide que se conformant aux coutumes des trois autres Nations et des Facultés, on célébrera, à l'avenir, tous les samedis une messe en l'honneur de Notre-Dame². Par raison d'économie cette messe et les distributions d'argent qu'on y fait, sont suspendues pendant quelques années au xv^e siècle³, mais sur la demande de tous les maîtres, elles sont promptement rétablies.

La Nation fait encore dire des messes pour s'unir aux grandes intentions catholiques, telle l'union des Églises⁴, ou le Pape⁵, et fait célébrer messe et vêpres à l'occasion des obsèques des maîtres défunts⁶. De plus en septembre 1370⁷, elle décide d'instituer une messe annuelle, le 1^{er} novembre, à la mémoire de tous les maîtres, bacheliers, écoliers et bienfaiteurs défunts de la Nation.

La Nation exige de ses suppôts la présence aux offices et aux fêtes. Dès 1275⁸, la Faculté des Arts décide que ses membres n'iront pas à d'autres cérémonies que les siennes. Et au xv^e siècle, à la suite de difficultés entre Anglais et Picards⁹, on statue que les Nations respecteront mutuellement leurs fêtes particulières, sans les interrompre, ni les troubler.

Avec les grandes fêtes de l'Église : Noël, Pâques, la Pentecôte, la Toussaint, les fêtes les plus solennelles sont pour célébrer les patrons et les protecteurs de la Nation.

1. *A.*, I, 656. — 2. *A.*, I, 645, 646. — 3. *A.*, III, 270, 282, 398. — 4. *A.*, I, 778, 915. — 5. *A.*, I, 271. — 6. *A.*, I, 364, 915. — *C.*, II, 20. — 7. *A.*, I, 361, 364, 888. — 8. *C.*, I, 532. — 9. *A.*, II, 38, 40.

Tout d'abord la Nation a pour patrons les patrons communs à l'Université : Notre-Dame, saint Nicolas et sainte Catherine. Les fêtes de Notre-Dame, première protectrice de l'Université sont particulièrement solennelles. Ce sont au début du xiv^e siècle¹, la Purification, l'Annonciation, la Visitation, l'Assomption, la Nativité. En 1376², la fête de la Conception de la Vierge est l'objet d'une délibération, et la Nation décide de la célébrer comme les autres. Les fêtes de saint Nicolas et de sainte Catherine sont, au xiv^e siècle, célébrées en commun par la Faculté des Arts³. Elles donnent lieu à des cérémonies plus ou moins solennelles selon les possibilités financières du moment, et il arrive que la Nation, dépourvue d'argent, les supprime⁴.

Indépendamment des patrons de l'Université, la Nation Anglaise a pour protecteur spécial et patron saint Edmond, roi de Norfolk et de Suffolk, mort en 1017, martyr de la foi chrétienne. Il est représenté sur le sceau de la Nation, portant sa couronne et tenant son sceptre fleurdelysé⁵. Sa fête, le 20 novembre, est la grande fête de la Nation⁶, depuis les temps les plus anciens⁷. Chaque année, elle fait l'objet d'une préparation toute spéciale, afin que la cérémonie religieuse et le banquet traditionnels soient dignes de la Nation. Des maîtres sont choisis par l'assemblée pour en régler la bonne ordonnance⁸ : ils demandent à des prêtres éminents de célébrer la messe⁹, invitent des personnalités diverses à assister à la fête¹⁰ : les Évêques de Durham et de Saint-Davids de passage à Paris, le duc de Saxe, les maîtres d'autres Nations ou Facultés, etc., et l'assemblée de la Nation sanctionne ces invitations et ces préparatifs¹¹.

Primitivement les offices religieux sont chantés par les

1. *A.*, I, 15. — 2. *A.*, I, 481. — 3. *C.*, I, 532. — 4. *A.*, III, 118. — 5. Voir *Supra*, Chap. Préliminaire. — 6. *A.*, I, 320, 435. — 7. *A.*, I, 320. — 8. *A.*, I, 306, 406, 479, 911. — *A.*, II, 21, 91, 276, 335, 354, 370, 443, 492, 500, 528, 575, 627, 670, 700, 750, 786, 830. — *A.*, III, id. chaque année.

9. *A.*, I, 714 n. 4; 787, 788. — *A.*, III, 484. — 10. *A.*, I, 715, 788. — *A.*, II, 134; 159, 160, 213, 370, 750. — 11. *A.*, I, 935. — *A.*, II, 159, 160, 213, 370, 750.

suppôts, mais comme en 1370¹ aux vêpres de la Vigile, les suppôts ont « crié plus que chanté », on décide pour que les cérémonies du lendemain soient plus belles, de faire venir « quelques bons chanteurs », rémunérés par la Nation. Cette initiative du dernier moment dut satisfaire tout le monde, puisque chaque année par la suite, la Nation fait venir des chanteurs pour la fête de Saint-Edmond². Toutefois, suivant l'état des finances de la Nation, la fête est plus ou moins solennelle : on se contente du chapelain de la Nation, si l'on ne peut donner les honoraires d'un autre prêtre³; des chanteurs de la Nation, si l'on ne peut en payer d'autres⁴. Et dans les plus mauvaises années, chacun contribue pour sa part aux dépenses qu'entraîne la fête qu'on ne renonce jamais à célébrer.

Lorsque la Nation se germanise, la Saint-Edmond garde la même importance, puisqu'en 1404⁵ elle est appelée « fête des Allemands », mais la Saint-Charlemagne vient s'y ajouter. Charlemagne, regardé comme le fondateur de l'Université, est canonisé en 1161, sur la demande de Frédéric Barberousse, et vénéré dans le Saint-Empire Romain Germanique. La Nation devenue Nation d'Allemagne célèbre pour la première fois officiellement en 1488⁶ la fête du Grand Empereur qu'elle considère désormais comme un de ses patrons. L'Université se joint à elle et à partir de cette date, le recteur et la Faculté des Arts « rendent tous les ans un culte solennel à Charlemagne ». Au xvi^e siècle, un orateur fourni par chaque Nation à son tour, prononce le panégyrique latin, fondé par l'historien Duboullai en l'honneur de ce héros «... qui de l'aveu de tout le monde mérite les respects et la reconnaissance de tous les amateurs des lettres⁷ ». Nous n'avons pas d'autres renseignements sur la célébration de cette fête, mais on

1. *A.*, I, 373. — 2. *A.*, I, 406, 417, 460, 479, 508. — *A.*, II, 65, 180, 202, 270, 350. — *A.*, III, 620, 743, 778. — 3. *A.*, III, 687. — 4. *A.*, I, 595. — *A.*, II, 159. — 5. *A.*, I, 889. — 6. *A.*, III, 660, 661. — 7. CREVIER, *op. cit.*, IV, 386.

peut penser qu'elle donne lieu aux mêmes offices religieux que la Saint-Edmond.

Les fêtes ne sont pas exclusivement des cérémonies religieuses, elles s'accompagnent de réunions et de banquets dans les tavernes. L'expression du *Liber Procuratorum* est à ce sujet bien suggestive : « Fieri festum in ecclesia et in taberna¹ ». Souvent elles se prolongent la nuit, par des défilés d'écoliers qui répandent le trouble dans la ville et dont les excès sont l'objet de nombreux règlements de police de la Faculté des Arts : entre autres en 1269², en 1452³, en 1474⁴, et en 1488⁵.

La Nation Anglaise-Allemande est-elle plus célèbre que les autres pour ses banquets et ses réjouissances? Nous ne pourrions le dire, mais dès le xiii^e siècle la réputation de ses suppôts est établie :

« Cantat Normannus, bibit Anglicus, est Alemanus »... Et le *Liber Procuratorum* nous apprend que bien souvent les maîtres se rendent à la taverne. La taverne est d'ailleurs un lieu commode, laissons un poète du temps nous la dépeindre :

.... « Avez-vous faim? Vous y mengerez.

Avez-vous soif? Vous y burez.

A-t-on froid? On s'i chauffera.

Ou chault? On s'i rafreschira.

En taverne pour abrégier

Vous y trouverez boire et menger

Pain, vin, feu et tout bon repos

Bruy de choppines et de potz

De tasses d'argent et vesselle

Et quant on en part, on chancelle.

Et est-on parfois si joyeux.

Que les larmes viennent aux yeulx.

Plus grosses que pépins de poire.

Mais au fort, ce n'est que de boire⁶ »....

1. A., I, 820. — 2. C., I, 481. — 3. C., IV, 730. — 4. C., IV, 365. — 5. A., III, 686. — C., IV, 434. — 6. MONTAIGLON. *Anciennes poésies françaises*.

Au ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, les tavernes sont innombrables à Paris¹, celles que fréquentent la Nation sont environ au nombre de quarante², parfois désignées de façon obscure ou fantaisiste, et dont les plus connues sont « ad barbias³ », « ad castellum⁴ », « apud grangiam⁵ », « ad husiam Egidii⁶ », « ad imaginem Sancte Johannis⁷ ». De grands banquets y réunissent les suppôts à l'occasion des fêtes de la Nation dont nous avons parlé : le banquet de la Saint-Edmond préparé par les commissaires de la Nation, avec autant de soin que la fête religieuse, est le plus réputé. Même lorsque la Nation par mesure d'économie supprime toutes réjouissances, celui-ci est maintenu⁸ comme une tradition intangible, et chacun paie son propre écot⁹.

Au ^{xiv}^e siècle, les banquets se multiplient¹⁰ et la Nation limite leur nombre. Nous trouvons dans les statuts de 1423 la réglementation adoptée à la fin du siècle : « Désormais il ne sera fait que trois banquets par an, à savoir : au premier compte du receveur (vraisemblablement le bilan de l'année précédente), un banquet pour lequel on ne dépensera pas plus de deux francs; à la Saint-Mathieu, un banquet de même importance, et si cette somme est dépassée, ceux qui y prennent part paieront la différence; un troisième banquet sera fait à la Saint-Edmond. L'assemblée de la Nation en règlera les modalités trois ou quatre jours à l'avance, de façon que la Nation ne soit en rien grevée.

Mais en 1488¹¹, la Nation s'avise que dans les trois autres Nations, il y a chaque année deux banquets pour les maîtres-régents, et qu'il pourrait au moins y en avoir un dans la Nation Allemande. Cette année-là les maîtres-régents ont un banquet, et la tradition paraît s'en établir¹².

Les fêtes ne sont donc pas les seules raisons de se réunir

1. Stéphane BOILEAU, *Livre des métiers*, publié par R. DE LESPINASSE et BONNARDOT.

2. *A.*, I, *Memorabilia*, LVI-LVII. — 3. *A.*, I, 19, 23. — 4. *A.*, I, 328, 330, 430. — 5. *A.*, I, 127, 186, 238, 284, 360, 422. — 6. *A.*, I, 380, 386, 387, 408, 475, 483, 511. — 7. *A.*, I, 183, 189, 231, 335, 418, 665. — 8. *A.*, I, 371. — 9. *A.*, I, 372. — 10. *A.*, I, 102. — 11. *A.*, III, 681. — 12. *A.*, III, 769, 794.

pour un banquet. Nous allons voir dans le *Liber Procuratorum* que les maîtres profitent de toutes les occasions pour s'assembler à la taverne et y boire : l'élection d'un nouveau procureur¹, d'un receveur ou d'examineurs de Sainte-Geneviève², l'inceptio d'un nouveau maître, le départ d'un messenger³ sont autant de raisons de se réjouir et l'heureux élu paye à boire à ses confrères. Les déterminants eux-mêmes sont tenus d'offrir à boire le premier et le dernier jour de leurs disputes, seuls le procureur et le receveur peuvent accorder une permission pour d'autres dates⁴.

La Nation essaye de limiter beuveries et banquets, car une partie de ses ressources est dépensée à la taverne. Au xiv^e siècle, elle est peu récompensée de ses efforts, mais à partir du xv^e le *Liber Procuratorum* parle moins souvent des tavernes. Peu à peu la coutume semble tomber en désuétude et peut-être, faute d'argent, sont-elles moins fréquentées officiellement. Des banquets s'organisent chez les officiers de la Nation, de l'Université, ou dans les collèges⁵, permettant de tenir plus secrets les excès auxquels parfois ils donnent lieu. Comédies, danses et chansons se répandent, sévèrement contrôlées par la Faculté des Arts qui a fort à faire pour lutter contre le relâchement et la licence, et punit du fouet ceux qui enfreignent ses statuts⁶.

Ainsi nous apparaissent les fêtes de la Nation : cérémonies religieuses solennelles, suivies de réunions vivantes et pittoresques où maîtres et écoliers ne craignent personne : « Pour boire et manger, ils n'ont point leurs pareils, écrit Pierre le Mangeur : ce sont des dévorants à table... ils aiment à voir le vin pétiller dans leur verre et ils avalent intrépidement⁷ ». Mais le programme des fêtes où les devoirs religieux occupent la première place, fait ressortir

1. A., I, 360, 401, 461. — 2. A., I, 291. — 3. A., I, 106, 227, 330, 403, 720. — 4. C., I, 229. — 5. A., II, 472, 482, 820. — 6. CREVIER, *op. cit.*, IV, 437. — 7. FRANTZ FUNCK-BRENTANO, *Le Moyen Age*, p. 194.

de façon bien intéressante le caractère de cette époque : une foi profonde règne, toute la gaieté, les espiègleries, parfois même les excès des suppôts, ne portent pas atteinte à la sérénité de leur religion.



Voici décrites les principales activités de la Nation. Nous avons retracé le cycle des études, c'est-à-dire comment l'écolier peut successivement devenir bachelier, licencié et entrer dans la corporation des maîtres. Pourvu de ces titres, il a le droit d'enseigner dans les écoles de la Nation et met tout son orgueil à réunir de nombreux élèves.

Les écoles, centres des études ès-arts aux XII^e et XIII^e siècles, appartiennent à la Nation qui les distribue à ses maîtres-régents. Elles sont le patrimoine du corps qui les entretient, y surveille les études et les mœurs. A la fin du XIII^e siècle, nous avons vu se créer des Maisons où les étudiants pauvres trouvent le vivre et le couvert. Ces maisons prennent peu à peu de l'importance et deviennent les fameux « Collèges » dont le rôle est si considérable qu'ils en arriveront à modifier et même à constituer l'Université elle-même.

Un aperçu sur les finances de la Nation nous a montré une Nation pauvre, souvent en déficit, qui gère ses affaires comme elle l'entend, et aide généreusement ses suppôts malgré son impécuniosité.

La description des fêtes et des offices de la Nation nous a enfin donné un autre aspect de la vie intérieure de la Nation. Par là, nous avons entrevu l'influence de l'Église, mais aussi la rudesse des mœurs.

Ainsi, nous n'avons aucune peine à imaginer la vie des écoliers de la Nation Anglaise-Allemande à cette époque, bonne et joyeuse vie qu'ils aiment à faire durer, comme en témoignent les lettres pittoresques du temps¹. On a beau-

1. FR. FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. 195 et ss.

coup écrit sur les suppôts de l'Université au Moyen Age : écoliers sans gîte, ni ressources « qui connaissent mieux les règles du jeu de dés que celles de la logique », étudiants parisiens « turbulents et batailleurs qui troubleraient la terre entière ». Mais il ne faut pas oublier qu'il y a aussi les bons écoliers studieux, rangés, qui normalement accèdent à la maîtrise et font le renom si grand de l'Université de Paris.

De tout ceci, il est possible de conclure que la Nation a une vie propre au sein de la Faculté des Arts et de l'Université : ce sont bien ses écoles que fréquentent les suppôts ; ses ressources qu'elle dépense sans compter, et ses patrons qu'elle fête solennellement. L'assemblée de la Nation contrôle les activités, possède et garde jalousement le droit de décider en toutes circonstances. Mais pour les règlements communs à tous les suppôts, la Nation reste soumise à la Faculté des Arts et à l'Université dont elle fait partie.

CHAPITRE III

RAPPORTS DE LA NATION AVEC L'EXTÉRIEUR

Nous venons d'étudier l'organisation et l'activité de la Nation Anglaise-Allemande. En décrivant l'assemblée des maîtres et ses pouvoirs, le rôle des officiers, l'accession aux grades, l'administration des finances, nous avons suffisamment prouvé qu'elle a une vie propre. Il nous reste à dire comment cette Nation s'intègre dans la Faculté des Arts et dans l'Université, et la nature des rapports qui les unissent.

I. La Nation et la Faculté des Arts.

A l'encontre des Facultés Supérieures de Théologie, de Médecine et de Décret, la Faculté des Arts n'est pas à proprement parler un corps distinct : elle est la réunion de quatre corps, les Nations : Française, Picarde, Normande, Anglaise-Allemande¹.

Les Nations qui ont toutes une organisation similaire, enseignent les arts et préparent à la licence, sont liées par des intérêts généraux qui nécessitent et expliquent l'existence d'un chef; le Recteur; une organisation : la Faculté des Arts où l'on étudie en commun les questions intéressant les Nations, où l'on prend les décisions et juge les différends.

En 1245², un texte mentionne pour la première fois la présence d'un « Rector » à la tête des Nations, il est leur

1. M. OLIVIER-MARTIN, *L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime*, p. 26. — 2. C., I, 179.

chef et représente leurs intérêts. Lorsque les Facultés Supérieures se distinguent, dès la fin du ^{xiii}^e siècle, il devient un personnage considérable, chef de l'Université tout entière¹.

Mais dans la Faculté des Arts, c'est l'assemblée qui joue le rôle le plus important, voyons donc comment elle fonctionne, et quelles sont ses attributions.

Disons tout d'abord que, pour l'époque étudiée ici, il existe peu de textes. Le *Chartularium*² nous fournit les décisions prises, statuts applicables dans les Nations; le *Liber Procuratorum*³ donne au ^{xv}^e siècle seulement des rapports précis mais succincts sur les assemblées de la Faculté des Arts, et l'*Histoire de l'Université* de Crevier éclaire leur organisation et leurs activités.

L'assemblée de la Faculté des Arts est convoquée par les bedeaux sur l'initiative du Recteur, ou sur la demande des procureurs des nations, lorsque ceux-ci le jugent nécessaire. Si le Recteur refuse sans motif de faire la convocation qui lui est demandée, il est en faute, et les procureurs ont le droit de passer outre : ce qui, en général, crée des difficultés. A la fin du ^{xv}^e siècle⁴, le droit de convoquer l'assemblée est par deux fois reconnu aux procureurs, malgré les revendications du Recteur qui, jaloux de sa prérogative, se considère comme lésé.

L'assemblée de la Faculté des Arts est formée par la réunion des assemblées des quatre Nations. En principe, on admet à l'assemblée tous les maîtres ès-arts, mais le droit de suffrage est donné suivant les Nations de façons différentes. Tous les maîtres ne peuvent voter; dans la plupart des Nations il faut être régent ou l'avoir été au moins une année. Dans la Nation Anglaise-Allemande on ne conçoit pas ces distinctions, tout maître-ès-arts est admis à l'assemblée de la Faculté, mais le nombre des votants est

1. Voir *Infra*. — 2. *Chartularium Universitatis*, tomes I, II, III. — 3. *A.*, III. — 4. CREVIER, *op. cit.*, IV, 345; 374.

limité à vingt, avec voix prépondérante attribuée au procureur de la Nation¹.

Les Assemblées ont lieu en général à l'église St-Julien le Pauvre² qui est l'église de la Faculté des Arts, ou à l'église des Mathurins³. Au XIII^e siècle, elle sont très fréquentes et semblent se réunir selon les besoins. « On les réduit à une par semaine et l'on ordonne que les affaires qui pourront survenir dans l'intervalle d'une assemblée à l'autre, seront décidées, si elles sont pressantes et sommaires par le recteur et les procureurs⁴. » A la fin du XIV^e et au XV^e siècle, elles ont lieu régulièrement aux mêmes époques de l'année :

en octobre⁵ une ou deux séances se tiennent, à quelques jours d'intervalle pour s'occuper des écoles et des collèges. Une commission de maîtres, pris dans chaque Nation, est nommée, elle doit visiter les écoles, y faire les réformes utiles et rendre compte à la Faculté tout entière;

en janvier⁶, la Faculté s'assemble pour approuver le choix fait par le chancelier de Sainte-Geneviève qui prend dans chaque Nation un maître chargé de faire passer l'examen de licence;

au mois de mars, l'assemblée reçoit les serments des examinateurs que les Nations ont choisis pour le second examen de Sainte-Geneviève et ceux des candidats.

Régulièrement en mars, juin, octobre, décembre, la Faculté des Arts se réunit pour élire un nouveau Recteur⁸ et nous verrons plus loin comment se fait cette élection.

Ces réunions régulières n'excluent pas les assemblées qui nécessitent des questions urgentes : élection à la chaire de morale⁹, réforme des abus dans les écoles¹⁰, dans la

1. CREVIER, *op. cit.*, V, 304. — 2. *C.*, I, 570. — *C.*, II, 36, 56, 246, 485. — *A.*, III, 25, 27, 30, 50, 57, 59, 64, 65, 70, etc. — 3. *C.*, I, 177. — *C.*, II, 46, 405, 475, 486, 494. — *A.*, III, 37, 39, 80, 106. — 4. CREVIER, *op. cit.*, I, 72. — *C.*, I, 530. — 5. *A.*, III, 17, 19, 57, 59, 99, 126... 685, etc... — 6. *A.*, III, 27, 70, 106... 659. — 7. *A.*, III, 39, 80, 114... 668, etc... — 8. *A.*, III, 37, 50, 64, 90, 97, 102, 113, 121, 125, 129, etc... — 9. *A.*, III, 81. — 10. *A.*, III, 112.

Faculté elle-même¹ et sur tout règlement des querelles qui surgissent fréquemment entre les Nations².

Comment l'assemblée fonctionne-t-elle? Un texte de 1288³ permet d'imaginer ce que sont les assemblées de la Faculté présidées par le Recteur. Les maîtres de toutes les Nations y assistent, mais les délibérations et les votes se font par Nation, et le procureur de chacune d'elles en porte le résultat au Recteur. Comme dans les Nations, les discussions sont secrètes : le *Chartularium* ne rapporte que le texte des statuts, et au xv^e siècle le procureur en donne dans son livre un bref compte-rendu,

Voyons maintenant le rôle de cette assemblée. Les quatre Nations se réunissent pour régler les questions qui les intéressent, parce que de cet accord doit résulter une meilleure organisation des études ès-arts et une unité qui fait la force des Nations elles-mêmes. Qu'elles mettent en commun l'élection du Recteur, leur chef à toutes, l'examen de licence, la visite ou la réforme des écoles, elles poursuivent ces mêmes buts, qui n'entravent en rien la vie de chaque Nation.

Le rôle principal de l'assemblée de la Faculté des Arts est la confection des règlements généraux appelés traditionnellement statuts qui sont applicables dans toutes les Nations. Ces statuts apparaissent dès la première moitié du xiii^e siècle. Ils posent des principes généraux que les Nations doivent respecter en faisant leurs statuts particuliers. Nous avons vu que la Nation a une certaine autonomie qui lui permet de régler ses affaires personnelles comme elle l'entend. Mais son indépendance n'est pas complète, elle doit tenir compte des pouvoirs qui lui sont supérieurs et ne rien décider qui soit en contradiction avec les règlements généraux de la Faculté des Arts.

Ces règlements généraux sont d'ordres très divers. Ils

1. *A.*, III, 113, 686, 689. — 2. *A.*, III, 65, 91... 662, 666, 668, 673. — 3. *C.*, II, 21.

interviennent tout d'abord dans l'élection des officiers de la Nation :

dans l'élection du procureur qui fait le lien entre elle et la Faculté des Arts. Dès 1288, un statut¹ décide que le jour de l'élection, chaque procureur sera présenté au Recteur et son nom inscrit sur le registre : avant l'accomplissement de cette formalité, le nouveau Procureur ne pourra représenter sa Nation à l'assemblée de la Faculté des Arts ;

dans l'élection des autres officiers, car le procureur ne doit pas seul être approuvé. Les bedeaux ont aussi à prêter serment et à payer les droits dus au Recteur sous peine d'être exclus de la Faculté des Arts². Les envoyés à la Cour Romaine, désignés par chaque Nation, reçoivent un salaire identique fixé par l'assemblée de la Faculté³.

Des règlements donnent aussi aux Nations des directives précises dont elles ne peuvent s'écarter en matière d'enseignement.

La Faculté assure tout d'abord l'organisation des études : elle veut pour les écoliers, la liberté de choisir leur maître⁴ et ainsi elle lutte contre ceux qui par intérêt cherchent malhonnêtement à grossir leur auditoire et à s'attirer des écoliers ; elle donne un programme d'études⁵ qu'elle contrôle soigneusement afin que ne se glissent ni erreur, ni hérésie⁶ ; particulièrement sévère en matière de théologie, elle interdit à ses suppôts de disputer de sujets qui en relèvent⁷.

La Faculté ne dédaigne pas les grandes lignes de l'organisation matérielle qui doit apporter l'ordre et faciliter les études des suppôts. Elle établit la durée de l'année scolaire⁸, les jours et les heures où se feront les leçons des maîtres : leçons ordinaires et extraordinaires⁹, les jours d'examen ou d'inceptio¹⁰ ; elle règle même l'habit que portent les maîtres¹¹. En 1289¹², elle ordonne que chaque maître-ès-arts inscrive

1. *C.*, II, 21. — 2. *A.*, I, 618. — *A.*, III, 507. — 3. *A.*, I, 374. — 4. *C.*, II, 46. — 5. *C.*, I, 277. — 6. *C.*, II, 485. — 7. *C.*, I, 499. — 8. *C.*, I, 277. — 9. *C.*, I, 178. — 10. *C.*, I, 570. — *C.*, II, 493. — 11. *C.*, II, 486. — 12. *C.*, II, 35.

le nom de ses écoliers sur une « matricula » qui servira de témoignage aux bons écoliers, assidus aux leçons, et c'est là l'origine de l'immatriculation moderne de nos Facultés Supérieures¹. A la fin du xiv^e et du xv^e siècles, comme nous l'avons déjà dit, elle fait régulièrement au début de chaque année scolaire, visiter les écoles et les collèges pour voir si ses statuts y sont respectés et si des réformes sont nécessaires.

Les règlements généraux édictent encore les principes qui, dans toutes les Nations, doivent régir l'accession aux grades.

La Faculté s'intéresse rarement à l'examen de détermination : épreuve particulière à chaque Nation, et pour laquelle les candidats prêtent serment au procureur. Il en est tout autrement pour l'examen de licence qui va donner au candidat reçu le pouvoir d'enseigner dans la Faculté des Arts, et pour l'inceptio qui consacre l'admission du licencié dans la corporation des maîtres-ès-arts.

La licence est « l'examen de la Faculté des Arts² » qui l'organise avec beaucoup de soin. Les examinateurs choisis dans les Nations sont envoyés à Sainte-Geneviève par la Faculté elle-même³, et ils ne peuvent en aucun cas interroger leurs élèves⁴. Avant l'examen, l'assemblée de la Faculté vérifie si le candidat réunit toutes les conditions exigées pour se présenter : âge, études, etc.⁵..., et c'est devant elle qu'il prête serment au Recteur⁶.

L'inceptio est aussi de la part de la Faculté l'objet d'une réglementation précise contenue dans le serment prêté au Recteur. Nous avons déjà parlé⁷ de l'obligation pour le nouveau maître de régenter deux années au moins à Paris, de respecter les statuts, les méthodes d'enseignement, etc...

Enfin, la Faculté des Arts qui veut maintenir la discipline parmi ses membres, prend certaines mesures générales de

1. M. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, p. 22. — 2. *A.*, II, 728. — 3. *C.*, I, 383. — 4. *C.*, I, 412. — 5. *C.*, I, 570. — 6. *C.*, II, 677, voir *supra*. — 7. Voir *supra*.

police que chaque Nation doit faire respecter par ses suppôts. Il s'agit le plus souvent d'empêcher les batailles fréquentes entre écoliers¹; de surveiller les études pour qu'on ne soit pas admis aux grades sans un travail sérieux²; de « défendre ou d'abolir les réjouissances folles par lesquelles on deshonorait plutôt que l'on ne célébroit les fêtes des saints patrons des différentes nations³ » et par lesquelles on marquait d'ordinaire chaque fête.

Tous ces règlements généraux sont munis de sanctions qui en assurent le respect. La sanction la plus fréquente est la « privatio⁴ » par laquelle le coupable est « privé de tous ces droits académiques jusqu'à ce qu'il fasse preuve de repentir et de changement de conduite⁵ ». Le maître qui enfreint les statuts au sujet des méthodes d'enseignement et de l'organisation des études, voit ses leçons suspendues pendant une année ou plus⁶. Parfois il est « privé perpétuellement de tout office » dans la Faculté des Arts⁷. Lorsque le statut est particulièrement important, comme celui qui, en 1275⁸, règle l'accession aux grades, la sanction peut aller jusqu'à la « resecacio », exclusion de la Faculté.

Quoi qu'il en soit, tous ces statuts sont édictés « sur le conseil des gens expérimentés, pour l'utilité commune des études ès-arts » et la gloire de la Faculté⁹. La Nation doit en tenir compte et nous l'avons dit, l'activité législative de son assemblée leur est subordonnée. Rien ne peut être décidé dans ce cadre de la Nation, qui soit en contradiction avec les règlements généraux établis par la Faculté. Donnons quelques exemples de la concordance des deux législations.

Si la Faculté intervient dans l'élection des officiers, ce n'est que pour ratifier le choix de la Nation et nous n'avons pas dans le *Liber Procuratorum* un seul exemple d'un procureur ou d'un bedeau qui ne serait pas agréé par la Faculté

1. CREVIER, *op. cit.*, IV, 268, 381. — 2. CREVIER, *op. cit.*, IV, 280. — 3. CREVIER, *op. cit.*, 169, 434. — 4. C., I, 178. — C, II, 46, 383, 499. — 5. CREVIER, *op. cit.*, IV, 356. — 6. C., I, 277, 383. — 7. C., I, 376. — 8. C., I, 530. — 9. C., I, 178.

des Arts ou dont le serment n'aurait pas été reçu par le Recteur.

Lorsqu'il s'agit de l'organisation des études, la Faculté donne les directives générales dont nous venons de parler, elle décide les livres qui seront expliqués pour la détermination ou la licence, elle fixe le commencement et la fin de l'année scolaire, ce qui laisse cependant à la Nation la liberté de distribuer comme elle l'entend ses écoles, d'organiser les leçons de ses maîtres, d'en définir le jour, l'heure, la méthode¹.

Il en est de même pour l'accession aux grades, la Faculté agréée les examinateurs des licenciés, dont le choix est laissé à la Nation. Si elle interdit les cérémonies de l'inceptio, les dimanches et jours de fêtes², elle donne toute latitude à la Nation pour les fixer à d'autres dates.

Enfin, si la Faculté s'intéresse aux fêtes et les réglemente, c'est pour interdire les excès³. L'ordonnance des cérémonies religieuses ou des réjouissances profanes est bien l'affaire de la Nation seule⁴. Mais nous avons vu combien à ce sujet une réglementation générale stricte est nécessaire pour que la Nation ne dépense pas sans compter toutes ses ressources ou pour que les suppôts ne se laissent pas aller à des abus très regrettables.

Dans un autre domaine cette dépendance apparaît encore. L'assemblée de la Nation, vis-à-vis de ses suppôts, joue le rôle de juridiction arbitrale, elle tend à apaiser dès leur naissance les différends nés dans son sein, afin de n'en pas donner le triste spectacle au dehors. Mais cette juridiction ne s'exerce qu'à charge d'appel à la Faculté des Arts et à l'Université.

Le Recteur et les procureurs forment le tribunal de la Faculté des Arts⁵ qui juge les infractions à ses statuts et les appels de la Nation. Parfois la Nation s'adresse directement à lui, par exemple pour apaiser un différend au sujet

1. *A.*, I, 188. — 2. *C.*, II, 493. — 3. *A.*, II, 299. — 4. Voir *supra*. — 5. CREVIER, *op. cit.*, II, 309.

de l'élection du Recteur¹. De la Nation il peut y avoir appels successifs au tribunal de la Faculté des Arts et à celui de l'Université² — nous verrons plus loin comment s'exerce la juridiction de l'Université — mais le sentiment qui empêche la Nation d'ébruiter ses discordes joue également dans la Faculté des Arts et les maîtres préfèrent en référer à la Faculté avant d'en référer à l'Université³.

Pour achever de déterminer la place de la Nation dans la Faculté des Arts, il faut dire un mot de l'administration de ses finances. Quelques éclaircissements nous sont donnés par Crevier : « Chaque Nation dit-il, perçoit des droits sur ses suppôts, une partie reste à la Nation pour son usage, et une autre passe entre les mains du Recteur pour les dépenses communes de la Faculté⁴. » N'est-ce pas cette même organisation financière qui existe entre les provinces et la Nation? Comme les provinces contribuent aux dépenses communes de la Nation, les Nations contribuent à celles de la Faculté des Arts; ainsi en 1347⁵ nous voyons chaque Nation aider la Faculté à subvenir aux frais qu'entraîne le procès contre les Théologiens, et bien souvent aider à payer les dépenses qu'occasionne la rue du Fouarre.

Nous avons vu que la Nation administre ses finances comme elle l'entend, par l'intermédiaire de son receveur responsable, mais la Faculté intervient quelquefois pour donner un principe général qui lui semble nécessaire dans l'intérêt de tous : en 1259⁶, elle interdit aux candidats aux grades le dépôt de gages et décide qu'« à l'avenir ils devront payer leurs bourses en argent comptant », car « on ne peut aliéner cet argent qui appartient à tous ».

Ainsi la place de la Nation dans la Faculté des Arts nous apparaît clairement.

Son assemblée s'unit à celles des trois autres nations pour former l'assemblée de la Faculté, dont les décisions sont

1. *A.*, I, 628. — 2. CREVIER, *op. cit.*, II, 420. — *A.*, I, 76, 352. — 3. *A.*, I, 377. — 4. CREVIER, *op. cit.*, II, 119. — 5. CREVIER, *op. cit.*, II, 372. — 6. *C.*, I, 376.

prises pour le bien commun : fin justifiant à elle seule l'application qu'elles doivent recevoir dans chaque Nation.

Le procureur, chef de la Nation, les officiers : bedeaux, examinateurs des licenciés, envoyés à la Cour Romaine, doivent prêter au Recteur serment de fidélité et par là obtenir de lui un agrément tacite de leur élection. Nous avons déjà parlé des serments que prêtent auprès de la Faculté les candidats à la licence et à la maîtrise. Tous sont un engagement solennel qui prouve bien la dépendance de la Nation à l'égard de la Faculté des Arts.

Les écoles de la Nation et plus tard les collèges sont soumis à un droit de visite qui est une condition de l'action disciplinaire et du pouvoir juridictionnel de la Faculté des Arts sur les *suppôts* des Nations.

La Nation doit aide financière à la Faculté, elle doit enfin s'unir à elle pour célébrer certaines fêtes communes à toutes les Nations : la Saint-Nicolas, la Sainte-Catherine.

Ainsi se trouve démontré que la Faculté des Arts tout en respectant la vie propre de la Nation, se place au-dessus d'elle et lui impose des règles qui font sa force.

*
..

II. La Nation et l'Université.

L'Université groupe les *suppôts*, maîtres et écoliers des Nations et des Facultés Supérieures, leur impose son autorité, représente et défend leurs intérêts. Son organisation est véritablement celle d'un corps qui possède un nom, un sceau, des privilèges, qui a ses officiers, son assemblée, ses statuts et se place dans la hiérarchie, au-dessus des corps que sont Nations et Facultés Supérieures.

Dans ce paragraphe, nous n'étudierons pas en détail l'Université. Nous parlerons seulement de ce qui peut mettre en lumière les rapports de la Nation et de l'Université, afin d'établir le rôle de la Nation dans les organes de

l'Université, et l'autorité de l'Université sur la Nation. Il ne faut pas oublier qu'il est difficile jusqu'au milieu du XIII^e siècle de distinguer la composition de l'Université. Dans l'Université les Nations s'organisent, les premières et la Faculté des Arts se forme lorsqu'apparaissent les Facultés Supérieures.

Le rôle de la Nation est important dans les organes de l'Université :

à l'Assemblée, elle a droit de suffrage à l'égal des Facultés Supérieures ;

avec les autres Nations, elle nomme le Recteur, toujours membre de la Faculté des Arts ;

elle est représentée par son Procureur au tribunal de l'Université.

Examinons successivement ces différentes participations à la vie du corps qui groupe tous les suppôts.

Comme dans la Nation et dans la Faculté des Arts, l'assemblée joue dans l'Université un grand rôle. Convoquée sur l'initiative du Recteur, lorsque cela est nécessaire, elle réunit les assemblées des trois Facultés et des quatre Nations. Le Recteur la dirige. Il expose l'objet de la réunion, et Facultés et Nations se séparent pour délibérer chacune de leur côté¹. Lorsque les délibérations sont terminées, les Facultés et les Nations se rassemblent de nouveau. Le procureur de chaque Nation, le doyen de chaque Faculté font connaître l'avis de leur corps et le Recteur conclut prenant la décision à la majorité des voix².

Il est intéressant de souligner la part de responsabilité de chaque Nation et de chaque Faculté dans la décision prise. Prenons l'exemple de la Nation qui nous intéresse. Connaissant le but de la réunion, elle se retire, délibère et vote avec son procureur. C'est le résultat de ce vote, expression de la majorité de la Nation, que le procureur rapporte à l'assemblée de l'Université. Le Recteur prend la décision au

1. *A.*, I, 857. — 2. *CREVIER, op. cit.*, V, 156, 233.

nom de l'Université, d'après le résultat des délibérations particulières des Nations et des Facultés qui ont chacune une voix à l'assemblée. Quatre voix pour les Nations, trois voix pour les Facultés Supérieures permettent au Recteur d'établir la majorité. Comment ne pas rapprocher ce vote par Nations et Facultés du vote par ordre qui se pratique dans les États Provinciaux et les États Généraux où des délibérations du Clergé, de la Noblesse et du Tiers-État va sortir l'opinion qui s'exprimera dans le vote de l'ordre à l'Assemblée.

Il faut aussi souligner dans la décision de l'Université, le rôle des Nations par rapport à celui des Facultés Supérieures, rôle plus important, puisque, ensemble, elles ont quatre voix contre trois. Telle est la conséquence de l'organisation première de l'Université. Mais les Nations ont à lutter constamment pour conserver leurs droits. Du Boulay¹ dit qu'à la fin du xv^e siècle, dans l'assemblée de l'Université, les suffrages se comptent fréquemment par Faculté : la Faculté des Arts n'ayant qu'une seule voix. Nous ne pouvons rapporter toutes les querelles auxquelles donnèrent lieu les quatre voix de la Faculté des Arts, du reste les plus sérieuses sont postérieures aux siècles étudiés ici, pendant lesquels chaque Nation a sa voix dans la délibération de l'assemblée de l'Université.

A côté de l'assemblée qui prend les décisions importantes, le Recteur a, dans l'Université une place considérable. Il est le chef de tous les suppôts qui lui doivent obéissance « in licitis et in honestis ». Nous avons vu son rôle à l'assemblée qu'il préside, il nous faut maintenant dire comment ce Recteur est choisi au sein de l'Université.

Les quatre Nations qui sont les premières organisées choisissent le Recteur dans la Faculté des Arts et conservent ce privilège même après l'apparition des Facultés Supérieures. Il est intéressant d'examiner en détail cette parti-

1. Cité par CREVIER, *op. cit.*, V, 122.

cipation de la Nation à la vie de l'Université, participation effective et très importante puisque le chef de tous les suppôts appartient à une Nation ¹.

Chaque Nation désigne un de ses membres l'« Intrans ² », qui élira le Recteur. Le premier règlement relatif à ces Intrans est celui fait en 1249 ³, à la suite d'une discorde entre maîtres-régents ès-arts. Il décide que « les quatre procureurs, après avoir juré solennellement devant l'assemblée de leur Nation, éliront de bonne foi un nouveau Recteur qu'ils croiront en conscience être le plus apte à remplir la charge, sans tenir compte de discordes passées, de haine, d'amitié ou d'inimitié. S'ils ne peuvent se mettre d'accord, on appellera le ou les Recteurs précédents et celui qui aura la majorité des voix sera Recteur. Si la majorité ne peut se former, on prendra quatre autres électeurs dans les Nations ».

Mais ce règlement n'empêche pas les querelles entre Nations. Crevier ⁴ les rapporte tout au long ainsi que les décisions prises par le Cardinal Simon de Brie pour les éviter. En 1278 ⁵, la sentence prévoit le cas où manquerait l'un des quatre procureurs et veut qu'on appelle le plus jeune docteur en Théologie. S'il manque deux procureurs, les deux plus jeunes docteurs. Cette disposition peu favorable au droit exclusif des quatre nations de la Faculté des Arts, est rarement appliquée. Cependant le *Liber Procuratorum* en fait mention en 1337 ⁶ et Crevier ⁷ rapporte qu'on l'applique en 1438 dans la Nation Allemande, qui, à cette date, manque de suppôts.

Primitivement, c'est donc le procureur qui est l'Intrans

1. Au x^e siècle (*A.*, III) sur 107 Recteurs, 19 sont Allemands, 22 Picards, 31 Français, 20 Normands, 15 d'origine inconnue.

2. « Intrans » du verbe *intrare*, car les électeurs, comme nous le verrons plus loin, « entrent » dans une salle close, pour faire l'élection.

3. *C.*, I, 215. — 4. CREVIER, *op. cit.*, II, 11, 57.... — 5. CREVIER, *op. cit.*, II, 80.

6. *A.*, I, 19 « Ne rector mitteret pro juniore theologo qui loco electoris nacionis nostre intrans. »

7. CREVIER, *op. cit.*, II, 80.

de sa Nation et élit le Recteur. Mais dès le ^{xiii}^e siècle on admet comme intrant d'autres maîtres que le procureur. Crevier¹ signale que peuvent être intrants : les bacheliers en Théologie ou les régents en grammaire depuis six ans, et dit : « Simon de Brie ordonna (en 1266) que le Recteur unique serait élu par les quatre procureurs ou par quatre maîtres choisis dans les Nations suivant la teneur du statut de 1249, par lequel l'élection du Recteur est déterminément attribuée aux procureurs. Dans l'intervalle de 1249 à 1266 un règlement dut permettre l'alternative dont parle le légat. »

C'est à cette époque vraisemblablement que se déterminent aussi les conditions pour être, dans la Nation, électeur de l'Intrant : « Tous ceux qui régentoient à Paris avoient un droit de suffrage² ». Le choix du Recteur est entre mains sûres puisque les intrants sont eux-mêmes élus avec soin par les seuls maîtres-régents.

Mais l'élection de l'Intrant ne va pas toujours sans difficultés. En 1337³ le *Liber Procuratorum* relate l'élection mouvementée de l'Intrant de la Nation Anglaise. En 1382⁴, éclate une nouvelle discorde, tranchée par la Faculté des Arts. Pour mettre fin à ces différends, un statut décide au ^{xv}^e siècle⁵ que, dans la Nation Allemande, « pourra être intrant, celui qui aura formé son inexpérience par la louable administration de la charge de procureur ». A la fin du siècle⁶ les provinces de la Nation fournissent à tour de rôle l'Intrant qui se joint à ceux des autres Nations pour élire le Recteur. Ce dernier point qu'il faut souligner, montre à cette époque, la place plus importante de la province dans la Nation.

Dès 1289⁷, un règlement de l'Université précise les conditions matérielles de l'élection du Recteur qui se fait à Saint-Julien-le-Pauvre. Les voici, telles qu'on les applique aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles⁸.

1. CREVIER, *op. cit.*, II, 19, note. — 2. CREVIER, *op. cit.*, II, 19. — 3. *A.*, I, 19 et ss. — 4. *A.*, I, 628. — 5. *A.*, II, 922. — 6. *A.*, III, 722, 791. — 7. *C.*, II, 26. — 8. *A.*, II, 604, ss.

Devant l'Assemblée plénière de la Faculté des Arts, où tous les régents-ès-arts doivent être présents, les électeurs prêtent serment¹ d'élire de bonne foi pour nouveau Recteur, celui qu'ils jugeront selon leur conscience, et pour le bien commun de toute l'Université, le plus apte à remplir la charge. Les intrants sont enfermés dans un seul lieu qu'ils ne peuvent quitter avant la fin de l'élection, excepté pour un cas d'urgence dont la majorité de la Faculté est juge. Si les électeurs se mettent d'accord sur une personne déterminée, ils apparaissent immédiatement à l'entrée de la salle et appellent le Recteur.

Les intrants ont pour faire l'élection le temps pendant lequel brûle un cierge de dimensions données par le Règlement. Personne ne peut les approcher s'il n'est délégué par la Faculté des Arts, et les bedeaux montent une garde sévère. Les électeurs ne doivent ni boire, ni manger mais faire attentivement l'élection. S'ils ne peuvent arriver à une conclusion, chaque Nation choisit un autre intrant soumis aux mêmes obligations que les précédents qui se retirent. Et l'on semble recommencer autant de fois qu'il est nécessaire².

Dès la fin du XIII^e siècle, l'élection du Recteur a lieu en octobre, décembre, mars, juin, et nous avons vu qu'à ces dates correspondent des réunions de la Faculté des Arts. Les Facultés Supérieures ne prennent pas part à l'élection

1. *C.*, II, 682 « Rector in electione novi rectoris facienda leget electoribus in presencia facultatis statutum de modo eligendi rectorem ab illa clausula : Et eligetur rector in posterum, etc... usque ad finem. Et consequenter leget eis statutum sequens super eodem ab illa clausula : In primis scilicet quod electores, etc.... usque ad finem. Deinde illi electores et rector si contingeret eum vocari ad electionem jurabunt que sequuntur.

Vos jurabitis quod eligetis bona fide alium a predecessore illum in rectorum Universitatis, quem secundum vestram conscienciam credetis utiliorem officio rectorie, non moti ratione precedentis discordie, nec moti amore vel odio honore vel pudore alicujus nationis, nec moti amore vel odio, honore vel utilitate alicujus persone, sed moti propter commune bonum totius Universitatis ».

2. *A.*, I, 314, 459. Cinq Recteurs, deux Français, un Picard, un Normand un Anglais se refusent, le sixième qui est Français accepte.

du Recteur qui est le privilège des Nations. Tout au long de l'histoire de l'Université les querelles au sujet de l'élection du Recteur sont nombreuses. Nous en avons déjà cité quelques-unes au ^{xiv}^e siècle ; au ^{xv}^e elles sont encore très fréquentes¹.

Un des rôles les plus importants du Recteur est celui d'exercer le droit de juridiction que l'Université possède sur tous ses suppôts. Il ne l'exerce pas seul et la Nation a ici encore un rôle qu'il faut noter. Nous avons dit que le Tribunal de la Faculté des Arts comprend le Recteur, assisté des quatre procureurs. Celui de l'Université se compose du Recteur, des procureurs des Nations et des doyens des Facultés Supérieures.

A quelle date ce tribunal apparaît-il ? Il est difficile de le préciser, car longtemps le tribunal de la Faculté des Arts est le tribunal de l'Université. Cependant en 1344² nous trouvons dans le *Liber Procuratorum* un texte prouvant que, d'une décision de la Faculté des Arts, on peut appeler à l'Université. A la fin du ^{xiv}^e siècle³ d'autres textes permettent de penser que « faire appel à l'Université » signifie soumettre le cas à l'assemblée plénière de l'Université. Telle est aussi l'opinion de Rashdall⁴ qui écrit : « D'une décision d'une Nation ou de son procureur ou d'une Faculté Supérieure, on peut faire appel à toute l'Université qui examine le cas, par l'intermédiaire de députés spécialement nommés. Par la suite, le Recteur, les procureurs et les doyens forment un tribunal permanent, le Tribunal de l'Université. »

Ce n'est qu'au ^{xv}^e siècle que le *Liber Procuratorum* parle de la « Curia Rectoris⁵ » qui règle les différends entre officiers de l'Université, connaît les actions personnelles entre maîtres et écoliers, les appels des Facultés, les plaintes contre ceux de ses membres qui font un commerce placé sous sa surveillance, etc...

1. CREVIER, *op., cit.*, IV., 156, 210, 250, 396. — V, 32, 183. — A., III, 18. — 2. A., I, 76. — 3. CREVIER, *op., cit.*, 420. — A., I, 210, 296, 377, 628. — 4. RASHDALL, *op., cit.*, I, p. 400. — 5. A., III, 111, 151, 182, 211, 228, 239, 504.

Qu'il s'agisse d'une délibération de l'assemblée plénière de l'Université ou plus tard d'une décision du Tribunal du Recteur, on voit que la Nation y prend part puisqu'elle est à l'assemblée et que son procureur la représente au Tribunal.

Ainsi nous avons montré le rôle de la Nation dans les organes de l'Université, à qui la Nation est indispensable. Voyons maintenant comment l'Université impose à la Nation son autorité : par les règlements généraux édictés par son assemblée; par la tutelle et le contrôle qu'elle exerce sur la Nation; par son pouvoir juridictionnel et par la gérance des finances communes.

Le rôle de l'assemblée de l'Université est de faire les statuts, règlements généraux applicables dans les Nations et les Facultés et auxquels doivent se subordonner les statuts spéciaux de ces corps. Ces décisions sont d'ordre encore plus général que celles de la Faculté des Arts. Nous ne pouvons les citer toutes et nous nous proposons de donner seulement quelques exemples à l'appui de nos assertions.

Les statuts règlent tout d'abord les questions d'organisation dont l'application dans les Nations et les Facultés établit l'ordre intérieur indispensable aux études.

Nous avons noté un règlement de 1335¹ intéressant l'organisation des études. Il ordonne « que les leçons cessent les jours de fête et qu'à la place on donne un sermon dans toutes les Facultés; qu'il n'y ait pas de leçons le jour des processions générales de l'Université et que tous obéissent aux ordres de cessation de cours, que ce soit un jour férié ou une cessation inattendue ».

Un deuxième statut de la même année² fixe les vacances de Pâques « de cinq jours avant les Rameaux au jour le plus proche de la lune après Quasimodo »; et les vacances d'été « de la vigile de la Saint-Pierre au lendemain de la Saint-Louis ».

1. C. II, 696. — 2. C. II, 696.

Nous avons aussi plusieurs statuts se rapportant à l'habillement des suppôts¹. En général, « défense est faite à tout maître de quelque Nation ou Faculté qu'il soit, de se présenter autrement qu'en habit décent, c'est-à-dire avec la cape ou l'épitoge, soit aux assemblées, tant générales que particulières, soit aux députations, thèses et autres actes publics² ».

Mentionnons enfin tous les règlements généraux destinés à établir ou à maintenir la discipline parmi les suppôts. C'est l'assemblée de l'Université qui intervient, qu'il s'agisse de faire connaître et de faire respecter par les maîtres et les écoliers un règlement de police du prince, ou qu'il s'agisse de prendre une mesure de police spéciale à tous les suppôts de l'Université. Ces règlements sont nombreux et bien souvent il faut les renouveler.

D'après ces quelques exemples, on peut dire que la législation de l'Université est plus large encore que celle de la Faculté des Arts; plus générale, elle vient donner à chaque Nation et à chaque Faculté des principes directeurs dont elles ne devront pas s'écarter en établissant leurs statuts particuliers. Les rapports de la législation de la Nation avec celle de l'Université ou avec celle de la Faculté des Arts ont le même caractère de subordination, et nous pourrions prouver comme dans le paragraphe précédent que la Nation conserve un véritable pouvoir de statuer.

Quelques exemples montreront maintenant le pouvoir de tutelle et de contrôle que l'Université possède sur les corps qui la composent. Une décision de l'assemblée de l'Université peut intervenir dans les affaires de la Nation, en confirmant le statut voté par l'assemblée de la Nation. En 1332³, à la suite d'une querelle entre les provinces de la Nation Anglaise, la Nation statue qu'à l'avenir « quiconque aura plusieurs et la majorité des voix, assumera la charge de l'office. à quelque province qu'il appartienne ». Et l'Université, déli-

1. C. II, 674, 696. — CREVIER, *op., cit.*, II, 422. — 2. CREVIER, *op., cit.*, II, 422. — 3. C., II, 405.

bérant à la suite, approuve le statut comme « bonum et justum et inviolabiliter observandum », ce qui renforce l'autorité du statut de la Nation et rend les suppôts désormais justiciables du tribunal de l'Université pour les questions qu'il règle.

Dans certains cas, lorsqu'une modification importante est faite dans la Nation, l'Université peut donner son avis de façon expresse ou tacite. Ainsi en 1432¹, elle emploie pour la première fois, le nom de Nation Allemande rendant officiel le changement de nom de la Nation.

L'Université possède aussi un droit de visite, corollaire indispensable de son pouvoir de juridiction. Elle surveille les activités des corps qui la composent, corrige les abus et fait les réformes nécessaires. Son tribunal connaît des infractions à ses règlements généraux, tranche les différends survenus entre les suppôts. Nous avons déjà dit les attributions de la « Curia Rectoris ».

Enfin à toutes les époques, l'Université fait sentir son autorité en exigeant que la Nation participe à la gestion des finances communes : recettes et dépenses.

Rashdall² cite une bulle de 1260³ qui, d'après lui, prouve les relations des Nations et de l'Université : dès cette époque les procureurs prêtent de l'argent au Recteur. En 1316⁴, un statut précise comment chaque Faculté contribuera aux dépenses communes de l'Université. Malheureusement, pour les Nations ce règlement est obscur. « La Faculté des Arts, dit-il, versera à l'Université comme elle a coutume de le faire », coutume bien établie à cette date. Pour les autres Facultés, il fixe la contribution de chaque maître et de chaque licencié et spécifie que chacune « gardera l'argent jusqu'à ce que la nécessité de ces réserves apparaisse ». Ceci éclaire tout le système des finances de l'Université, pendant les siècles que nous étudions : l'assemblée décide les cas de nécessité. Ainsi nous voyons les Nations et les Facultés

1. CRÉVIER, *op. cit.*, IV, 73. — 2. RASHDALL, *op. cit.*, I, 318. — 3. *C.* I., 378. — 4. *C.*, II, 187.

participer aux dépenses de l'Université, à l'occasion des funérailles du roi¹, des processions, de la défense des privilèges, des députations, etc...

Il faut enfin parler du rôle de l'Université; intermédiaire entre la Nation et la papauté, entre la Nation et le pouvoir central. C'est le Recteur, en tant que chef de l'Université, ou les députés choisis par l'assemblée, qui représentent la Nation près du Pape ou près du Roi. Si dans certaines cérémonies officielles : processions, mariage du roi, défense des privilèges, les procureurs et les doyens l'accompagnent, le Recteur reste le personnage chargé des relations extérieures.

Avec le Pape, les seuls rapports que nous examinerons ici sont ceux que crée l'envoi du rôle pour l'obtention des bénéfices. Nous savons comment la Nation et au xv^e siècle la province établissent le rôle de leurs suppôts. L'Université centralise les rôles des Nations et des Facultés, décide en dernier ressort et organise le voyage de la députation. A la fin du xv^e siècle, le rôle devient même son affaire plus que celle des corps particuliers. Mentionnons aussi les rapports qui peuvent exister à l'occasion d'un appel de la juridiction de la Nation au Tribunal de Rome².

Avec le Roi ou ses juridictions les rapports sont plus fréquents et si l'Université représente la Nation, celle-ci s'occupe attentivement de ses intérêts : en 1379³, nous voyons la Nation Anglaise faire auprès des députés de l'Université une démarche afin qu'ils présentent au Roi et « insistent sur les excuses de la Nation Anglaise et de chacun de ses suppôts ». En 1383⁴, elle fait demander la sauvegarde spéciale du Roi pour ses écoliers.

Un suppôt de la Nation peut toujours s'adresser en appel à une juridiction royale, car ni la décision de la Nation, ni celle de l'Université n'est souveraine. Et par ordonnancé du 27 mars 1446⁵, le Roi donne au Parlement pouvoir de juger

1. *A.*, I, 598, 599. — 2. *A.*, I, 76. — 3. *A.*, I, 569. — 4. *A.*, I, 654. — 5. CREVIER, *op.*, *cit.*, IV, 133.

les causes de l'Université et celle de ses suppôts..... « Considéré que nostre cour de Parlement est souveraine..... Avons ordonné et appointé, ordonnons et appointons que vous connoissiez et déterminiez des causes et querelles et négoces de nostre dite fille l'Université de Paris et des suppôts d'icelle, font ainsi que ferions en nostre propre personne, si présens y étions. » L'Université subit avec réputation cette tutelle au moins en ce qui regarde sa police intérieure et sa discipline. Et en 1517¹, Robert Goulet, docteur de la Faculté de Théologie écrit : « Chaque Nation, chaque Faculté a juridiction sur ses suppôts, dans les affaires de Nation et de Facultés. L'on peut appeler d'une Faculté à l'Université, mais de l'Université, il n'est pas permis d'appeler à aucun autre tribunal, non pas même à la cour de Parlement qui est sœur de l'Université et non sa maîtresse. »

Donc, en règle générale, la Nation ne va pas directement au Roi ou à ses juridictions, et le Roi lui-même passe par l'intermédiaire de l'Université. Mais les rapports directs demeurent possibles dans les deux sens. Nous avons noté dans le *Liber Procuratorum* un cas où le Roi s'adresse à la Nation Anglaise, au sujet de l'Union des Églises².

La place de la Nation dans l'Université est maintenant bien établie. Si, par intérêt, elle est unie aux trois autres Nations pour former la Faculté des Arts, c'est le plus souvent en tant que Nation, corps distinct et organisé, qu'elle agit dans l'Université.

La Nation est intimement liée à la vie même de l'Université, puisque sans elle il n'y a pas d'assemblée plénière de l'Université qui seule prend les décisions importantes, puisqu'elle nomme le Recteur chef de tous les suppôts et que son procureur fait partie du tribunal de l'Université.

Corps organisé, la Nation dépend de l'Université qui lui est hiérarchiquement supérieure. Elle doit respecter ses règlements généraux, ce qui n'est pas incompatible avec un

1. CREVIER, *op. cit.*, IV, 134. — 2. A., I, 370.

certain pouvoir de légiférer; ses activités sont soumises au contrôle de l'Université, qui a sur elle droit de juridiction; la Nation est obligée de participer aux finances communes.

Le développement de l'Université et le nombre des sup-pôts-ès-arts, qui fut toujours supérieur à celui des autres facultés, expliquent l'importance qu'a, en particulier, chaque Nation, aux ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Ils expliquent aussi le rôle prépondérant que les Nations gardèrent toujours dans l'Université, malgré les efforts des Facultés Supérieures.

CONCLUSION

Au cours de cet essai sur la Nation Anglaise-Allemande pour laquelle, seule, nous possédons des documents appréciables, nous avons dit à plusieurs reprises : la Nation a une vie propre, la Nation est un corps. Il nous reste pour conclure à montrer en quoi ces affirmations — valables pour les autres Nations puisque organisées de façon analogue — sont fondées et sur quels arguments elles s'appuient.

De notre étude, il ressort non seulement que la Nation est douée d'une certaine autonomie : dans son organisation : provinces, assemblée, officiers ; dans son activité : enseignement, accession aux grades, gestion des finances, célébration des fêtes ; mais encore qu'elle est hiérarchiquement subordonnée à la Faculté des Arts et à l'Université. Nous trouvons là tout ce qui nous permet d'affirmer que la Nation est un corps.

Nous examinerons successivement les traits caractéristiques communs à tous les corps professionnels :

I. Individualité ayant un caractère mixte de droit privé et de droit public.

II. Organisation propre.

III. Subordination au pouvoir central.

Nous montrerons que sa situation est même plus complexe que celle des autres corps, puisqu'elle dépend du Pouvoir central par l'intermédiaire de l'Université.

La Nation possède tous ces caractères :

Toute cette conclusion s'appuie sur la théorie des corps, établie par M. OLIVIER-MARTIN, dans son *Organisation Corporative de l'Ancien Régime*, p. 473 à 509.

I. Individualité ayant un caractère mixte de droit public et de droit privé.

Les corps sont parfaitement distincts des individus qui les composent. Ils ont un sceau, un rang social qui les individualisent et ils jouent un rôle reconnu par l'État.

C'est à Domat ¹ que nous empruntons la définition du corps : « Assemblée de plusieurs personnes unies en un corps formé par la permission du prince et établi pour un bien commun à ceux qui sont de ce corps et qui ait aussi son rapport avec le bien public. » Nous y trouvons, bien souligné, ce caractère essentiel des corps qui, dit M. Olivier-Martin ² « groupent des intérêts privés et, pour des fins personnelles à leurs membres, poursuivent en quelque façon des fins d'intérêt public ».

La Nation répond-elle à cette définition? En quoi peut-on dire qu'elle est individualisée et qu'elle possède ce caractère mixte de droit privé et de droit public? Comme les individus, la Nation possède un sceau dont nous avons décrit tout le symbole, et la coutume la met au quatrième rang des Nations. Elle est établie pour le bien commun de ses membres. Groupés par affinité de pays et de races, maîtres et écoliers sont plus forts et leurs intérêts particuliers mieux défendus.

La Nation s'organise à l'origine pour ces fins privées. Elle assume d'autre part avec les Facultés Supérieures et l'Université la charge d'intérêt public de l'enseignement. Dans ses écoles se font les études-ès-arts, les humanités, base des études supérieures. Les collèges, fondés pour venir en aide aux étudiants pauvres envoient leurs écoliers aux écoles des Nations. Puis suivant l'évolution dont nous avons parlé, ils deviennent eux-mêmes centres d'études et l'enseignement y est donné.

1. DOMAT, cité par M. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, 479.

2. M. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, 478.

Mais tous les groupements qui répondent à cette définition et présentent ce caractère mixte de droit privé et de droit public ne sont pas, obligatoirement, des corps; d'autres qualités sont nécessaires,

- organisation propre,
- subordination au pouvoir central.

II. Organisation propre.

Celle-ci se traduit par : la cérémonie d'affiliation; l'assemblée; les pouvoirs juridictionnels; la personnalité morale.

Pour faire partie d'un corps, on exige une *cérémonie d'affiliation* généralement accompagnée d'un serment. Au Moyen Age, le serment est le procédé normal d'affiliation à un groupe.

Dans la Nation, il se pratique comme dans tous les corps et les suppôts prêtent serment sur les livres de la Nation, qui, pour cette raison commencent très souvent par quelques versets de l'Évangile¹. Une cérémonie spéciale, « l'*Inceptio* », marque l'entrée de l'écolier gradué dans la corporation des maîtres et nous l'avons vu, pour accéder à la maîtrise, il faut obtenir l'agrément de tous les anciens.

Une fois affilié au corps l'on devient membre de l'*assemblée*, organe suprême qui se réunit régulièrement : le gouvernement est donc à base démocratique. Les attributions de cette assemblée sont nombreuses et importantes, elle nomme les officiers, dirigeants du corps, dont la charge est définie par la coutume; elle établit la loi du corps, statuts ou règlements qui s'imposent à tous les membres. Nous verrons plus loin que cette loi du corps n'a pas de valeur absolue par elle-même, que son domaine légitime est strictement délimité.

Or tous les maîtres de la Nation ont accès à l'assemblée,

1. P. PERDRIZET, *le Calendrier de la Nation Anglaise-Allemande de l'Université de Paris*, 1937, cité par M. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, p. 22. Ce livre de la Nation Anglaise-Allemande contient un « frontispice juratoire ».

qui se réunit régulièrement, choisit les officiers : le procureur qui est à la tête de la Nation et la représente ; le receveur chargé des finances ; les bedeaux qui assument les besognes matérielles, et tous les officiers qui remplissent une charge temporaire : examinateurs, envoyés, etc.

Les corps exercent sur leurs membres un certain *pouvoir juridictionnel*. Les statuts qui règlent leur organisation ou leurs activités sont munis de sanctions et les officiers qui dirigent les corps ont qualité pour imposer à leurs confrères le respect de la loi corporative. Très souvent les corps servent de juridiction arbitrale, ce qui est fort utile à leur action et à leur prestige.

Nous savons quelle juridiction disciplinaire la Nation exerce sur ses suppôts et quelles sanctions elle peut édicter, à charge d'appel devant les tribunaux de la Faculté des Arts et de l'Université. A cette juridiction il faut rattacher le droit de visite dont elle jouit sur les écoles et les collèges qui dépendent d'elle, La Nation exerce aussi une juridiction arbitrale qui a pour but d'apaiser les différends dès leur naissance. Elle tente vainement d'en rendre l'exercice obligatoire (statuts de 1423), mais cela est contraire au principe même de cette juridiction qui reste facultative et ne s'exerce qu'à charge d'appel.

Enfin les corps, véritables *personnes morales*, peuvent contracter, posséder un patrimoine. Les contrats qu'ils passent se réfèrent généralement à la gestion de leur patrimoine : biens mobiliers ou immobiliers. Ils possèdent des deniers communs, c'est-à-dire une caisse alimentée par les droits de réception imposés aux nouveaux membres et les amendes, fruit de l'action disciplinaire des officiers, et destinée à pourvoir aux dépenses communes. Dans les cas de nécessité, les corps peuvent même recourir à l'emprunt, qui leur permet de faire face aux dépenses parfois très lourdes du corps.

Dans la gestion des finances de la Nation, nous avons bien rencontré tous ces caractères. La Nation possède un

patrimoine : des immeubles, ses écoles, ses maisons, pour lesquelles elle passe des contrats, achat, entretien, vente ; des biens mobiliers, ses vases et ses ornements sacrés et surtout sa caisse commune qu'alimentent les bourses payées par les candidats aux grades, les droits de joyeuse entrée des nouveaux maîtres ou des officiers accédant à une charge et quelques amendes disciplinaires. Il arrive qu'à bout de ressources, la Nation emprunte, mais dans une situation assez complexe, elle ne s'adresse qu'à ses propres suppôts et nous l'avons vu emprunter à une province, à un membre fortuné.

Dernier attribut des personnes morales, les corps ont le droit d'*ester en justice*, c'est-à-dire de présenter requête au Roi, soit à son Conseil, soit devant les tribunaux ordinaires.

Or, nous avons dit que d'une décision de la Nation il est toujours possible de faire appel à un tribunal supérieur, tribunal de la Faculté des Arts, tribunal de l'Université et au-dessus de ces juridictions qui sont encore des juridictions corporatives, à Rome ou au Parlement selon l'époque.

Tels sont les traits généraux qui caractérisent l'organisation intérieure et la situation juridique des corps. La Nation les possède tous, elle possède aussi la dernière qualité nécessaire : la subordination.

III. Subordination au Pouvoir Central.

Si les corps ont une certaine autonomie dans leur organisation intérieure, s'ils ont des prérogatives, ils ne sont pas complètement libres. « Bien pourvus pour assurer le bien commun de leurs membres, ils agissent pourtant dans une sphère étroitement limitée par le but qu'ils poursuivent. Et ce but, pour légitime qu'il soit, doit s'accorder avec le but plus ample de la société politique dont ils font partie... les corps dépendent donc étroitement du Roi qui incarne la

chose publique et qui est responsable du bien commun de tous ses sujets¹. »

Les corps ne peuvent exister sans l'autorisation expresse du Roi, donnée par lettres-patentes ou à leur défaut par une approbation tacite résultant d'une vie paisible prolongée sans contradiction pendant un certain temps. Les corps acceptent volontiers l'autorité du prince qui se manifeste tout d'abord par une législation générale qui s'impose à tous. Nul doute en effet que la législation émanée d'un corps ne soit une législation générale et souvent les statuts des corps reprennent les règles posées par les textes généraux. On retrouve encore cette autorité dans la tutelle que le Roi exerce sur les corps : contrôle de leurs activités notamment de leur activité juridictionnelle, car si les corps ont un véritable pouvoir de juridiction disciplinaire ou arbitrale, il ne s'exerce qu'à charge d'appel aux tribunaux royaux.

Comment la Nation est-elle un organisme subordonné? En situant la place de la Nation dans la Faculté des Arts et dans l'Université, nous avons précédemment montré la nature de leurs rapports et la dépendance directe de la Nation à leur égard. Nous verrons ici que la Nation est aussi subordonnée au Pouvoir Central, mais que sa situation est plus complexe que celle des autres corps, puisqu'elle est un corps à l'intérieur d'un autre corps supérieur à lui dans la hiérarchie. La Nation dépend directement de l'Université et dans ses rapports avec la royauté, normalement, passe par elle.

Le Roi connaît l'Université. C'est elle qu'il autorise tacitement, car il n'apparaît pas qu'elle ait jamais reçu de lettres patentes de création. Et l'Université s'organise suivant ses besoins personnels en Nations et en Facultés, qui jouissent d'une certaine autonomie et qui deviennent elles-mêmes des corps implicitement reconnus puisque tolérés par le Roi.

C'est près de l'Université qu'il intervient, à elle qu'il accorde les bénéfices dont jouissent tous les suppôts, à elle

1 M. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, 500.

qu'il impose des règlements généraux, après l'avoir largement consultée. La législation de l'Université ne peut que développer dans des prescriptions de détail, les principes et l'esprit de la législation générale. Et nous l'avons dit, la législation de la Nation est subordonnée à celle de l'Université et de la Faculté des Arts, elle précise les détails et s'adapte à tel besoin particulier, mais ne doit pas être en contradiction avec aucune d'elles.

L'Université est responsable devant le Roi des corps qui la composent, le droit de contrôle du Pouvoir Central sur la Nation s'exerce par son intermédiaire. Comme nous l'avons écrit, l'Université peut intervenir dans les affaires de la Nation pour approuver sa législation, surveiller ses activités, corriger les abus.

Si l'appel à la justice royale est toujours possible, c'est au tribunal de l'Université que se fait le premier appel d'une décision de la Nation, fait qui lui aussi montre bien la situation complexe et la double dépendance de la Nation.

Du reste, ces rapports par l'intermédiaire de l'Université n'excluent pas les rapports directs entre la Nation et le Roi. Comme tous les sujets du royaume, la Nation peut présenter requête au Roi, pour obtenir justice. Nous n'avons rien trouvé dans nos recherches qui nous permette de dire que la Nation ait usé de ce droit, mais nous avons signalé qu'elle tient parfois à rappeler au roi son existence et que le roi peut s'adresser directement à elle.

Cette dépendance qu'on pourrait dire à deux degrés : Université, Pouvoir Central, ne retire pas à la Nation son caractère de corps, elle vient au contraire le confirmer. La Nation possède l'organisation et les prérogatives d'un corps, elle en a aussi le caractère de subordination, caractère plus complexe chez elle, puisque le contrôle ne s'exerce pas directement mais par l'intermédiaire d'un corps qui lui est hiérarchiquement supérieur.

Ce qui est vrai de la Nation Anglaise-Allemande, l'est aussi des trois autres Nations dont l'organisation et le fonctionne-

ment ne varient que sur des points de détails. D'après Séguier¹ les corps sont les différents anneaux de la chaîne qui va des familles aux empires et qui rend aisées les communications humaines. Le corps de l'Université composé de sujets disparates s'organise, lui-même, en sociétés intermédiaires : Nations et Facultés qui groupent et protègent des individus liés par un intérêt commun. Ces sociétés deviennent aussi de véritables corps que l'autorité et la force de l'Université garantissent.

La Nation a donc sa place au premier échelon dans la hiérarchie des corps. Tout près de l'individu, elle réalise le bien commun distinct de l'intérêt de chacun des membres, et leur rend moins rude le contact avec les exigences d'un corps très important et nombreux, et celles du Pouvoir Central.

Nous avons de notre mieux essayé de définir l'exacte situation de la Nation, et avec le bon Monsieur Crevier, nous pouvons dire :

« Au reste, si je me suis trompé en quelque point, j'espère que l'obscurité de la matière me servira d'excuse et je suis prêt à me réformer dès que l'on m'allèguera des preuves capables de subjuguier un esprit raisonnable². »

1. Cité par M. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, 561.

2. CREVIER, *op. cit.*, VII, 163.

BIBLIOGRAPHIE

I. Documents. Sources.

Chartularium Universitatis Parisiensis, sub auspiciis consilii generalis Facultatum Parisiensium ex diversis bibliothecis tabulariisque collegit et cum authenticis chartis contulit Henricus DENIFLE... auxiliante Aemilio CHATELAIN. Tomes I à IV. Paris 1889-1897.

Auctarium Chartularii Universitatis Parisiensis... ediderunt Henricus DENIFLE et Aemilius CHATELAIN. Tomes I. II. Paris, 1895-1897.

I. *Liber Procuratorum Nationis Anglicanae (Alemanniae) in Universitate Parisiensi ab anno 1333 usque ad annum 1406, cum Memorabilia Nationis Anglicanae.*

II. *Id.*, ab anno 1406 usque ad annum 1466.

III. *Id.*, Ediderunt Carolus SAMARAN et Aemilius A. VAN MOE, ab anno 1466 usque ad annum 1492.

Partie des Pièces et Actes qui concernent l'état présent et ancien de l'Université de Paris 1653, Bibliothèque Nationale.

Plus spécialement parmi ces documents :

Mémoire touchant le différent meu entre les trois Facultez et les quatre Nations de l'Université de Paris.

Actes concernans l'unité du Recteur de l'Université de Paris, son eslection par les Intrants.

Actes concernans les Instructions de Messieurs les Recteurs.

Actes concernans les Sermons que Monsieur le Recteur reçoit des Escholiers, officiers et supôts de l'Université de Paris.

Actes concernans les Roolles envoyez à nos Saints Pères les Papes par l'Université de Paris.

II. Ouvrages et Articles.

BERTY continué par TISSERAND, *Topographie historique du vieux Paris*.

— 3 vol. Paris, 1882-1897.

GRAY COWAN BOYCE, *The English-German Nation in the University of Paris, during the Middle Ages*, Bruges 1927, The St-Catherine Press.

The controversy over the boundary between the English and Picard Nations in the University of Paris; *Études d'Histoire dédiées à la Mémoire de Pirenne*; Bruxelles, 1937.

A. BUDINSKY, *Die Universität Paris und die Fremden an der selben in Mittelalter*; Berlin, 1876.

Les Étrangers à l'Université de Paris au Moyen Age. Position de thèse, Chartes, 1868-1869.

ADRIEN CANCE, *Le Code de Droit Canonique*; Paris, 1933.

CHATELAIN, *Le Livre ou le Cartulaire de la Nation d'Angleterre et d'Allemagne dans l'Ancienne Université de Paris; Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France*, 1891.

Notes sur quelques tavernes fréquentées par l'Université de Paris au ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France*, 1898.

CREVIER, *Histoire de l'Université de Paris, depuis son origine jusqu'en l'année 1600*; 7 vol. Paris, 1761.

HENRI DENIFLE, *Die Universitäten des Mittelalters bis 1400*; Berlin, 1885.

I. *Die Entschung der Universitäten des Mittelalters bis 1400. Les Universités françaises du Moyen Age*, Avis à M. Marcel Fournier, Paris, 1892.

DU BOULAY, *Historia Universitatis Parisiensis*, 6 vol. 1665-1673.

Mémoires historiques sur les bénéfices qui sont à la collation de l'Université de Paris, 1675.

Remarques sur les bedeaux de l'Université, 1670.

E. DUBARLE, *Histoire de l'Université de Paris*; 2 vol., Paris, 1844.

M. FELIBIEN, *Histoire de la Ville de Paris*, revue par Dom Lobineau, 5 vol., Paris, 1725.

- F. FUNCK-BRENTANO, *Le Moyen Age*, dans la série : *L'Histoire de France racontée à tous*.
- GEFFROY, Les Étudiants Suédois à Paris au xiv^e siècle; *Revue des Sociétés Savantes*, 1858.
- A. GERMAIN, *La Faculté des Arts et l'ancien collège de Montpellier*, 1242-1789; Extrait des *Mémoires de l'Académie*, 1882.
- HASKINS, The Life of mediæval students as illustrated by their letters; New-York, *The american historical review*, 1898.
- JAILLOT, *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la ville de Paris, depuis ses commencements jusqu'à présent*; Quartier Place Maubert; Paris, 1774.
- C. JOURDAIN, Un collège oriental à Paris au xiii^e siècle; *Revue des Sociétés Savantes*, 1888.
- La taxe des logements dans l'Université de Paris; *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France*, 1878.
- Un compte de la Nation d'Allemagne de l'Université de Paris au xv^e siècle; *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France*, 1875.
- P. LACROIX et F. SÈRE, *Le Moyen Age et la Renaissance*; 5 vol. Paris, 1848-1851.
- DE LASTEYRIE, *Cartulaire général de Paris*, Paris 1887. Histoire Générale de Paris, collection des documents publiés sous les auspices de l'édilité parisienne.
- J. LE BEUF, *Histoire de la Ville et de tout le diocèse de Paris*; Paris, 1863-1870.
- R. DE LESPINASSE et F. BONNARDOT, *Le livre des Métiers d'Etienne Boileau, 1871-1897, dans la Série des « Métiers et Corporations de la Ville de Paris au XIII^e siècle »*.
- A. LUCHAIRE, *L'Université de Paris sous Philippe-Auguste*, Paris, 1899.
- MALDEN, *On the origin of Universities and academical degrees* Londres, 1835.
- MONTAIGLON, *Recueil de Poésies Françaises des XV^e et XVI^e siècles*, 1855, 1878.
- FR. OLIVIER-MARTIN, *L'organisation de la France d'Ancien Régime*, Paris, 1938.

- PAJON DE MONCETS, *De l'origine des appariteurs des Universités et de leurs masses*; Paris, 1782.
- P. PERDRIZET, *Le Calendrier de la Nation d'Allemagne de l'ancienne Université de Paris*; Paris, 1937.
- PERIES, *La Faculté de Décret dans l'ancienne Université de Paris*; Paris, 1890.
- G. POST, Parisian masters as a corporation 1200. 1246; *Speculum*, 9, 1934.
- H. RASHDALL, *The Universities of Europe in the Middle Ages*; 3 vol. Oxford, 1895.
- SAUVAL, *Histoires et recherches des antiquités de la Ville de Paris*; Paris, 1724.
- STEPHEN D'IRSAY, *Histoire des Universités françaises et étrangères des origines à nos jours*; 2 vol. Paris, 1933. 1935.
- THUROT, *Organisation de l'enseignement au Moyen Age*; Paris, 1850.
- VALLET DE VIRIVILLE, *Histoire de l'Instruction publique en Europe et principalement en France depuis le Christianisme jusqu'à nos jours*; Paris, 1851.
- E. WICKERSHEIMER, *Les Médecins de la Nation Anglaise (ou Allemande) de l'Université de Paris aux XIV^e et XV^e siècles*; Paris, 1913. Médecins danois en France du XIII^e au XV^e siècle; (*Bulletin de l'Histoire de la médecine*, XI, 1912.)
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	Pages 5
--------------------	------------

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Évolution historique de la Nation.

I. Apparition des Nations	11
II. La Nation Anglaise-Allemande	16

CHAPITRE I

Organisation de la Nation.

I. <i>Les Suppôts.</i>	
Division en provinces	21
Les maîtres et les écoliers	26
II. <i>L'Assemblée.</i>	
Son fonctionnement, ses pouvoirs	29
III. <i>Les Officiers.</i>	34
Le Procureur	36
Le Receveur	42
Les Bedeaux	49
Les Examineurs des déterminants	58
Les Examineurs des licenciés	61
Les Officiers qui préparent le rôle envoyé au Pape	66
Les Officiers qui portent le rôle à la Cour Romaine	70
Les Messagers	72

CHAPITRE II

Vie intérieure de la Nation.

	Pages.
I. <i>Les Grades</i>	78
L'Enseignement.....	79
La Réponse.....	81
La Déterminance.....	82
La Sous-déterminance.....	91
La Licence.....	93
La Maîtrise.....	103
La Régence.....	106
II. <i>Les Écoles et les Collèges</i>	
Les Écoles.....	108
Les Collèges.....	115
III. <i>Les Finances</i>	121
Les Revenus de la Nation.....	122
Les Dépenses de la Nation.....	132
Le Coffre de la Nation.....	136
IV. <i>Les Offices, les Patrons, les Fêtes</i>	137

CHAPITRE III

Rapports de la Nation avec l'extérieur.

I. La Nation et la Faculté des Arts.....	147
II. La Nation et l'Université.....	156
Conclusion.....	169
Bibliographie.....	177

Vu : le Président de la Thèse,
OLIVIER-MARTIN.

Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
A. ROUSSY.

Imprimé en France
TYP. FIRMIN-DIDOT ET C^{ie}
PARIS - 1939

